

2012

Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants



unissons-nous
pour les enfants

unicef 

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Janvier 2012

Cette publication ne peut être reproduite en totalité ou en partie sans autorisation préalable.
Veuillez-vous adresser à cette fin à :

Division de la Communication, UNICEF
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis
Tél. : + 1-212 326-7434
Courriel : nyhqdoc.permit@unicef.org

L'autorisation de reproduction sera accordée à titre gracieux aux établissements éducatifs
ou organisations à but non lucratif. Des droits de reproduction d'un montant modeste seront
demandés dans les autres cas.

Pour toute mise à jour ou rectificatif ultérieur à la mise sous presse, veuillez consulter
notre site Internet à l'adresse : www.unicef.org/french/hac2012

ISBN : 978-92-806-4623-8

2012
Action
humanitaire
de l'UNICEF
pour les
enfants

Remerciements

Ce rapport n'aurait pu voir le jour sans la contribution de nombreuses personnes du siège et des bureaux régionaux et bureaux de pays de l'UNICEF. Pour les chapitres consacrés aux pays, des informations ont été reçues des bureaux de l'UNICEF des pays suivants : Afghanistan, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Haïti, Jordanie, Kenya, Liban, Libéria, Madagascar, Niger, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Tchad, Territoire palestinien occupé, Yémen et Zimbabwe.

GESTION DE PROJET, RÉDACTION ET RECHERCHES

Dermot Carty, *Directeur adjoint du Bureau des programmes d'urgence*; Christine Knudsen, *Chef des Partenariats interinstitutions et humanitaires du Bureau des programmes d'urgence*; Marika Hofmeister, *Responsable de projet*; Zuhail Ayoub, *Chercheur*; Anastasia Warpinski, LLC *Rédactrice/Réviseuse de rapport*; Jennifer Meybaum, *Rédactrice*; Jenny Ngai, *Stagiaire*; Catherine Langevin-Falcon, *Chef*, Section des publications de la Division de la communication; Jordan Tamagni, *Conseillère principale*, Communications, Bureau du Directeur général (*avant-propos et introduction*); Hirut Gebre-Egziabher et Lisa Kenney, *Vérificatrices (avant-propos et introduction)*; Charlotte Maître et Anna Grojec, *Correctrices d'épreuves (avant-propos et introduction)*.

ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PROGRAMMES ET POLITIQUES

Nous remercions les divisions suivantes de l'UNICEF : Bureau des opérations d'urgence, Division des programmes, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics et Politiques et pratiques. Merci également en particulier à : Louis-Georges Arsenault, *Directeur du Bureau des programmes d'urgence*; Nicholas Alipui, *Directeur de la Division des programmes*; Afshan Khan, *Directeur du Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics*; Richard Morgan, *Directeur de la Division des politiques et pratiques*; Pilar Aguilar, Kate Alley, David Anthony, Lisa Bender, Geneviève Boutin, Marie-France Bourgeois, Catherine Barnett, Emily Bild, Babita Bisht, Sara Bordas Eddy, Franck Bouvet, Emmanuelle Compingt, Mari Denby, Lisa Doughten, Brendan Doyle, Ilka Esquivel, Faika Farzana, William Fellows, Anne Golaz, James Hedges, Rafael Hermoso; Naomi Ichikawa, Josephine Ippe, Pernille Ironside, Akhil Iyer, Robert Jenkins, Sarah Karmin, Jane Lawry White, Michel Le Pechoux, Mendy Marsh, Louise Maule, Marixie Mercado, Samantha Millar, Claire Morton, Roseline Murama, Jordan Naidoo, Naline Nippita, Mads Oyen, Heather Papowitz, Andrew Parker, Stephan Pichette, Ricardo Pires, Jalpa Ratna, Dolores Rio, James Rogan, Marc Salvail, Cecilia Sanchez, Lara Scott, Oren Schlein, Vijaya Singh, Antony Spalton, Frederick Spielberg, Julien Temple, Christopher Tidey, Jesus Trelles, Ellen Van Kalmthout, Julie Verhaar, Tessa Wardlaw et Lana Wreikat. Merci également aux bureaux régionaux de l'UNICEF et à Yodit Abdisa, Shameza Abdulla, Luc Chauvin, Grant Leaity, Robert McCarthy, Selassie Atadika, Andrea James, Asim Rehman, Heidi Peugeot, Gianluca Buono, Thomas Davin, Tania McBride et Nona Zicherman, ainsi qu'à tous les conseillers techniques.

MISE EN PAGE ET PRODUCTION PRÉ-PUBLICATION

Laurie Douglas Graphic Design

CARTES

Jihad Abdalla, *Administrateur chargé des situations d'urgence*

PHOTOGRAPHIE

Ellen Tolmie, *Rédactrice en chef du service photo*; Susan Markisz, *Photographie, recherche et rédaction de légendes*

PRODUCTION WEB

Alex Godoy, *Gestionnaire de projets multimédias*; Dennis Yuen, *Développeur Web*; Andrea Verity, *Producteur Web (langue anglaise)*; Emmanuel May, Linda Tom, Ling Tsui, *Graphistes Web*; Patrice Brizard, Pedro Bujalance-Andres, Sobhi Jawabra, Tatiana Moliara, Ying Shi, *Production Web (langues étrangères)*

DIFFUSION

Patrick McCormick, *Chargé de la communication en situation d'urgence*

IMPRESSION

Phoenix Design Aid

TRADUCTION

Version française : Marc Chalamet

Version espagnole (Web) : Carlos Perellón

Version arabe (Web) : Green Ink Publication Services Ltd

Version chinoise (Web) : Bright Translation Services

Pour plus d'informations sur l'action humanitaire de l'UNICEF, veuillez vous adresser à :

Louis-Georges Arsenault

Directeur
Bureau des programmes
d'urgence (EMOPS)
UNICEF New York
Tél. : +1 212 326-7163
Fax : +1 212 326-7037
Courriel : lgarsenault@unicef.org

Afshan Khan

Directeur
Bureau des alliances avec
le secteur public et de la
mobilisation des fonds publics
(PARMO)
UNICEF New York
Tél. : + 1-212 326-7160
Fax : + 1-212 326-7165
Courriel : akhan@unicef.org

Dermot Carty

Directeur adjoint
Bureau des programmes
d'urgence (EMOPS)
UNICEF Genève
Tél. : + 41 22 909-5601
Fax : + 41 22 909-5902
Courriel : dcarty@unicef.org

Table des matières

v	AVANT-PROPOS
vi	BESOINS DE FINANCEMENT POUR L'ACTION HUMANITAIRE DE L'UNICEF EN 2012
1	INTRODUCTION
11	APPUI GLOBAL DE L'UNICEF
15	AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
18	Érythrée
19	Éthiopie
20	Kenya
21	Madagascar
22	République du Soudan du Sud
23	Somalie
24	Zimbabwe
25	AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE
29	Côte d'Ivoire
30	Libéria
31	Niger
32	République centrafricaine
33	République démocratique du Congo
34	Tchad
35	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
38	Djibouti
39	Réfugiés irakiens en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne
40	République du Soudan
41	Territoire palestinien occupé
42	Yémen
43	ASIE DU SUD
46	Afghanistan
47	Pakistan
48	Sri Lanka
49	ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
52	Philippines
53	République populaire démocratique de Corée
55	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
58	Colombie
59	Haïti
61	EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS
64	LÉGENDES PHOTO

Pays et territoires inclus dans
Action humanitaire de l'UNICEF
pour les enfants 2012.



Les frontières représentées ainsi que les noms et désignations utilisés n'impliquent pas de reconnaissance ou d'acceptation officielle de la part des Nations Unies.



« Si les catastrophes n'épargnent personne, elles touchent le plus durement ceux qui sont le moins à même d'y faire face : les enfants les plus vulnérables, vivant dans les lieux les plus pauvres et les plus reculés et subissant les privations les plus grandes. »

—Anthony Lake
Directeur général de l'UNICEF

Avant-propos

En Somalie, la famille de Moktar, trois ans, a perdu son bétail et ses récoltes à cause de la sécheresse et a dû quitter son domicile pour un avenir incertain en ville. Quand le petit garçon est arrivé à Mogadiscio, son état de malnutrition était tel qu'il avait besoin d'une aide immédiate. Il a heureusement pu être soigné. Mais bien trop d'enfants ne le sont pas.

Florence, jeune adolescente, a fui la guerre et la violence en République démocratique du Congo, en traversant le fleuve Ubangui. Mais une fois arrivée en République centrafricaine, elle a erré dans la jungle pendant des semaines, avant d'être recueillie et placée dans un campement.

Quand les pluies de la mousson se sont abattues sur la province pakistanaise du Sindh, Saima, 11 ans, a vu les flots en crue détruire sa maison. Elle a passé des semaines dans un abri de fortune installé sur une berge. Aujourd'hui, elle vit avec sa famille dans un camp surpeuplé mais s'estime chanceuse : leur camp, contrairement à beaucoup d'autres, dispose d'eau propre.

En 2011, les effets dévastateurs de crises humanitaires de grande envergure sur la vie et l'avenir d'enfants comme Moktar, Florence et Saima nous sont apparus dans toute leur cruauté. Si les catastrophes n'épargnent personne, elles touchent le plus durement ceux qui sont le moins à même d'y faire face : les enfants les plus vulnérables, vivant dans les lieux les plus pauvres et les plus reculés et subissant les privations les plus grandes.

2012 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants rend compte de la situation de millions de ces enfants de par le monde. Il décrit l'action que mène l'UNICEF, en coopération avec ses partenaires, pour distribuer des fournitures et une assistance vitale, apporter des services techniques, contribuer à rétablir un sentiment de normalité et renforcer les capacités à faire face à l'adversité.

En Somalie, par exemple, entre juillet et septembre 2011, l'UNICEF a aidé à traiter plus de 108 000 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère. Pendant la même période, l'organisation a aussi contribué à approvisionner en eau salubre plus de 2,2 millions de personnes. Et à vacciner 1,2 million d'enfants contre la rougeole.

Pour pouvoir mieux répondre aux situations d'urgence soudaines et de grande envergure, l'UNICEF a cette année adopté et mis en œuvre des procédures d'activation simplifiées permettant de mobiliser plus rapidement et efficacement nos ressources humaines et financières. Ce mécanisme d'intervention a été activé en juillet dans la Corne de l'Afrique.

Parallèlement aux interventions de l'UNICEF dans des situations de crise qui requièrent une action immédiate et exceptionnelle, le rapport présente également nos activités dans les pays où des situations complexes et durables menacent la vie et l'avenir des enfants. Ces « situations d'urgence silencieuses » ne font pas les gros titres des journaux mais le méritent pourtant. Car c'est du bien-être de millions d'enfants qu'il est question – de la Colombie au Niger, de la République populaire démocratique de Corée au Yémen – ainsi que de la stabilité et de la vitalité futures de leur société.

Chaque année est porteuse de nouvelles difficultés, que l'UNICEF est résolu à surmonter. Il faut à cette fin disposer de financements prévisibles et souples. Dans ce rapport figurent les prévisions de ressources nécessaires pour faire face aux situations d'urgence dans plus de 25 pays et territoires, bénéficiant de l'appui de sept bureaux régionaux, ainsi que du siège de l'UNICEF. Des fonds prévisibles et souples nous permettent d'agir rapidement, indépendamment du lieu ou du moment où se déclare une situation de crise.

Ce rapport présente certaines des situations les plus difficiles auxquelles font face les enfants, mais met également l'accent sur une promesse : répondre rapidement et efficacement à leurs besoins, afin que des enfants souffrant de malnutrition retrouvent la santé, que des enfants puissent s'instruire malgré les conflits et que tous les enfants, quelles que soient leurs circonstances, soient mieux à même de réaliser leurs droits de survivre et de s'épanouir.

En 2012, c'est une promesse que nous devons tenir et que nous tiendrons, avec votre appui.



Anthony Lake
Directeur général de l'UNICEF

Besoins de financement pour l'action humanitaire de l'UNICEF en 2012

RÉGION/PAYS BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012 (EN DOLLARS É.-U.)

AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

Afrique de l'Est et australe : appui régional	11 915 000
Érythrée	10 200 000
Éthiopie	58 339 000
Kenya	47 126 000
Madagascar	20 950 000
République du Soudan du Sud	62 500 000
Somalie	289 134 000
Zimbabwe	24 600 000
TOTAL	524 764 000

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

Afrique de l'Ouest et centrale : appui régional	27 156 000
Côte d'Ivoire	26 929 000
Libéria	25 929 000
Niger	30 025 000
République centrafricaine	11 018 000
République démocratique du Congo	143 900 000
Tchad	46 424 000
TOTAL	311 381 000

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Moyen-Orient et Afrique du Nord : appui régional	1 600 000
Djibouti	8 390 000
Réfugiés irakiens en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne	11 404 000
République du Soudan	98 083 000
Territoire palestinien occupé	15 436 000
Yémen	49 807 000
TOTAL	184 720 000

ASIE DU SUD

Asie du Sud : appui régional	3 990 000
Afghanistan	31 661 000
Pakistan	88 400 000
Sri Lanka	20 512 000
TOTAL	144 563 000

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Asie de l'Est et Pacifique : appui régional	4 700 000
Philippines	19 356 000
République populaire démocratique de Corée	22 428 000
TOTAL	46 484 000

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Amérique latine et Caraïbes : appui régional	12 000 000
Colombie	6 200 000
Haïti	24 105 000
TOTAL	42 305 000

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS

Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants : appui régional	TOTAL 8 241 000
---	------------------------

APPUI GLOBAL DE L'UNICEF

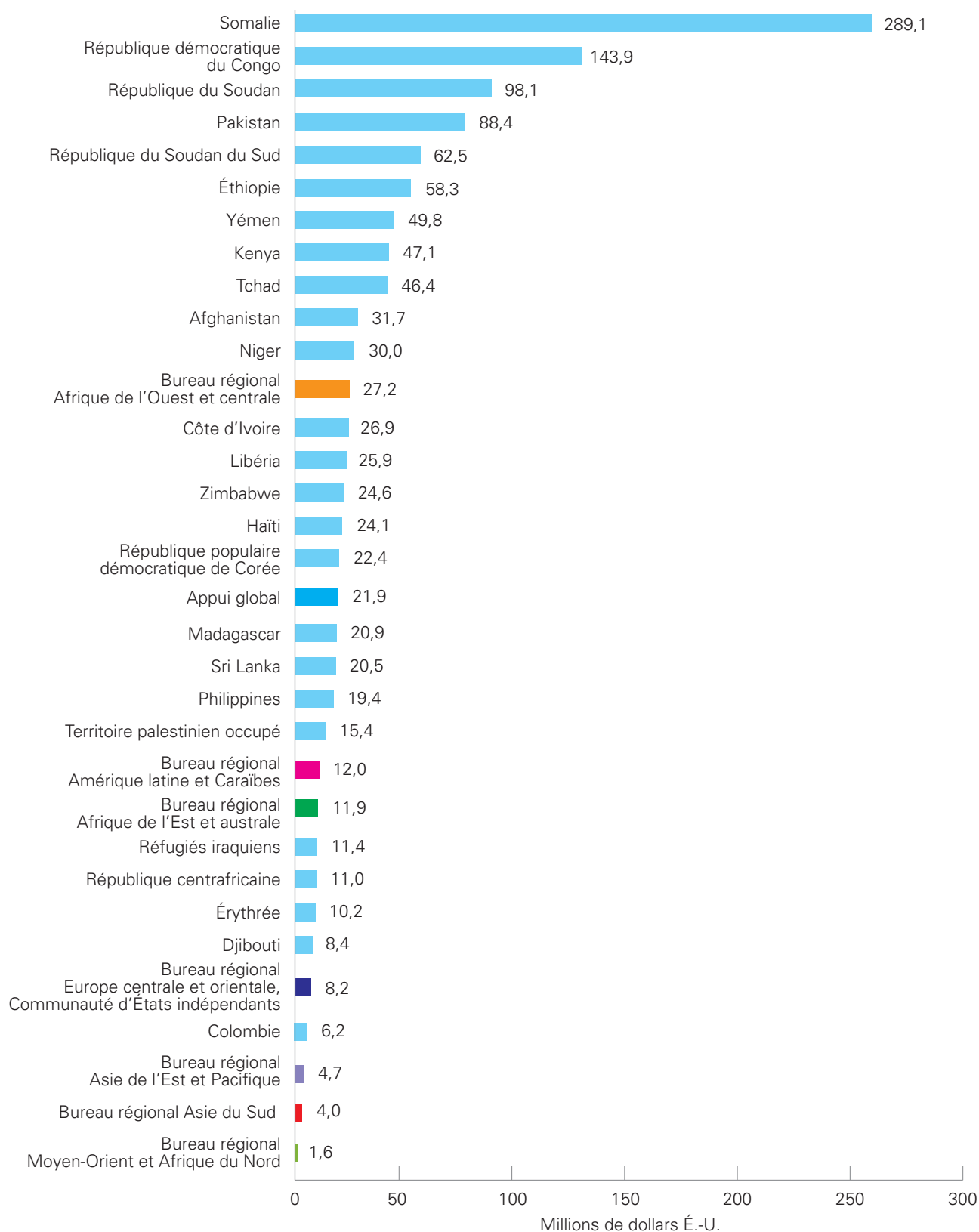
21 900 000

TOTAL 1 284 358 000

Besoins de financement pour l'action humanitaire de l'UNICEF en 2012

BESOINS DE FINANCEMENT DE L'UNICEF POUR 2012 PAR PAYS, PAR RÉGION ET À L'ÉCHELLE MONDIALE

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF – fin 2011





Introduction

Le rapport *2012 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants* décrit la situation que vivent quotidiennement certains des enfants et des femmes les plus vulnérables du monde dans plus de 25 pays et territoires où sévissent des crises ou des situations d'urgence. Les chapitres qui suivent comprennent des résumés des principaux défis humanitaires et des résultats des interventions de l'organisation en 2011, ainsi que les plans et les demandes de financement associées concernant l'année à venir. Le présent document expose également le soutien vital apporté aux opérations menées dans les différents pays par les sept bureaux régionaux de l'UNICEF¹; y figurent également les contributions exceptionnelles obtenues grâce aux efforts que l'UNICEF déploie à l'échelle mondiale pour coordonner l'aide d'urgence et les besoins de financement qu'ils entraînent.

L'action humanitaire de l'UNICEF en 2011

La capacité de l'UNICEF de répondre aux besoins urgents des enfants et de leurs familles a été mise à l'épreuve dès les premiers jours de 2011, quand la violence liée aux élections de novembre 2010 en Côte d'Ivoire a provoqué le déplacement de près d'un million de personnes. Les dégâts subis par les infrastructures du pays et la dégradation des établissements scolaires ont rendu encore plus d'enfants vulnérables à la faillite des dispositifs de protection².

La séparation, planifiée depuis longtemps, du Soudan du Sud de la République du Soudan a obligé le nouveau pays à faire face à un conflit le long de la frontière commune, au déplacement de 300 000 personnes et au retour de près de 350 000 Soudanais originaires du Sud³.

À la mi-2011, une famine exceptionnelle ravageait la Corne de l'Afrique, touchant plus de 13 millions de personnes et tuant des dizaines de milliers d'enfants en Somalie⁴. En octobre 2011, 750 000 autres enfants étaient menacés d'une mort imminente⁵.

Au Pakistan, les provinces de Sindh et du Baloutchistan ont subi de graves inondations en août 2011; elles ont affecté plus de 5 millions

de personnes⁶, forçant une grande partie d'entre elles à fuir leurs maisons et provoquant une profonde crise de sécurité alimentaire dans les zones inondées⁷.

La vague de tumulte et de changement politiques qui a déferlé sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en 2011 a provoqué des violences généralisées à travers la Libye et le Yémen et fait naître des besoins humanitaires urgents. Dans la première moitié de 2011, plus de 900 000 personnes ont fui la Libye, principalement pour l'Égypte et la Tunisie⁸.

Partout dans le monde, des millions d'enfants vivent dans des situations de crise qui persistent pendant des années. Si certaines de ces situations d'urgence suscitent un intérêt médiatique et politique, d'autres ne parviennent jamais à retenir l'attention au niveau international et un grand nombre deviennent ces « urgences silencieuses » dont les énormes besoins humanitaires, loin des yeux du public, sont trop facilement et trop rapidement négligés⁹. Des crises multiples et prolongées ont un effet cumulatif sur des populations déjà vulnérables, et au fil du temps, ces chocs répétés et continus minent les capacités de résistance des enfants. Un grand nombre des pays mentionnés dans le présent rapport font état de facteurs de risque multiples – y compris chocs économiques, insécurité alimentaire,

catastrophes naturelles comme la sécheresse et les inondations – qui sont aggravés par des problèmes de sécurité et de protection nés de conflits, de troubles intérieurs, d'une violence sexuelle largement répandue ou encore de munitions non explosées. Privées d'un filet de protection sociale solide, ou sans le temps et les moyens de se relever et de reconstruire, de nombreuses communautés ainsi que les enfants et les familles qui en font partie souffrent de crises à répétition qui aggravent leur pauvreté, attisent les tensions sociales et compromettent leur bien-être¹⁰. Dans de nombreuses situations de crise de longue durée, la crise devient la norme – mais s'habituer à de telles conditions ne les rend pas moins difficiles pour les enfants et leurs familles. L'UNICEF s'engage par son action humanitaire à obtenir la réalisation maximale des droits de *tous* les enfants dans *toutes* les situations d'urgence.

En 2011, les interventions humanitaires de l'UNICEF ont concerné la vaccination, la distribution de produits vermifuges et de suppléments de vitamine A à plus de 36 millions d'enfants. Au moins 1,2 million d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités, et plus de 19 millions de femmes et d'enfants ont reçu un soutien nutritionnel ciblé. Plus de 16 millions de personnes ont obtenu un accès à des installations d'assainissement et d'hygiène adéquates et à un approvisionnement en eau potable. Des abris et des articles non alimentaires ont été distribués à près de 2,3 millions de ménages. Environ 4 millions d'enfants ont bénéficié d'une éducation d'urgence et plus de 920 000 de services de protection de l'enfance¹¹. Travaillant avec de multiples par-

De nombreuses communautés ainsi que les enfants et les familles qui en font partie souffrent de crises à répétition qui aggravent leur pauvreté, attisent les tensions sociales et compromettent leur bien-être.

tenaires, chef de file ou co-chef de file de divers secteurs dans la plupart des pays mentionnés dans l'appel de 2011, l'UNICEF a continué à coordonner des opérations humanitaires de grande ampleur dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène; la nutrition; l'éducation; la protection de l'enfance et la violence sexiste.

L'ampleur et la gravité des besoins nutritionnels et des besoins découlant de la sécheresse

qui sévit dans la **Corne de l'Afrique** ont obligé l'UNICEF à activer son plus haut niveau d'intervention d'urgence et à mobiliser rapidement l'ensemble de l'organisation pour canaliser vers **Djibouti, le Kenya et la Somalie et l'Éthiopie** les ressources humaines et financières nécessaires. Sur la seule période de juillet à octobre 2011, 108 000 enfants ont été traités pour malnutrition aiguë sévère¹². L'aide est parvenue aux communautés touchées par la sécheresse et aux personnes déplacées des camps et des zones voisines. Au moins 1,2 million d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole et 2,2 millions de personnes ont obtenu un accès à une eau salubre. Près de 50 000 enfants ont eu la possibilité de profiter d'espaces amis des enfants ou d'autres environnements sécurisés¹³.

Au **Pakistan**, une deuxième année d'inondations exceptionnelles – s'ajoutant aux conflits en cours – a nécessité une intervention continue, complexe et de grande ampleur. Dans les zones touchées par les inondations, les installations sanitaires ont été améliorées au bénéfice de près de 3 millions de personnes et environ 2 millions ont été approvisionnées en eau potable. On a vacciné plus de 6 millions d'enfants contre la polio et des millions d'autres ont été vaccinés contre la rougeole. Environ 520 000 enfants ont été traités pour malnutrition aiguë sévère dans les régions touchées par les inondations et les conflits.

Pour intervenir face à l'insécurité alimentaire et aux niveaux élevés de dénutrition en **République démocratique populaire de Corée**, l'UNICEF a élargi l'application de son programme de gestion communautaire de la malnutrition aiguë, de 4 à 29 comtés en situation d'urgence. Environ 3 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités. L'UNICEF a aussi procédé aux vaccinations de routine de 350 000 nourrissons et de 339 400 femmes enceintes.

An **Yémen**, les troubles politiques ont exacerbé des conditions déjà difficiles pour les enfants et les femmes qui s'efforcent de survivre dans une situation de profonde pauvreté et d'instabilité politique. L'UNICEF a apporté son soutien à des programmes communautaires pour le traitement de 36 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et a fourni des approvisionnements alimentaires à 37 000 autres touchés par la malnutrition aiguë sévère, a aidé à vacciner près de 54 000 enfants contre la rougeole et apporté des suppléments de vitamine A à plus de 100 000 d'entre eux. Des services communautaires et scolaires ont aidé à améliorer le bien-être psychosocial de 102 000 autres enfants.

Les conflits qui se poursuivent dans l'est et le nord-est de la **République démocratique du Congo** et qui se déroulent dans un contexte où services sociaux et infrastructures sont réduits au minimum ou même inexistantes, ont depuis des années des conséquences dramatiques sur des millions de personnes. À la date de juin 2011, plus de 1,5 million de personnes – dont la moitié d'enfants – étaient déplacées, un chiffre légèrement inférieur à celui du début de l'année¹⁴. Dans ces zones de conflit, des millions d'enfants ne vont plus à l'école, les attaques accompagnées de violences sexuelles à vaste échelle sont courantes dans certaines provinces¹⁵, et des épidémies de rougeole et de choléra menacent la vie de plusieurs millions d'enfants¹⁶. En 2011, l'UNICEF a fourni des équipements d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène nécessaires à 630 000 personnes. Plus de 95 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités grâce à des approvisionnements fournis par l'UNICEF et 5,6 millions d'enfants ont été vaccinés, ont reçu des produits vermifuges ou des suppléments de vitamine A. Au cours des trois premiers trimestres de l'année, plus de 15 000 victimes de violence sexuelle et sexiste (dont la moitié était des enfants) ont bénéficié de services d'assistance.

Dans le contexte d'une épidémie de choléra continue en **Haïti**, 325 000 habitants de zones marginalisées ont obtenu un accès à l'eau potable, et 2,2 millions ont bénéficié de campagnes sur la santé et l'hygiène conçues pour prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique. Longtemps après que les feux de l'actualité se furent détournés d'une des situations d'urgence les plus dramatiques de 2011, les nombreux besoins nés du séisme catastrophique comme du passé de pauvreté du pays sont restés insatisfaits. L'UNICEF et de nombreuses organisations partenaires ont continué à venir en aide aux rescapés du tremblement de terre et ont pris de nouvelles mesures pour accroître la capacité de résilience des Haïtiens les plus vulnérables. En 2011, l'UNICEF a contribué à réunir avec leur famille 2 500 enfants qui en avaient été séparés et organisé 160 écoles temporaires pour accueillir près de 86 000 enfants.

Pour compléter l'intervention humanitaire immédiate, des mesures ont également été prises pour renforcer la résilience des partenaires et des communautés afin de les aider à mieux gérer l'incertitude et le risque – en s'inspirant du rapport *2011 Action humanitaire pour les enfants : renforcer la résilience*. L'application de la Charte pour les enfants et par les enfants, pour la

réduction des risques de catastrophe, promue par l'UNICEF et des organisations non gouvernementales, a progressé dans plus de 20 pays. Dans six régions, des programmes d'éducation ont été utilisés pour promouvoir des mesures de réduction des risques. Dans certains pays – par exemple le **Soudan du Sud** et le **Sri Lanka** – les programmes de relèvement comprenaient des

Pour compléter l'intervention humanitaire immédiate, des mesures ont également été prises pour renforcer la résilience des partenaires et des communautés afin de les aider à mieux gérer l'incertitude et le risque.

initiatives de consolidation de la paix. Dans la Corne de l'Afrique, l'approche programmatique sur la réduction des risques de catastrophe constitue le socle d'une initiative destinée à renforcer sur le long terme une résilience qui permettra d'atténuer les effets des chocs futurs. Une démarche de ce type implique une planification intersectorielle, une évaluation des risques, des partenariats, le développement des capacités. Il faudra également mettre l'accent sur la mise en place de liens entre la planification au niveau national et au niveau local.

Les nombreux résultats positifs obtenus en 2011 par l'UNICEF dans des contextes de situation d'urgence reflètent les principes stricts qui président à sa gestion des fonds reçus pour l'année – cela malgré le fait que les besoins décrits dans *2011 Action humanitaire pour les enfants* n'étaient financés qu'à la hauteur de 48 % au 31 octobre 2011. De nombreuses interventions sont toujours sous-financées et des besoins continuent d'être insatisfaits. Aux **Philippines**, par exemple, seulement 18 % des fonds sollicités ont été fournis, si bien que seulement 22 000 enfants sur les 75 000 prévus ont pu recevoir de nouvelles fournitures scolaires pour remplacer celles perdues ou endommagées dans les inondations. Au **Soudan du Sud**, un financement de 36 % des besoins a permis de fournir à 370 000 des 500 000 personnes prévues un approvisionnement en eau salubre; compte tenu des ressources véritablement obtenues, de nombreux systèmes d'adduction d'eau n'ont pas pu être soit installés, soit réparés¹⁷. L'UNICEF a besoin d'un financement adéquat pour pouvoir remplir ses engagements envers les enfants.

Les tendances globales du financement en 2011

En 2011, les besoins de financement de l'action humanitaire de l'UNICEF se montaient au total à 1,6 milliard de dollars. Ce chiffre inclut le 1,5 milliard de dollars mentionnés dans les chapitres de *2011 Action humanitaire pour les enfants* et concernant les activités aux niveaux mondial, régional et national dans 38 pays, auxquels s'ajoutent six appels éclair et quatre autres appels¹⁸.

À la date du 31 octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 854,7 millions de dollars pour la totalité de ses activités humanitaires¹⁹. Ce montant représente une augmentation de 3 % sur le niveau de financement humanitaire de 2010 qui se montait à 830,9 millions de dollars au 31 octobre 2010. Plus de 372 millions de dollars (44 %) du financement humanitaire 2011 ont été déboursés dans le cadre de l'intervention dans la **Corne de l'Afrique**, les 482,6 millions restants (56 %) étant consacrés aux autres opérations d'urgence de l'UNICEF.

Le rapport *2011 Action humanitaire pour les enfants* présentait un budget initial de 1,4 milliard de dollars qui a été révisé à la mi-année pour atteindre 1,5 milliard. Le budget révisé était financé à 48 % à la date du 31 octobre

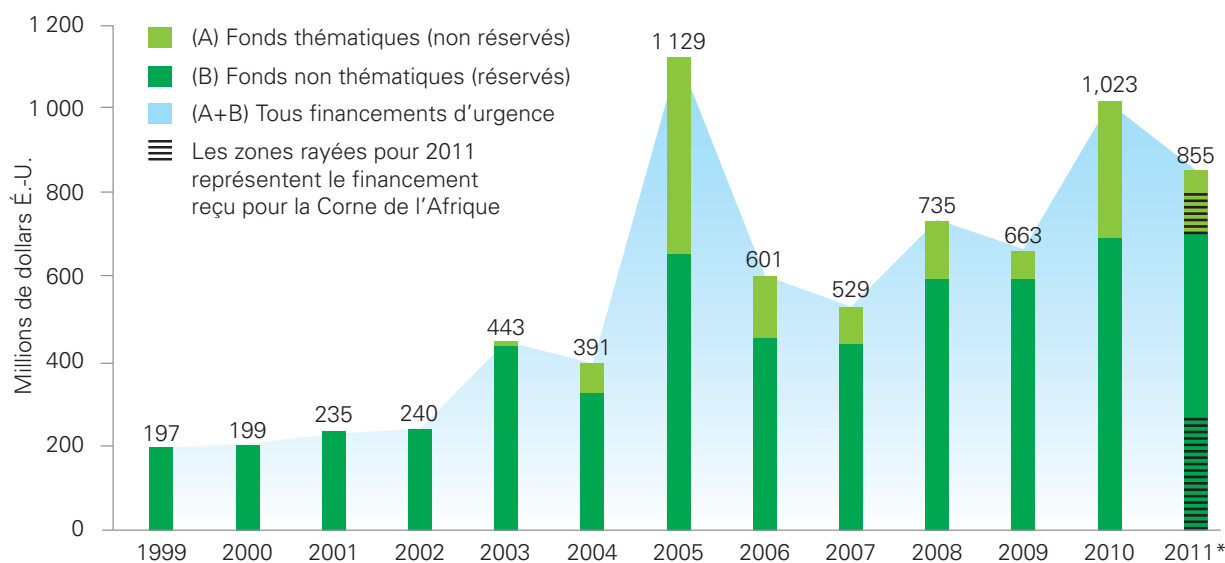
2010 (744 millions de dollars reçus), à comparer aux 39 % pour la même période de 2010. Le pourcentage plus élevé de fonds obtenus en 2011 peut être largement attribué au financement reçu pour la Corne de l'Afrique.

Comme indiqué par le graphique ci-dessous, seuls le **Yémen** et le Bureau régional Afrique de l'Ouest et Afrique centrale ont reçu la totalité du financement prévu en 2011. La plupart des pays ont connu un déficit de financement. Les bureaux de pays de l'UNICEF du **Congo**, d'**Iraq**, de **Madagascar**, du **Tadjikistan** et d'**Ouganda** ont reçu moins de 10 % de leurs besoins de financement humanitaire.

L'UNICEF salue les contributions de ses donateurs des secteurs public et privé pour soutenir les enfants et les populations vulnérables victimes de crises humanitaires à travers le monde. La plus grande proportion du financement humanitaire a été reçue des gouvernements donateurs (49 %); le financement fourni par les gouvernements par le biais des Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs comme le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, les Fonds humanitaires communs et les Fonds d'intervention pour les urgences humanitaires

FIGURE 1.1 TENDANCES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS D'URGENCE, 1999-2011*

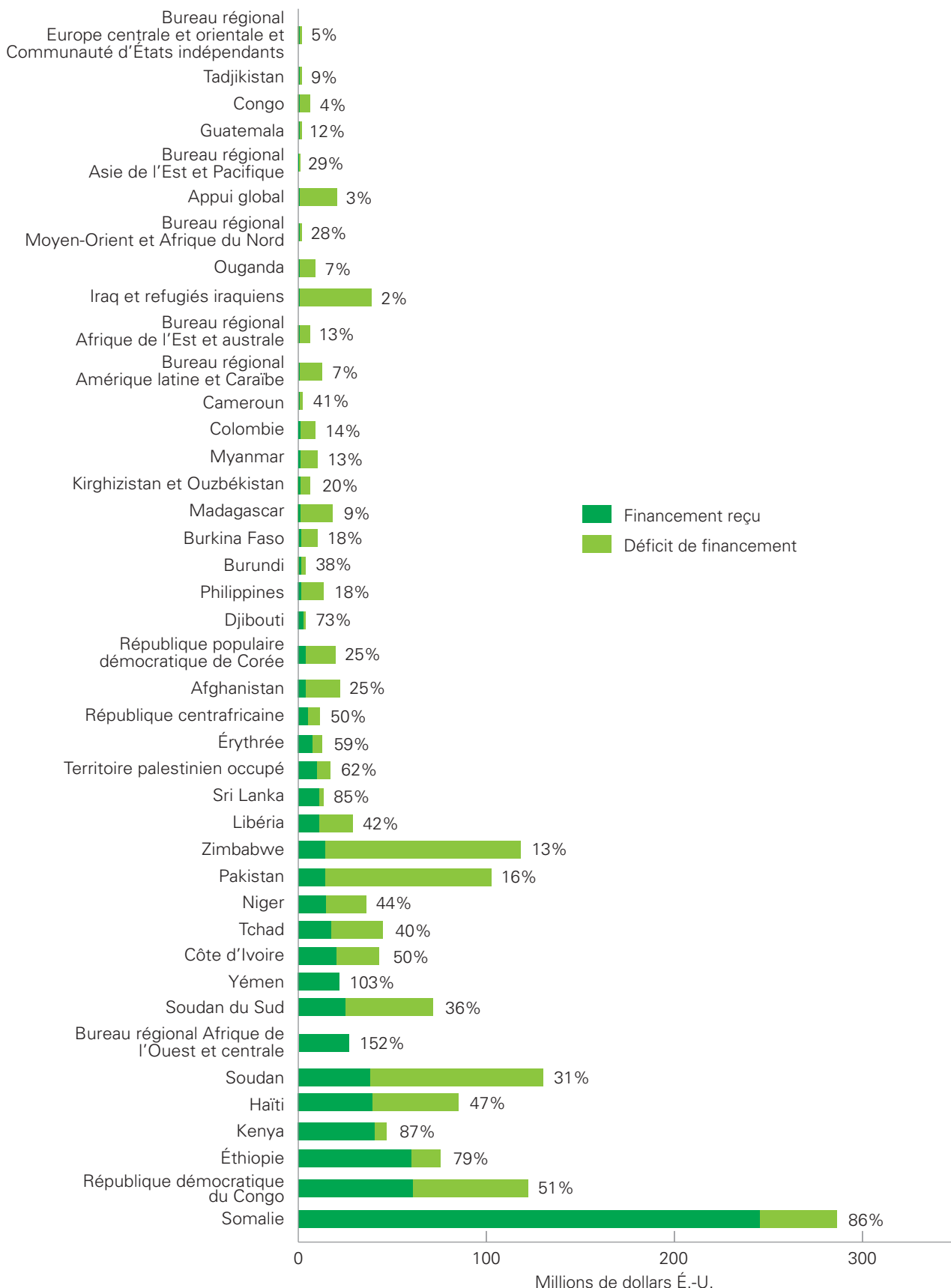
Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



* Données 2011 à la date du 31 octobre

FIGURE 1.2 2011 ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS : BESOINS ET DÉFICITS DE FINANCEMENT EN DOLLARS É.-U. ET POURCENTAGE DES FONDS REÇUS*

Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



* À la date du 31 octobre 2011

Les fonds humanitaires thématiques permettent à l'UNICEF de répondre de manière plus souple aux crises humanitaires; ceci est particulièrement crucial lors des situations d'urgence de grande ampleur qui exigent un financement continu sur une période de temps assez longue.

a représenté 18 % du total des contributions humanitaires. Les partenaires des comités nationaux de l'UNICEF ont apporté 18,6 % de ce financement et les organisations intergouvernementales comme la Commission européenne 13,6 %. Les campagnes locales de financement organisées par les antennes de l'UNICEF ont couvert les 0,7 % restant du total du financement reçu²⁰.

À la fin octobre 2011, la Commission européenne était devenue la source la plus importante de financement humanitaire avec une contribution totale de 115,8 millions de dollars É.-U. Le Gouvernement des États-Unis a été la seconde source de fonds, avec 98,2 millions de dollars.

La contribution de 97,4 millions de dollars du Japon le place au troisième rang des sources de financement humanitaire. Fin octobre, les dix plus importants donateurs pour l'aide humanitaire (indiqués par le graphique ci-dessous) représentaient approximativement 74 % des contributions reçues par l'UNICEF pour ses opérations d'urgence.

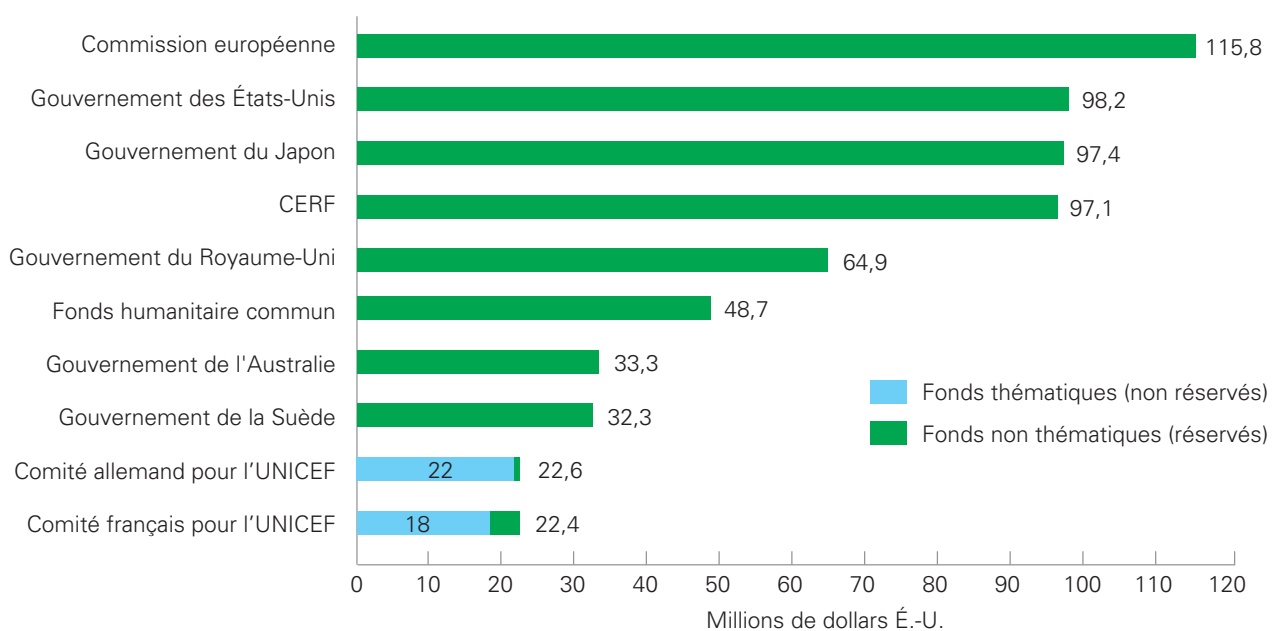
Les fonds humanitaires thématiques en 2011

Afin de pouvoir anticiper la mise en œuvre en temps utile des programmes et des activités opérationnelles nécessaires à son action humanitaire, l'UNICEF a besoin de ressources utilisables de manière souple; cependant, seulement 17,8 % des contributions des donateurs destinées à l'action humanitaire reçues fin octobre (soit 152 millions de dollars sur un total de 854,7 millions) avaient été fournies sous forme de financement humanitaire thématique.

Les fonds humanitaires thématiques permettent à l'UNICEF de répondre de manière plus souple aux crises humanitaires; ceci est particulièrement crucial dans les cas de situations d'urgence de grande ampleur qui exigent un financement continu sur une période de temps assez longue –comme pour l'intervention dans la **Corne de l'Afrique** – ainsi que pour les situations

FIGURE 1.3 LES 10 PLUS IMPORTANTES SOURCES DE FONDS POUR L'AIDE HUMANITAIRE EN 2011*

Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



* À la date du 31 octobre 2011

d'urgence « silencieuses » qui sont constamment sous-financées. Les fonds thématiques donnent la souplesse nécessaire pour financer les démarches de relèvement rapide intégré, et ils aident aussi l'UNICEF à répondre à ses engagements de réforme de l'action humanitaire, en particulier en lui permettant d'assumer les responsabilités qu'implique son rôle de chef de file dans le dispositif de travail sectoriel.

Le financement des fonds humanitaires thématiques a été en 2011 inférieur en termes de dollars à celui de 2010, année où ces Fonds thématiques ont atteint un montant de 278,5 millions de dollars; cependant, plus de 90 % des fonds thématiques de 2010 ont été fournis pour financer les interventions suite au séisme d'Haïti et aux inondations au Pakistan, ne laissant que 27,6 millions de dollars pour les autres pays. En 2011, deux tiers (100,5 millions de dollars) des Fonds thématiques ont été reçus au titre des opérations dans la Corne de l'Afrique, les 51,5 millions de dollars restants étant consacrés aux autres situations d'urgence.

Étant donné le niveau relativement élevé des contributions thématiques apportées pour les interventions suite au séisme d'Haïti et aux inondations du Pakistan en 2010 ainsi que pour la crise actuelle dans la Corne de l'Afrique, il est évident que les donateurs reconnaissent les

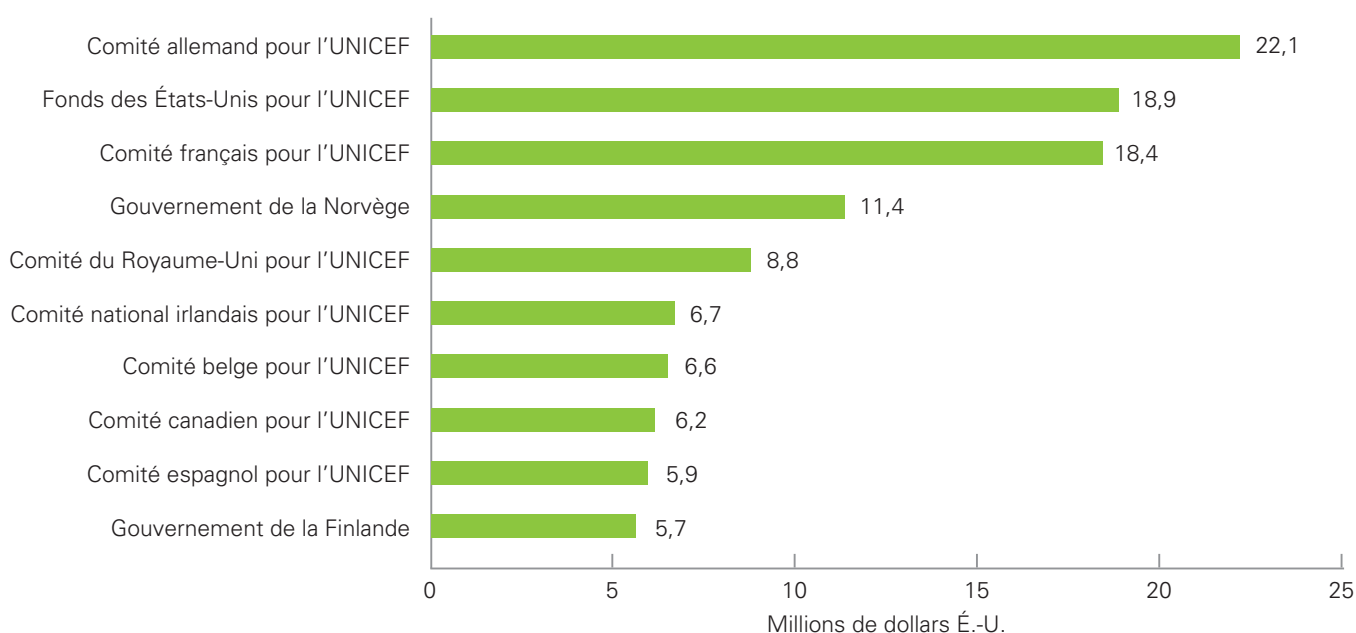
avantages que présente un financement souple dans les situations d'urgence de très grande ampleur. L'UNICEF désire encourager les donateurs à envisager de contribuer à des fonds thématiques dans toutes les situations d'urgence afin d'apporter à l'action humanitaire la souplesse indispensable pour son succès.

En 2011, les plus importantes contributions aux fonds thématiques ont été apportées par le Comité allemand pour l'UNICEF suivi du Fonds des États-Unis pour l'UNICEF et du Comité français pour l'UNICEF. L'UNICEF souhaite remercier tous les donateurs qui ont alimenté le financement thématique – et particulièrement ses partenaires des comités nationaux qui ont fourni 86 % du total des fonds thématiques reçus en 2011.

L'UNICEF continue à encourager ses donateurs à fournir un financement humanitaire souple pour tous les pays, particulièrement au niveau global. Après ses ressources ordinaires, les fonds humanitaires thématiques mondiaux sont la modalité de financement que l'UNICEF préfère. Le montant reçu sous cette forme fin octobre (2,4 millions de dollars) ne représente que 2 % du total des fonds humanitaires thématiques obtenus en 2011. Les fonds humanitaires thématiques à l'échelle globale permettent à l'organisation de définir les priorités qu'imposent les

FIGURE 1.4 LES 10 PREMIERS DONATEURS — FONDS HUMANITAIRES THÉMATIQUES*

Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



* À la date du 31 octobre 2011

Le financement intégral de ce montant est nécessaire en 2012 pour répondre aux besoins des enfants et des femmes vulnérables et pour concrétiser leur droit à la santé, à la survie et au développement.

besoins des enfants à travers le monde et d'élaborer une stratégie pour y répondre. Avec ces fonds, l'UNICEF peut investir efficacement dans de nouvelles initiatives; remplir ses engagements sur la réforme de l'action humanitaire, particulièrement en ce qui concerne ses responsabilités de chef de file sectoriel; accorder la priorité aux crises sous-financées; renforcer ses capacités. Ces mesures permettent à l'UNICEF de recentrer sa programmation, passant d'une programmation orientée sur les intrants et les activités à une programmation orientée sur les réalisations et aux résultats durables pour les enfants.

L'action humanitaire de l'UNICEF prévue pour 2012 et ses besoins de financement

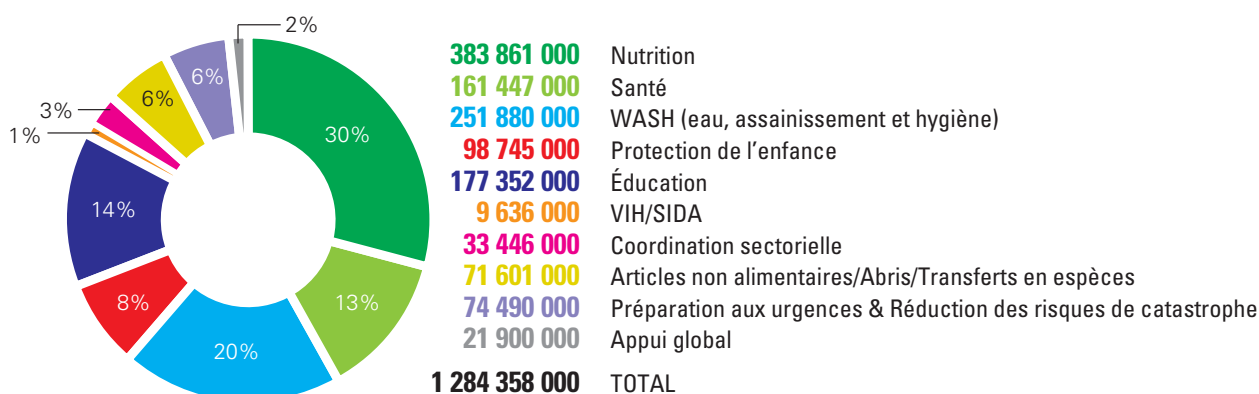
En 2012, l'UNICEF prévoit d'aider environ 97 millions de personnes dans les divers pays et territoires présentés dans *2012 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants*²¹. Pour pouvoir mener l'action prévue, l'organisation aura besoin de 1,28 milliard de dollars. Comparé avec l'appel de 2011, lancé en février 2011, la somme sollicitée est en baisse de 9 %, et le nombre d'appels

lancés pour certains pays spécifiques a diminué, passant de 32 à 25²². Le financement intégral de ce montant est nécessaire en 2012 pour répondre aux besoins des enfants et des femmes vulnérables et pour concrétiser leur droit à la santé, à la survie et au développement.

Sur la base des plans de programme actuels pour tous les pays inclus dans cet appel, 30 % des demandes de 2012 concernent le soutien nutritionnel. Chacun des pays concernés a besoin à un degré ou à un autre de soutien nutritionnel d'urgence pour les enfants (*voir Figure 1.5*). Environ 20 % du montant nécessaire est destiné à des interventions d'urgence dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, 13 % aux interventions d'urgence sur la santé et 14 % à l'éducation²³. La protection de l'enfance représente 8 % du budget 2012; 6 % sera consacré à des abris, des articles non alimentaires et à des programmes de transferts monétaires en espèces et 6 % à la préparation aux situations d'urgence et à la réduction des risques de catastrophe. Le coût de la coordination sectorielle se monte à 3 % du budget global et 1 % est consacré à la prévention et au traitement du VIH/SIDA²⁴.

Bien que la répartition du financement requis entre les divers secteurs ait été assez constante au cours des cinq dernières années, les fonds destinés en 2012 à la nutrition ont été augmentés de 47 %, et représentent aujourd'hui 30 % du total de ces besoins par comparaison à 19 % en 2011. Ceci peut être largement attribué à la réponse apportée par l'UNICEF aux taux élevés de malnutrition sévère dans des pays touchés par des sécheresses prolongées et consécutives dans la **Corne de l'Afrique**, la **ceinture sahélienne** et l'**Asie du Sud**.

FIGURE 1.5 2012 ACTION HUMANITAIRE DE L'UNICEF POUR LES ENFANTS : POURCENTAGES DU TOTAL DES 1,28 MILLIARD DE DOLLARS DE BESOINS DE FINANCEMENT VENTILÉS PAR SECTEUR (en dollars É.-U.)



L'organisation prolongera son effort de grande ampleur actuel dans la **Corne de l'Afrique** où la sous-nutrition continue à menacer des centaines de milliers d'enfants. Près d'un quart des fonds requis pour 2012 sont destinés à la **Somalie**, reflétant la situation désastreuse dans ce pays. Approximativement 33 % du total des fonds requis sont prévus pour venir en aide à quatre pays de la **Corne de l'Afrique** qui subissent les effets combinés de la sécheresse, de la hausse des prix alimentaires et d'importants mouvements de populations : **Djibouti, Éthiopie, Kenya et Somalie**; 48 % des fonds assignés à ces quatre pays vont au soutien nutritionnel²⁵. En deuxième position vient la demande de financement de l'aide humanitaire en **République démocratique du Congo**, qui représente 11 % du total demandé. Puis viennent la **République du Soudan** et le **Pakistan** qui demandent respectivement 8 et 7 % du total.

Par région, les plus importantes augmentations de financement (ainsi que les montants les plus élevés) seront attribuées à la région Afrique de l'Est et australe – en raison de la crise dans la **Corne de l'Afrique**. On demande également davantage de fonds pour la région Afrique de l'Ouest et centrale, principalement en raison de besoins accrus en **Côte d'Ivoire**, en **République démocratique du Congo** et au **Libéria**. Les fonds requis pour l'Asie du Sud ainsi que pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont baissé, surtout en raison de la diminution des besoins de financement du **Pakistan** et d'**Haïti**.

La capacité de l'UNICEF d'apporter une aide humanitaire dépend entièrement du financement que l'organisation obtient auprès de ses donateurs. L'UNICEF exprime sa gratitude pour l'aide importante que lui ont apportée en 2011 ses donateurs et invite ceux qui soutiennent l'organisation à renouveler ou à augmenter leurs engagements pour lui permettre de répondre au cours de l'année 2012 aux besoins humanitaires des enfants et des femmes en situation d'urgence.

1. Bureaux régionaux fournissent un soutien technique et gèrent également les fonds pour les besoins humanitaires résiduels, saisonniers ou maîtrisés dans 22 pays.

2. Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) *Emergency Humanitarian Action Plan: Côte d'Ivoire and neighbouring countries – Revision, 08 April 2011*, OCHA, New York et Genève, 8 avril 2011, pp. 1–2, <http://ochaonline.un.org/humanitarianappeal/webpage.asp?Page=1948>, consulté le 5 décembre 2011.

3. Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), *Weekly Humanitarian Bulletin: 21–27 October 2011*, OCHA Soudan, 2011, p. 3.

4. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *UNICEF and partners race to prevent a second wave of death in the Horn of Africa*, communiqué de presse, UNICEF, Nairobi et Genève, 28 octobre 2011, www.unicef.org/media/media_60288.html, consulté le 5 décembre 2011.

5. Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, *Response to the Horn of Africa Emergency: A crisis affecting life, livelihoods and ways of life – Regional three-month progress report*, UNICEF, octobre 2011, p. 4, www.unicef.org/esaro/HOA_3_month_2011_Report_Final.pdf, consulté le 6 décembre 2011.

6. Nations Unies, *Multi-sector Needs Assessment 2011-Pakistan*, présentation, ONU, 30 novembre 2011, p. 10, <http://pakresponse.info/LinkClick.aspx?fileticket=CraH1C3PyWQ%3d&tabid=41&mid=597>, consulté le 12 décembre 2011.

7. Ibid. p. 4

8. Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), *Global Appeal 2012–2013*, UNHCR, Genève, 1^{er} décembre 2011, p. 132, <http://www.unhcr.org/4ec23100b.html>, consulté le 11 décembre 2011.

9. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Global Investment Case on Silent Emergencies*, UNICEF, Genève, 30 juin 2011, p. 2.

10. Ibid.

11. Les exemples présentés dans ce rapport sont fondés sur des informations fournies par les bureaux de pays et les bureaux régionaux de l'UNICEF et ne sont pas de nature exhaustive.

12. *Response to the Horn of Africa Emergency*, p. 5.

13. Ibid.

14. Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *Mouvements de populations avril-juin 2011*, OCHA, Kinshasa, juillet 2011, p. 1.

15. Schmitt, Céline, « *Des victimes congolaises de la violence sexuelle appellent la communauté internationale à l'aide* », articles d'actualité, 16 mars 2011, <http://rdc-humanitaire.net/attachments/article/744/HCR%20-%20Articles%20d%20actualite%2016%20mars%202011%20-%20Des%20victimes%20congolaises%20de%20la%20violenc>, consulté le 6 décembre 2011; van der Vaart, Marieke, « *U.S. Condemns Congo Sexual Violence after Soldiers Rape 248* », Washington Times, 6 juillet 2011, www.washingtontimes.com/news/2011/jul/6/us-condemns-congo-sexual-violence-after-soldiers-rl, consulté le 6 décembre 2011; Médecins Sans Frontières, *Mass Rape Expands Range and Depth of Violence against Villagers in DRC*, 4 juillet 2011, www.msf.org/msf/articles/2011/07/mass-rape-expands-the-range-and-depth-of-violence-against-villagers-in-drc.cfm, consulté le 6 décembre 2011.

16. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Organisation mondiale de la Santé et Ministère de la santé publique de la République démocratique du Congo, « *Déclaration de l'épidémie de rougeole en RDC par le ministre de la Santé publique* », communiqué de presse, Kinshasa, 2 avril 2011, www.who.int/hac/crises/cod/releases/rdc_communique_de_press_conjoint_2avril2011.pdf, consulté le 6 décembre 2011; Organisation mondiale de la Santé, « *Situation de l'épidémie de choléra le long du fleuve Congo, en République démocratique du Congo (RDC), au 30 août 2011* », OMS, Kinshasa, 30 août 2011, www.who.int/hac/crises/cod/rdc_rapport_de_situation_30aout2011.pdf, consulté le 6 décembre 2011.

17. Les exemples présentés dans ce rapport sont fondés sur des informations fournies par les bureaux de pays et les bureaux régionaux de l'UNICEF et ne sont pas de nature exhaustive.

18. Les autres appels de financement comprennent les Documents sur les besoins immédiats et le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires dont les fonds sont obtenus par les pays concernés sans recours à des appels inter-institutions. Les six appels éclairés ont été lancés pour El Salvador, la Libye, la Namibie, le Nicaragua, le Pakistan (inondations) et le Sri Lanka.

19. Toutes les données de financement sont indicatives datées du 31 octobre.

20. Toutes les données de financement sont indicatives; la liste complète des donateurs sera publiée en mars 2012 donnant leur classement complet par montant de contributions pour l'année 2011.

21. Sur la base des informations fournies par les bureaux de pays de l'UNICEF dans les textes inclus dans le présent document. Ce chiffre comprend 50 millions d'enfants qui ont bénéficié d'une vaccination; il ne comprend pas d'autres bénéficiaires ayant reçu l'aide des bureaux régionaux.

22. Le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Guatemala, le Kirghizistan, le Myanmar, le Népal, le Tadjikistan et l'Ouganda avaient des chapitres séparés dans *2011 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants*. En 2012, tous les fonds qui restent nécessaires pour permettre à ces pays de répondre à des situations d'urgence d'ampleur limitée et pour contribuer au renforcement de leurs capacités et à un relèvement rapide ont été intégrés dans les appels régionaux de 2012. Un chapitre séparé a été inclus pour le Libéria à la mi-2011. Cette année, *Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants* comprend des chapitres séparés pour le Soudan et le Soudan du Sud.

23. Document sur les besoins de financement d'*Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants* daté du 12 décembre et sur la base des informations fournies par les bureaux de pays de l'UNICEF. Étant donné que les chiffres ont été arrondis, les totaux peuvent ne pas donner exactement 100 %.

24. Dans certains pays, la prévention et le traitement du VIH/SIDA sont intégrés dans d'autres secteurs de programmation.

25. Basé sur l'analyse des demandes de financement, par pays et par secteur, pour les pays mentionnés dans *2012 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants*.

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Appui global de l'UNICEF



Appui global de l'UNICEF

Le financement humanitaire en action

L'UNICEF intervient chaque année en moyenne dans 250 situations de crise humanitaire. Pour apporter en temps voulu un appui efficace et prévisible dans le respect des principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire², l'UNICEF soutient les bureaux de pays et bureaux régionaux faisant face à des situations d'urgence en renforçant les grandes orientations, l'assistance technique et l'appui logistique afin que les collègues et partenaires œuvrant sur le terrain puissent intensifier et améliorer l'assistance humanitaire bénéficiant à des millions d'enfants en situation de crise.

DES SYSTÈMES RENFORCÉS POUR DES INTERVENTIONS D'URGENCE EFFICACES

En mars 2011, l'UNICEF a adopté la Procédure d'activation d'urgence commune², qui renforce ses interventions en situation d'urgence, en établissant une procédure précise à suivre en cas de situation d'urgence de grande envergure (de niveau 3). Dans les 24 heures suivant l'apparition d'une situation d'urgence de grande envergure, le Directeur général de l'UNICEF peut maintenant activer cette procédure, qui simplifie la structure hiérarchique à suivre pour apporter un appui et mener une intervention internationale et déclenche des procédures opérationnelles standardisées. La Procédure active également le déploiement d'une équipe d'intervention immédiate de l'UNICEF, composée d'experts de programmes et secteurs opérationnels clés, ainsi que de chefs d'équipe expérimentés qui ont suivi une formation commune et sont prêts à être déployés dans un délai de 48 heures; hiérarchise les renforts de capacités à apporter; et veille à la mise en œuvre des systèmes de suivi de l'action humanitaire. Le 21 juillet 2011, la Procédure d'activation de niveau 3 a été déclenchée pour la première fois, dans le contexte de la sécheresse et de la crise nutritionnelle de la Corne de l'Afrique. Grâce à une structure hiérarchique clairement définie, le siège, les bureaux régionaux et bureaux de pays de l'UNICEF ont pu mobiliser rapidement du personnel et des ressources en vue de répondre aux besoins humanitaires à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et en Somalie.

UN DÉPLOIEMENT RAPIDE POUR APPUYER L'ACTION HUMANITAIRE

En 2011, l'UNICEF a déployé plus de 400 membres de son personnel dans des situations d'urgence, notamment en Côte d'Ivoire, dans la Corne de l'Afrique et en Libye. Les membres de l'équipe d'intervention d'urgence de l'UNICEF, une équipe de professionnels gérée par le Bureau des programmes d'urgence et chargée d'apporter son appui aux situations d'urgence sur le terrain, a mené 14 missions d'action humanitaire. L'UNICEF a développé les projets visant à renforcer ses propres capacités techniques d'intervention, en

apportant une assistance technique dans le domaine de la protection de l'enfance et de la lutte contre la violence sexiste en Côte d'Ivoire, au Tchad, dans la Corne de l'Afrique, au Pakistan, aux Philippines, en République du Soudan du Sud, en Thaïlande, en Tunisie et en Ouganda; dans le domaine de l'éducation en Afghanistan, au Libéria et dans le Territoire palestinien occupé; dans le domaine de la santé dans la Corne de l'Afrique; de la lutte contre le VIH/SIDA en Haïti; de la nutrition dans la Corne de l'Afrique et au Pakistan; et de l'eau et de l'assainissement dans la Corne de l'Afrique et aux Philippines. Le siège a apporté un appui dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de la consolidation de la paix et de la sensibilisation aux conflits en Côte d'Ivoire, en Guinée, dans la Corne de l'Afrique, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Libye, au Mozambique, au Népal et en République du Soudan du Sud.

Fort de l'expérience acquise en 2010, l'UNICEF a amélioré ses interventions et considérablement réduit les délais de déploiement en rétablissant son Groupe des ressources humaines en situation d'urgence. Les procédures opérationnelles standardisées et simplifiées adoptées en 2010 pour la gestion des ressources humaines en situation d'urgence permettent d'accélérer les recrutements et déploiements. Ces améliorations ont déjà permis d'intervenir plus efficacement dans la Corne de l'Afrique car l'ensemble de l'organisation agit dans des délais serrés selon un ensemble de procédures préalablement fixées. L'UNICEF constitue actuellement un fichier de retraités pouvant intervenir en situation d'urgence, et des fichiers régionaux sont également mis en place. Il importe de noter que dans la Corne de l'Afrique, la plus grande partie des déploiements rapides ont été effectués depuis la région et gérés à l'échelle régionale, d'où une plus grande efficacité.

En 2011, l'UNICEF a également poursuivi sa collaboration avec des partenaires en attente. En tout, 130 membres du personnel en attente ont été déployés en appui de l'action humanitaire et chargés de missions allant de plusieurs semaines à six mois. Dans la seule Corne de l'Afrique, 35 partenaires en attente ont été déployés dans quatre bureaux (Djibouti, Éthiopie, Kenya et Somalie). Parmi les autres bureaux ayant bénéficié de l'appui de partenaires en attente figurent la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Pakistan, le Soudan et le Yémen. Dans le prolongement d'une collaboration réussie dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'UNICEF s'est associé avec le Conseil danois pour les réfugiés, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Save the Children Suède pour constituer une équipe d'intervention rapide chargée d'appuyer la coordination des activités de protection de l'enfance au tout début d'une situation d'urgence.

DIRECTION SECTORIELLE

L'UNICEF est résolu à être un chef de file et partenaire stable et fiable de l'action humanitaire. Les postes de coordinateurs sectoriels à l'échelle globale de la protection de l'enfance, de l'éducation, de la nutrition et de l'eau et de l'assainissement seront désormais financés au moyen du budget ordinaire de l'UNICEF afin de rationaliser les coûts de coordination à l'échelle globale. Pour aider l'UNICEF à mieux gérer ses responsabilités en matière de coordination sectorielle globale³, ces fonctions seront regroupées et basées à Genève. Grâce à ce changement, l'organisation continuera à renforcer ses relations avec les partenaires du Comité permanent interorganisations (CPI) et à promouvoir une plus grande efficacité et intégration de la coordination globale des groupes sectoriels. Le personnel sera encadré par le Directeur adjoint du Bureau des opérations d'urgence, la structure hiérarchique étant ainsi clairement définie et l'équipe de direction accessible quand besoin est. La nouvelle équipe globale de coordination sectorielle dirigera les groupes sectoriels plus efficacement. Cela permettra, avec les efforts accrus déployés en vue de sensibiliser les dirigeants et membres du personnel des bureaux de pays, d'assurer une application systématique de l'approche sectorielle en situation d'urgence. L'appui aux projets intersectoriels apporté par l'intermédiaire du Comité permanent interorganisations sera également renforcé.

OUTILS ET DIRECTIVES PERFECTIONNÉS POUR RENFORCER L'ACTION HUMANITAIRE ET LES CAPACITÉS D'ADAPTATION

Cette année, des progrès ont été faits pour remédier aux insuffisances des outils et directives dont ont besoin les bureaux de pays pour appuyer les programmes et partenariats humanitaires. Des conseillers déployés en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mozambique, dans le Territoire palestinien occupé et au Yémen ont aidé à renforcer les capacités techniques du personnel et des partenaires sectoriels dans le domaine des services en faveur de l'égalité des sexes. L'organisation a également mis au point un ensemble d'outils d'évaluation rapide pour la protection de l'enfance, un ensemble d'outils de soins alternatifs en situation d'urgence et des normes minimales de protection de l'enfance en situation d'urgence.

L'UNICEF continue de former et familiariser ses partenaires à ses programmes et services, en veillant à ce qu'il y ait davantage de capacités prêtes à être massivement déployées sur le terrain quand cela est nécessaire. En 2011, l'UNICEF a apporté son appui à des formations au siège portant sur les initiatives menées dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'éducation, de la violence sexiste et de l'eau et l'assainissement. Une formation actualisée sur la préparation et les interventions en situation d'urgence, qui sera dispensée l'an prochain, prône l'intégration de l'action humanitaire avec les programmes ordinaires menés dans tous les secteurs.

En 2012, l'UNICEF accordera la priorité à l'identification des principales causes de privation, de vulnérabilité et de risques des enfants. Conformément au rapport de 2011 *Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants : renforcer la résilience*, l'UNICEF continue de renforcer l'appui apporté à ses programmes humanitaires afin qu'ils accroissent les capacités d'adaptation des communautés en situation de crise. Les directives de l'UNICEF ont été révisées de façon à ce que les risques auxquels font face les enfants soient pris en compte à tous les stades de la planification et que les programmes comprennent ainsi des mesures de réduction des risques de catastrophe et des interventions adaptées aux conflits dans les pays à haut risque, ainsi qu'aux premiers stades des secours. Plus de 70 bureaux de pays ont ainsi intégré à leurs programmes des mesures de réduction des risques de catastrophe. Formation et appui continueront d'être apportés dans ces domaines en 2012.

L'UNICEF a réaffirmé son objectif qui consistait à renforcer les capacités à l'échelle nationale, communautaire et des districts afin d'obtenir des résultats en faveur des enfants conformément aux principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire. La formation technique visant à renforcer les capacités d'intervention humanitaire se poursuivra à l'UNICEF et auprès des partenaires sur le terrain, ainsi que des partenaires en attente. Reconnaisant le rôle vital que joue le personnel de santé local à tous les stades de la gestion des situations de crise, l'UNICEF continuera en 2012 à apporter son appui aux gouvernements et autres partenaires s'efforçant de renforcer les systèmes de santé et de fournir des ressources permettant de réduire les risques sanitaires et de gérer les situations d'urgence. Le siège a également apporté un appui direct aux missions en matière de planification du renforcement de capacités. Depuis 2010, cinq pays ont bénéficié d'un appui, dans les domaines de l'approvisionnement et de la logistique (Ouganda), de l'éducation à l'adaptation aux situations d'urgence (Burundi et République du Soudan du Sud), de la protection de l'enfance (Liban) et de l'eau (Kenya). L'UNICEF continuera également à diriger une initiative interinstitutions visant à promouvoir le renforcement cohérent et concerté des capacités d'acteurs nationaux et locaux.

L'UNICEF a révisé les politiques en matière de sécurité afin d'améliorer l'acheminement d'aide humanitaire aux femmes et enfants dans des contextes d'instabilité. En 2012, une nouvelle méthodologie adoptée dans l'ensemble du système des Nations Unies sera utilisée dans 12 bureaux de pays en vue d'évaluer la nécessité d'apporter une aide par rapport aux risques acceptables pesant sur le personnel en matière de sécurité, un degré de risque plus élevé étant autorisé quand la vie d'un grand nombre d'enfants et de femmes est en danger. Cela améliorera considérablement l'action que mène l'UNICEF en direction des femmes et des enfants dans les zones à haut risque. En 2011, le siège de l'UNICEF a apporté un appui technique à des programmes menés en Afghanistan, au Kenya et au Pakistan. L'appui de la communauté internationale aux bureaux de pays opérant dans des contextes dangereux devrait s'accroître

en 2012. L'UNICEF mettra à la disposition des bureaux de pays des exercices visant à concilier les risques en matière de sécurité et le degré de nécessité des programmes et créera un outil en ligne afin que ces exercices se poursuivent à l'avenir avec peu ou pas d'appui externe.

Pour renforcer encore plus la capacité des bureaux de pays de l'UNICEF à mener à bien des programmes dans des situations complexes, le siège continuera à fournir un appui sur demande dans les domaines du droit international humanitaire et de la coopération avec des entités non étatiques. Les innovations et l'expérience acquise dans le cadre de programmes menés dans des régions éloignées seront consignées par écrit pour que les pays et autres acteurs intervenant sur le terrain puissent en bénéficier. L'apport d'assistance sous forme de dons d'argent se développe à l'UNICEF et donne lieu à de nouvelles façons d'améliorer la situation des femmes et des enfants sur le plan humanitaire. Par exemple, en Somalie, en 2011, environ 13 000 foyers ont reçu des sommes d'argent ou des bons alimentaires et il est prévu en 2012 d'en distribuer à 50 000 foyers vulnérables pour qu'ils se procurent des produits ou services de première nécessité, comme des vivres, de l'eau et des soins de santé.

SUIVI DES PERFORMANCES

La mise en œuvre de la version révisée des principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire se poursuit. L'UNICEF renforce à cette fin le suivi des performances axé sur les résultats, conformément au cadre des principaux engagements. Un système de suivi des performances humanitaires a été mis au point pour aider les bureaux de pays à suivre les performances par rapport aux objectifs définis conformément aux principaux engagements. Ce système vise à renforcer les données sur les performances, afin de permettre aux bureaux de pays de mieux gérer les interventions de l'UNICEF et de contribuer à la gestion des groupes sectoriels et des performances des équipes de pays humanitaires. Il donne des indications concrètes sur les performances, qui permettent de rendre compte de l'action menée par l'organisation et de répondre aux besoins externes en matière d'information. Les informations ainsi collectées seront prises en compte dans les processus d'évaluation et de gestion des connaissances afin de tirer les enseignements de l'expérience acquise et d'améliorer les résultats obtenus sur le terrain. Ce système permet également de suivre le degré de préparation aux situations d'urgence par l'intermédiaire du système Alerte rapide, action rapide. Il est ressorti d'une évaluation de ce système menée en octobre 2011 que le degré de préparation aux situations d'urgence était élevé dans 58 % des bureaux de pays de l'UNICEF, moyen dans 17 % des bureaux et faible dans les 25 % restants.

Le suivi des performances qui permet de mesurer les résultats de l'UNICEF par rapport aux critères des principaux engagements sera effectué dans toutes les nouvelles situations d'urgence ainsi que dans les situations de crise humanitaire de longue durée les plus graves.

Le suivi des performances en matière de préparation continuera à porter sur l'ensemble des bureaux de pays de l'UNICEF, une importance accrue étant accordée à la qualité de la collaboration avec les bureaux régionaux. À cette fin, de simples solutions technologiques sont en cours d'élaboration pour améliorer l'accessibilité des données et leur transfert sur le terrain et parvenir à une meilleure intégration avec les indicateurs internes de gestion des performances, y compris les composantes des rapports de situation obtenues par voie électronique.

BESOINS DE FINANCEMENT

Pour répondre efficacement et de manière intégrée aux situations actuelles de crise humanitaire de par le monde, l'UNICEF a besoin pour 2012 de 41,1 millions de dollars des États-Unis. Sur ce montant, l'UNICEF cherche à obtenir 21,9 millions de dollars, qui viendront compléter les 19,2 millions⁴ provenant du budget ordinaire de l'UNICEF et de contributions généreuses de donateurs déjà affectés à cette fin.

L'UNICEF continuera à renforcer sa capacité à répondre rapidement et efficacement à des situations d'urgence humanitaire de grande envergure, à veiller à la mise en œuvre d'approches stratégiques, à coopérer avec les gouvernements, à apporter un appui technique et à renforcer une action humanitaire prévisible et efficace par l'intermédiaire des groupes sectoriels.

Pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent à l'égard des enfants et des familles en situation de crise et apporter un appui durable aux bureaux régionaux et bureaux de pays de par le monde, l'UNICEF cherche à obtenir des financements sûrs et prévisibles qui lui permettront de mener l'action présentée ici.

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire*, UNICEF, New York, mai 2010.
2. Procédure d'activation d'urgence commune de l'UNICEF, CF/EXD/2011-001, 21 mars 2011. Cette procédure classe les interventions humanitaires de l'UNICEF en trois grandes catégories :
 - Niveau 1 : un bureau de pays peut intervenir avec ses propres personnel, fonds, fournitures et ressources;
 - Niveau 2 : un bureau de pays reçoit un soutien extérieur du siège, du bureau régional ou d'un autre bureau de pays; et
 - Niveau 3 : une mobilisation institutionnelle est nécessaire. Le niveau 3 est défini en fonction de cinq critères : ampleur, urgence, complexité, capacité et risque sur le plan de la réputation.
3. L'UNICEF assume actuellement la direction globale du groupe de l'eau et de l'assainissement et de la nutrition, ainsi que du domaine de responsabilité de la protection de l'enfance (qui dépend du groupe global de la protection), la codirection du groupe éducation avec l'Alliance Internationale Save the Children Alliance, ainsi que la codirection du domaine de responsabilité de la violence sexiste (qui dépend du groupe global de la protection) avec le Fonds des Nations Unies pour la population. L'UNICEF contribue également au financement de la coprésidence au sein du Groupe de référence du CPI chargé de la santé mentale et du soutien psychosocial dans les situations d'urgence.
4. Ce montant de 19,2 millions de dollars ne comprend ni une annonce de contribution du Gouvernement du Royaume-Uni pour 2012 (d'un montant de 4 millions de livres sterling) ni une contribution de la Norvège (de 15 millions de couronnes norvégiennes) reçue en décembre 2011.

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Afrique de l'Est et australe

ÉRYTHRÉE • ÉTHIOPIE • KENYA • MADAGASCAR •
RÉPUBLIQUE DU SOUDAN DU SUD • SOMALIE • ZIMBABWE



Afrique de l'Est et australe

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La pauvreté extrême, la fréquence des catastrophes naturelles, l'instabilité politique et un climat économique incertain exposent particulièrement les femmes et les enfants d'Afrique de l'Est et australe à des situations d'urgence, dont la malnutrition, les mauvais traitements et les maladies, qui bouleversent leur vie. Cette année, la grave sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique, sans compter la flambée des prix des denrées alimentaires et le conflit en Somalie, ont entraîné la famine dans certaines régions somaliennes et ont durement frappé les enfants. Plus de 13 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans toute la Corne de l'Afrique et 36 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë dans le sud de la Somalie¹. L'héritage laissé par des décennies de guerre pose d'importants problèmes humanitaires dans la nouvelle République du Soudan du Sud, mettant à rude épreuve des infrastructures délabrées et des services de base très limités.

Les premières prévisions pour 2012 font état de risques de graves inondations et de cyclones, qui s'avèrent particulièrement dangereux pour les pays situés le long du cours du fleuve Zambèze. Le Burundi est confronté à une insécurité alimentaire croissante, ainsi qu'à des épidémies de choléra et de rougeole, tandis que l'Ouganda continue d'être vulnérable à la sécheresse, aux inondations et à l'afflux de réfugiés. En 2009, 34 pour cent du nombre total de personnes vivant avec le VIH dans le monde habitaient dans 10 pays d'Afrique australe, où les adolescentes sont huit fois plus exposées au risque d'infection que leurs homologues masculins², d'où une vulnérabilité accrue des femmes et des enfants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Le bureau régional continuera d'œuvrer en faveur des droits des enfants dans les situations d'urgence au-delà des frontières. En coordination avec les organismes de l'ONU, les ONG et les institutions régionales, l'unité de soutien en cas de crise et les équipes techniques à l'échelle régionale se chargeront du soutien technique et garantiront la qualité du travail humanitaire, en établissant notamment des partenariats avec le HCR dans les camps de réfugiés. Les systèmes « Alerte rapide, action rapide » permettront d'améliorer la préparation et la réponse aux déplacements et aux crises sanitaires. Les efforts déployés poursuivront, entre autres, les objectifs suivants :

- Des effectifs élevés seront maintenus pour soutenir la réponse aux situations d'urgence et les programmes de relèvement rapide dans la Corne de l'Afrique et, dans l'éventualité d'inondations importantes, en Afrique australe.
- Des stocks préalables seront constitués et des directives opérationnelles et techniques relatives à la préparation et la réponse aux situations d'urgence sanitaires seront fournies dans le cadre de la surveillance et la prévention des maladies à potentiel épidémique.
- La gestion de la malnutrition aiguë et d'autres interventions en matière de nutrition dans les pays à haut risque seront soutenues et étendues; à l'échelle nationale, une aide sera fournie à la communauté nutritionnelle afin de réduire le risque de catastrophe et d'améliorer la réponse rapide aux situations de crise.
- Dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la coordination des formations aux situations d'urgence et la réalisation de plusieurs séances techniques de préparation au choléra contribueront à améliorer la rapidité et l'efficacité des interventions.
- Les interventions de protection de l'enfance seront renforcées au sein des pays et au-delà des frontières dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs afin de venir en aide aux enfants associés aux groupes armés, aux enfants séparés de leur famille et aux enfants migrants en Afrique australe.
- En Afrique australe, les activités relatives au développement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence liées au VIH seront mises en œuvre dans les pays à haut risque.

Burundi

Compte tenu du risque d'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la violence politique, l'UNICEF renforcera la fourniture de services en matière de santé, de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour faire face aux niveaux élevés d'insécurité alimentaire chronique et aux nombreuses épidémies de choléra et de rougeole.

Ouganda

L'UNICEF renforcera sa capacité décentralisée de préparation et de réponse aux situations d'urgence afin de réduire la vulnérabilité des communautés aux sécheresses et aux inondations et de préparer l'éventuel afflux de réfugiés fuyant l'insécurité régnant dans les pays voisins, notamment en République démocratique du Congo.

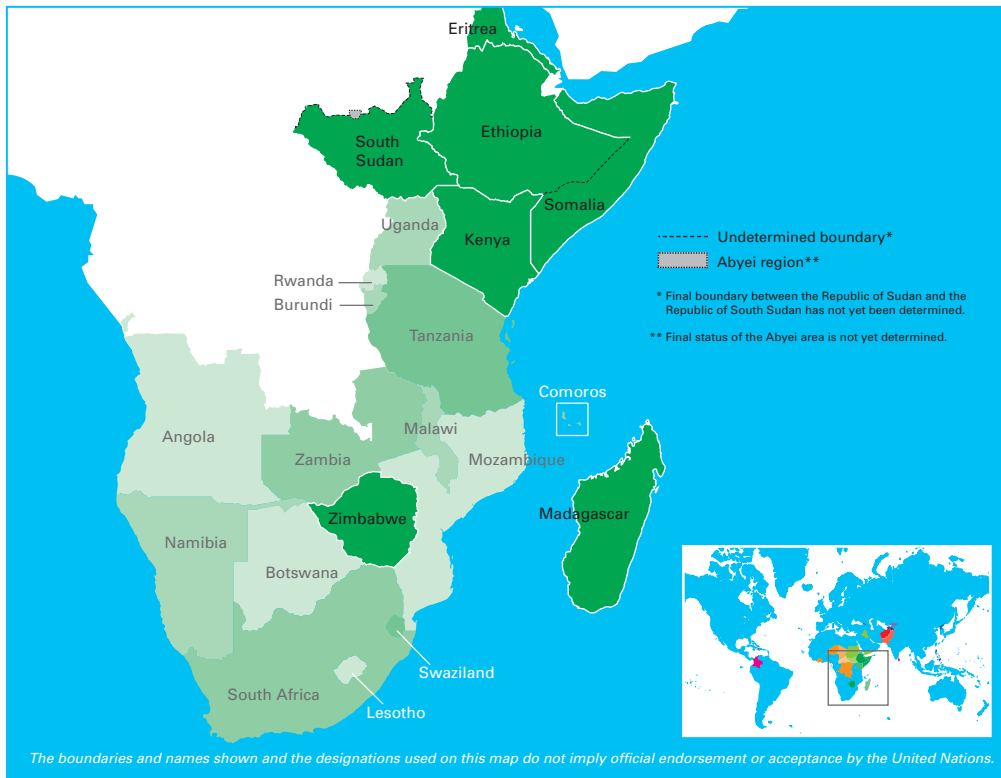
Angola, Malawi, Mozambique, Namibie et Zambie

Pour faire face au risque important d'inondations et aux éventuels cyclones, les bureaux de pays de l'UNICEF soutiendront la formation des partenaires et le renforcement des mécanismes de coordination des secteurs/groupes sectoriels, tout en contribuant aux capacités nationales en matière de gestion des catastrophes. Compte tenu du risque important d'épidémies consécutives aux inondations, les bureaux de pays se concentrent sur la rapidité des interventions dans les secteurs de la santé et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que sur la protection de l'enfance et l'éducation en situation d'urgence.

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Response to the Horn Of Africa Emergency: A crisis affecting life, livelihoods and ways of life », Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, Nairobi, octobre 2011, pp. 4 et 7.
2. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, « Rapports mondiaux : Rapport de l'ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de SIDA », ONUSIDA, Genève, 2010, pp. 10 et 28.

La pauvreté extrême, la fréquence des catastrophes naturelles, l'instabilité politique et un climat économique incertain rendent les femmes et les enfants d'Afrique de l'Est et australe particulièrement vulnérables. La grave sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique, la flambée des prix des denrées alimentaires et le conflit en Somalie ont entraîné une famine dans certaines régions somaliennes, avec des conséquences dévastatrices sur les enfants.

AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE



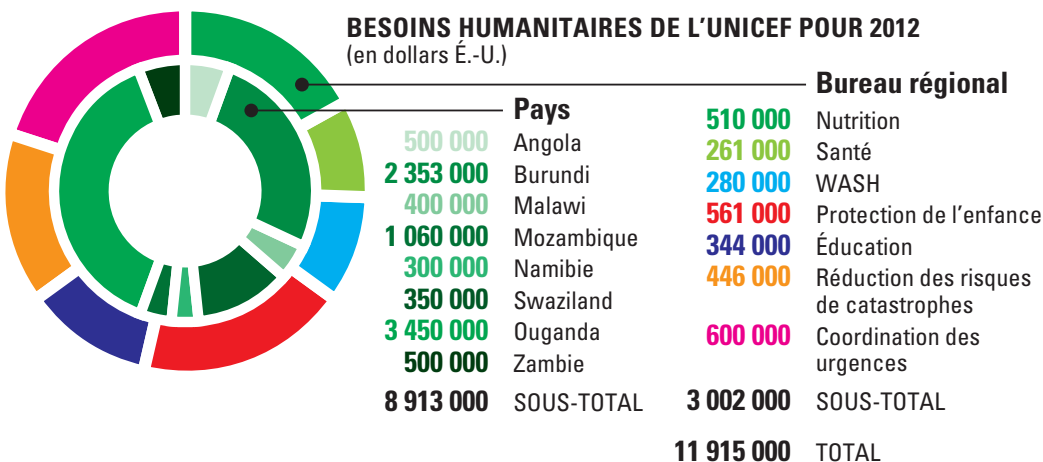
Swaziland

L'UNICEF apportera un soutien renforcé aux services de santé essentiels fournis aux orphelins et aux enfants vulnérables suite à l'importante crise financière qui accroît l'incertitude politique et menace de compromettre les services éducatifs et de santé, notamment les programmes de protection sociale. Le pays continue d'être affecté par différentes catastrophes liées aux conditions climatiques extrêmes et d'enregistrer un accroissement de la charge de morbidité dû aux maladies contagieuses, notamment le choléra, le VIH et le SIDA et la tuberculose pharmacorésistante.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF sollicite 3 002 000 dollars É.-U. pour poursuivre la coordination de son action humanitaire dans toute la région, qui consistera notamment à renforcer les activités liées à la crise nutritionnelle dans la Corne de l'Afrique tout au long de 2012, à maintenir l'aide visant à réduire les risques et à répondre aux catastrophes dans le reste de la région. Un financement complet et rapide est en outre important pour garantir la transition en douceur de l'aide dans les situations d'urgence à l'aide à plus long terme. L'UNICEF demande également 8 913 000 dollars É.-U. supplémentaires pour se préparer et répondre aux besoins humanitaires en Angola, au Burundi, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, en Ouganda, au Swaziland et en Zambie. Les besoins totaux de financement s'élèvent à 11 915 000 dollars É.-U.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau régional www.unicef.org/esaro.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Le deuxième semestre de 2011 a été marqué par la réponse à la crise nutritionnelle sévissant dans la Corne de l'Afrique. Pour la première fois, l'UNICEF a déclaré une situation d'urgence collective plurinationale. Sous la responsabilité du directeur régional, désigné Coordinateur des mesures d'urgence globales, l'équipe régionale a apporté un soutien technique et a mis en œuvre une stratégie cohérente à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Suite à la nouvelle demande de 7 450 000 dollars É.-U. présentée en juillet 2011 dans le cadre de l'Action humanitaire pour les enfants, l'UNICEF avait reçu fin octobre 963 863 dollars É.-U. (13 pour cent) de ses donateurs.

Un centre d'opérations, établi à Nairobi, a fourni et distribué des informations en temps réel et plus de 176 membres du personnel ont participé à un déploiement d'urgence. Les bureaux de pays de l'UNICEF ont distribué plus de 73 millions de dollars É.-U. en fournitures d'urgence.

L'équipe régionale s'est en outre concentrée sur la réduction des risques de catastrophe dans tous les secteurs de programme. Au Burundi et au Lesotho, la capacité des institutions nationales d'éducation en matière de réduction des risques de catastrophe et de préparation et de réponse aux situations d'urgence a été renforcée.

L'équipe WASH s'est concentrée sur les risques liés au choléra, a élaboré des directives sur les interventions d'urgence dans l'ensemble de la région et a encouragé les activités à fort impact et à faible coût visant à réduire les risques de flambée des maladies diarrhéiques.

L'équipe nutritionnelle a entamé le développement d'un cadre régional pour la gestion intégrée de la malnutrition aiguë.



Érythrée

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les femmes et les enfants érythréens restent vulnérables à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire dues à la sécheresse et à la persistance de l'impasse politique entre le pays et son voisin éthiopien. L'UNICEF joue un rôle de premier plan en aidant 370 000 enfants affectés par cette situation dans le cadre des secteurs humanitaires de la santé, de la nutrition, de l'eau et l'assainissement. Malgré l'évolution de la coopération entre les Nations Unies et le Gouvernement érythréen et les quelques partenariats à l'échelle nationale, l'UNICEF reste un intermédiaire crucial entre le gouvernement et les donateurs bilatéraux pour améliorer le bien-être de la population vulnérable, notamment des femmes et des enfants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Si le manque de données actualisées et fiables sur la situation humanitaire continue de poser des problèmes, les observations de terrain révèlent que les niveaux continus de malnutrition, la faible couverture en matière d'assainissement et les risques physiques associés à l'exposition aux mines terrestres et aux munitions non explosées ont des conséquences humanitaires funestes pour les femmes et les enfants. Si l'approche par groupe sectoriel n'a pas été utilisée en Érythrée, l'UNICEF joue un rôle de premier plan dans les secteurs de la nutrition et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et participe activement aux secteurs de la santé et de la protection de l'enfance. En 2012, l'UNICEF aidera le Gouvernement érythréen à répondre aux besoins humanitaires en vue d'atteindre les objectifs suivants :

- Environ 21 000 femmes enceintes ou allaitantes et 300 000 enfants de moins de 5 ans bénéficieront d'activités de proximité et de centres de santé fixes communautaires, afin de réduire la mortalité et la morbidité infantiles et maternelles.
- Des mesures seront prises pour empêcher toute nouvelle détérioration de la situation nutritionnelle de 370 000 enfants de moins de 5 ans et de 40 000 femmes enceintes ou allaitantes dans six régions à haut risque.
- L'accès à l'eau potable sera étendu à près de 13 000 enfants vivant dans 10 communautés rurales et les pratiques d'hygiène essentielles seront promues auprès de 327 000 élèves d'établissements préscolaires et primaires.
- Quelque 150 000 enfants recevront un soutien psychosocial et une éducation renforcée sur les risques liés aux mines dans trois régions (Debub, Gash Barka et Mer rouge du Nord).

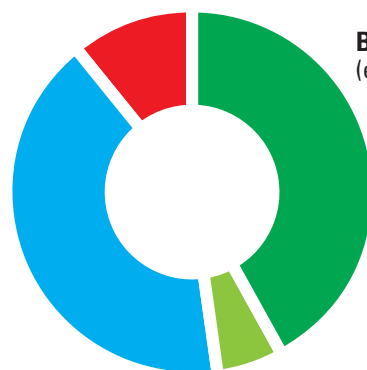
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 10 200 000 dollars É.-U. pour réaliser des interventions vitales dans les secteurs de la santé, la nutrition, la protection de l'enfance et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) pour les 370 000 enfants confrontés à des problèmes continus, comme la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles, telles que la sécheresse et les inondations. Un financement insuffisant aurait des répercussions considérables et risquerait de provoquer une crise nutritionnelle parmi les enfants, comme c'est le cas dans d'autres pays de la Corne de l'Afrique.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/eritrea.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Sur les 14 075 000 dollars É.-U. nécessaires en 2011 pour financer ses activités en Érythrée, l'UNICEF avait reçu fin octobre 2011 8 247 480 dollars É.-U., soit 59 pour cent. Combiné à d'autres sources de financement, cela a permis à son bureau en Érythrée d'obtenir des résultats pour les femmes et les enfants. Quelque 72,5 pour cent des enfants de moins d'un an ont été vaccinés contre la rougeole. Sur les 12 800 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, d'après les estimations, près de 9 000 ont bénéficié de programmes d'alimentation thérapeutique dans des établissements de santé communautaires; plus de 21 000 des 67 500 enfants souffrant de malnutrition modérée ont bénéficié de programmes d'alimentation complémentaire. Quelque 8 000 personnes sur les 20 000 prévues par les programmes ont eu accès à l'eau potable dans les régions d'Anseba, Gash Barka et Maekel. Environ 10 000 familles vulnérables ou récemment réinstallées/rapatriées à Debub et Gash Barka ont eu accès à l'assainissement via l'approche communautaire de l'assainissement total, l'UNICEF atteignant ainsi son objectif. Près de 13 000 des 21 000 enfants déscolarisés ont eu accès à l'éducation grâce à des écoles mobiles et à des programmes éducatifs complémentaires à Anseba, Gash Barka et Mer rouge du Nord et du Sud. Environ 260 000 des 300 000 enfants de 6 à 18 ans et 13 000 des 100 000 femmes vivant dans des communautés affectées par la guerre ont été sensibilisés aux risques liés aux mines.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

- 4 300 000** Nutrition
- 600 000** Santé
- 4 200 000** WASH
- 1 100 000** Protection de l'enfance
- 10 200 000** TOTAL



Éthiopie

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Le temps sec provoqué par le phénomène *La Niña* a aggravé la situation humanitaire de l'Éthiopie en 2011. Le nombre d'Éthiopiens ayant besoin d'une assistance alimentaire entre juillet et décembre 2011 est passé de 2,8 millions à 4,5 millions¹. Les faibles pluies saisonnières d'octobre à décembre 2010, puis l'absence de précipitations entre février et mai 2011, ont fait baisser les ressources en eau et en pâturage dans les régions du sud et du sud-est de l'Éthiopie, y compris dans la majeure partie des régions Somali, Oromiya et SNNPR (région des nations, nationalités et peuples du Sud).

En 2011, l'insécurité alimentaire a également mis en danger la vie de plus de 250 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère². La pénurie en eau salubre a contribué au déclenchement d'épidémies de diarrhée aqueuse sévère, de rougeole et de paludisme, exacerbées par des difficultés d'accès aux services de santé, tout particulièrement dans les régions Afar et Somali. La sécheresse a également provoqué 87 000 abandons scolaires et la fermeture de plus de 300 écoles, principalement dans les régions Afar, Oromiya et Somali³.

Depuis janvier 2011, plus de 96 000 réfugiés sont arrivés de Somalie et plus de 25 000 du Soudan. Au total, plus de 137 000 réfugiés somaliens vivent dans quatre camps du district de Dollo Ado⁴. L'afflux de réfugiés est venu peser davantage sur des ressources déjà limitées ainsi que sur les services sociaux disponibles dans le district, y compris les installations d'eau et de santé.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

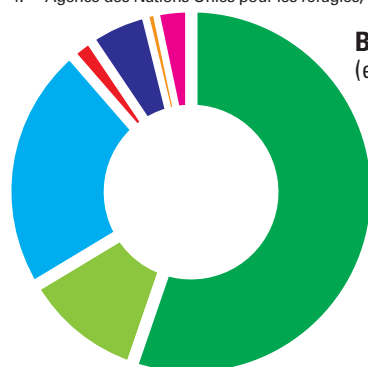
- En tant que chef de file des groupes sectoriels chargés de la nutrition et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), et co-chef du groupe sectoriel chargé de l'éducation, l'UNICEF renforcera les capacités des ministères compétents afin d'assurer une préparation et une intervention améliorées et coordonnées et contribuera à la survie et au développement des enfants dans les zones touchées par la sécheresse, les inondations et les risques de santé publique. L'UNICEF travaillera en partenariat avec le Gouvernement éthiopien, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG nationales et internationales et les communautés pour prodiguer des secours d'urgence à environ 7 millions de personnes, dont 6 millions d'enfants.
- Près de 5 millions d'enfants touchés par la sécheresse, les inondations et d'autres situations d'urgence bénéficieront d'interventions nécessaires à leur survie, notamment la vaccination contre la rougeole et la distribution de suppléments de vitamine A et de comprimés vermifuges. Quelque 280 000 autres enfants seront traités pour la malnutrition aiguë sévère, grâce à un appui technique et à l'approvisionnement de plus de 9 000 programmes d'alimentation thérapeutique.
- Près de 1,3 million de personnes, dont 200 000 enfants de moins de 5 ans, bénéficieront d'un accès à l'eau salubre grâce à des dispositifs améliorés d'approvisionnement en eau, des traitements chimiques de l'eau et la mise en place d'un acheminement d'urgence de l'eau par camions. Les messages d'hygiène et d'assainissement pour la prévention de la diarrhée aqueuse sévère toucheront 2 millions de personnes.
- L'UNICEF contribuera à renforcer les capacités de systèmes de santé durables dans les régions Afar et Somali, tout en maintenant son appui aux dispositifs d'intervention en cas de déclenchement d'épidémies, qui profitent à environ 500 000 personnes, dont 150 000 enfants.
- Environ 60 000 enfants en situation d'urgence pourront poursuivre leur scolarité, grâce à des supports pédagogiques et 230 000 enfants auront accès à une éducation de meilleure qualité grâce à la formation des enseignants.
- La mise en place et le renforcement de structures communautaires pour les enfants et femmes les plus vulnérables dans les *woredas* (districts) touchés par la sécheresse et les inondations des régions Afar, Amhara, Gambella, Oromiya, SNNPR, Somali et Tigray, bénéficieront à environ 15 000 enfants réfugiés, en évitant la séparation des familles et en généralisant l'identification, l'enregistrement, la recherche et la réunification familiale.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 58 339 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses activités d'urgence en Éthiopie. Ce montant représente 24 pour cent de moins que le montant demandé pour 2011, en raison des pluies relativement bonnes du second semestre 2011, qui devraient améliorer la sécurité alimentaire en 2012, et du nombre prévisionnel plus faible de réfugiés venant de Somalie. Il est impératif de disposer d'un financement rapide et adéquat : dans le cas contraire, plus de 200 000 enfants ne pourront pas recevoir de traitement contre la malnutrition, nécessaire à leur survie, quelque 150 000 enfants vivant dans les zones isolées des régions Somali et Afar ne pourront pas accéder aux services de santé, et près de 1,3 million de personnes, dont 200 000 enfants de moins de 5 ans, n'auront qu'un accès réduit/restréint à de l'eau potable. De plus, environ 60 000 enfants vivant dans des zones touchées par la sécheresse devront sans doute interrompre leur cycle d'études primaires.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/ethiopia.

1. Gouvernement de l'Éthiopie, Équipe de pays des Nations Unies en Éthiopie et Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, « Besoins humanitaires 2011 : document conjoint du Gouvernement et de ses partenaires humanitaires », OCHA, Addis Abeba, juillet 2011, p. 4.
2. Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian Bulletin : Weekly humanitarian highlights in Ethiopia », OCHA, Genève et New York, 14 novembre 2011, p. 1.
3. « Besoins humanitaires 2011 », OCHA, Addis Abeba, juillet 2011, p. 13.
4. Agence des Nations Unies pour les réfugiés, « Dollo Ado Population Statistical Report as of 21 November 2011 », UNHCR, Genève, p. 1.



BESOINS HUMAINITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

32 328 000	Nutrition
6 405 000	Santé
13 063 000	WASH
1 150 000	Protection de l'enfance
3 260 000	Éducation
200 000	VIH et SIDA
1 933 000	Coordination des groupes sectoriels
58 339 000	TOTAL

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 60 912 462 dollars É.-U. (79 pour cent) sur les 76 628 028 dollars É.-U. demandés pour 2011. Grâce à ces fonds, il a réalisé les actions suivantes : 1 000 nouveaux centres de santé pouvant traiter les enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont été ouverts; 221 000 enfants ont été traités pour malnutrition aiguë sévère et plus de 8 millions d'enfants ont bénéficié de suppléments de vitamine A, de comprimés vermifuges et d'un dépistage nutritionnel; 27 équipes mobiles de santé et de nutrition des régions Afar et Somali ont bénéficié d'un soutien et ont dispensé 154 341 consultations, dont près de 57 000 auprès d'enfants de moins de 5 ans; le nombre de cas prévisionnels de diarrhée aqueuse sévère a été réduit grâce à des efforts de prévention et d'intervention rapide sur les sites de pèlerinage et de migration; une campagne territoriale de vaccination contre la rougeole a permis de toucher 6,9 millions d'enfants; plus d'1 million de personnes, dont 167 100 enfants de moins de 5 ans, ont pu bénéficier d'un accès à une eau salubre dans les zones touchées par la sécheresse; plus de 100 centres de santé et 39 écoles, accueillant près de 607 000 personnes, dont 97 000 enfants de moins de 5 ans et 32 700 étudiants, ont vu leurs installations d'eau, hygiène et assainissement (WASH) améliorées; 50 000 enfants ont pu bénéficier d'un accès à l'éducation; 4 000 enfants de la région SNNPR ont bénéficié des services des coalitions de santé communautaire; enfin, les camps de réfugiés de Dollo Ado et Assossa ont bénéficié d'une expertise technique et d'un approvisionnement en fournitures.



Kenya

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Après plusieurs saisons successives de faibles pluies et une augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant, près de 3,75 millions de personnes au Kenya se sont trouvées dépendantes d'une aide alimentaire¹. Plus de 385 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de sous-nutrition², ce qui les rend plus vulnérables aux maladies transmissibles. Près de 2 millions de personnes dans les 29 districts les plus touchés par la sécheresse n'ont pas accès à une eau salubre³. Les mouvements de populations à la recherche de pâturages pour leurs bêtes ont affecté la scolarité de 508 000 écoliers⁴ du cycle primaire et ont provoqué la séparation d'enfants et de leurs familles. En 2011, plus de 150 000 réfugiés ont fui la Somalie, en quête de protection et d'assistance dans des camps déjà en surcapacité. L'afflux le plus récent de Somaliens a porté la population réfugiée à plus de 460 000 personnes⁵. Les taux de sous-nutrition dans les camps de réfugiés sont alarmants : 23 200 enfants souffrent de malnutrition⁶ modérée ou sévère, alors que les menaces pesant sur la protection, l'éducation et la santé des femmes et des enfants sont nombreuses. Les prévisions météo n'envisagent que de faibles pluies pour le début de l'année 2012, ce qui pourrait compromettre davantage les efforts de relèvement. De plus, il n'est pas prévu de retour des réfugiés somaliens dans leur pays dans un avenir proche.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF continuera à travailler avec le Gouvernement kényan, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin d'améliorer et de pérenniser les programmes humanitaires à destination des populations les plus vulnérables touchées par la sécheresse et les crises concernant les réfugiés, tout en ayant recours à des stratégies de réduction des risques liés aux catastrophes, dans le but de renforcer la résilience à des chocs futurs. L'UNICEF continuera à soutenir la coordination assurée par le gouvernement, en co-présidant les groupes⁷ de travail sectoriels chargés de la nutrition, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) et de la protection de l'enfance. L'UNICEF prévoit de toucher plus d'1,4 million d'enfants (720 000 garçons et 728 000 filles) et 750 000 femmes dans le cadre de ses programmes humanitaires en 2012.

- Une couverture plus importante des interventions intégrées à fort impact en matière de nutrition, notamment la prise en charge de la malnutrition modérée et sévère, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, et l'administration de suppléments de micronutriments, va profiter à 375 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë modérée à sévère.
- On estime que 85 pour cent des enfants de moins de 5 ans vivant dans les districts touchés par la sécheresse seront vaccinés contre la rougeole et que 700 000 enfants auront accès à des services intégrés de santé de base, comprenant notamment la vaccination, la prévention de la transmission mère-enfant du VIH et des soins obstétricaux d'urgence. La couverture vaccinale contre la rougeole des réfugiés nouvellement arrivés atteindra 95 pour cent.
- Quelque 2,1 millions de personnes bénéficieront d'une combinaison d'interventions : réhabilitation/mise en place d'un approvisionnement en eau, promotion de l'hygiène, traitement de l'eau dans les ménages et assainissement dans les écoles et les établissements de santé.
- Plus de 360 000 enfants, y compris les nouveaux réfugiés et les enfants vivant dans les zones touchées par la sécheresse, auront accès à une éducation de qualité.
- Environ 450 000 enfants touchés par la sécheresse et les conflits bénéficieront d'une protection contre la séparation familiale ou d'une réunification familiale, et auront accès à des services de protection, y compris en matière de réponse aux violences sexistes.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

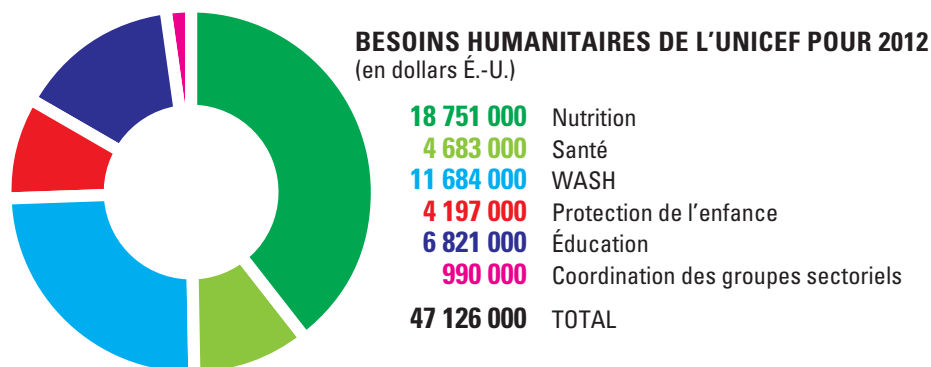
L'UNICEF demande 47 126 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses programmes humanitaires en 2012 et a aligné sa demande sur les besoins de la Procédure d'appel global de 2012 (CAP). En l'absence de financement suffisant, les niveaux élevés de couverture de programme atteints en 2011 ne pourront être maintenus, avec pour conséquence une morbidité et une mortalité accrues pour les femmes et les enfants.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/kenya.

1. Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, « Kenya Emergency Humanitarian Response Plan 2012 », à paraître. OCHA, New York et Genève, p. 1.
2. Ibid.
3. WESCOORD, « Kenya: Drought affected populations – 7 October 2011 », consultable à l'adresse www.wescoord.or.ke.
4. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Situation Report UNICEF Kenya #6, 17 – 23 August 2011, UNICEF, Kenya, 28 août 2011.
5. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Weekly New Registration Population Composition: 17/10/11 – 23/10/11 », UNHCR, Dadaab, Kenya, 2011.
6. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « UNHCR Nutrition Surveys, Dadaab, août-septembre 2011. Les taux de MAG varient entre 17,2 et 23,2 pour cent.
7. Les groupes de travail sectoriels dirigés par le Gouvernement du Kenya et co-présidés par l'UNICEF jouent le rôle de « groupes sectoriels ».

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Selon la demande révisée de la mi-2011, 47 791 121 dollars É.-U. étaient nécessaires l'année passée afin de répondre aux besoins humanitaires urgents. En octobre 2011, un total de 41 565 305 dollars É.-U., soit 87 pour cent, avait été reçu. Cette somme a permis à l'UNICEF d'atteindre plusieurs objectifs humanitaires d'aide aux femmes et aux enfants, notamment le traitement de la malnutrition sévère aiguë, qui a profité à plus de 45 000 enfants, soit 80 pour cent des cas prévisionnels. 1,25 million de personnes ont pu accéder à une eau salubre, ce qui représente 78 pour cent de l'objectif du programme, et des produits d'éducation à l'hygiène et au traitement de l'eau ont été distribués à 1,2 million de personnes. 120 000 enfants ont pu bénéficier d'un environnement scolaire amélioré grâce à la distribution de fournitures et à la création d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Le vaccin contre la rougeole a été délivré à plus d'1 million d'enfants (couverture de 70 pour cent) dans les zones touchées par la sécheresse et à 250 000 autres enfants dans des communautés réfugiées et d'accueil, pour atteindre un taux de couverture supérieur à 85 pour cent. Plus de 62 000 enfants ont pu bénéficier de services intégrés de protection grâce à des espaces amis des enfants au sein des camps de réfugiés de Dadaab.





Madagascar

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La pauvreté, les conditions géographiques et la crise politique se sont conjuguées pour créer un engrenage de souffrance pour les femmes et les enfants de Madagascar, l'un des pays les plus pauvres au monde, situé au 135^e rang sur 169 selon le Rapport sur le développement humain 2010¹. La pauvreté y est exacerbée par une grande vulnérabilité liée au positionnement géographique et à la topographie du pays, sujet à divers risques naturels, parmi lesquels les cyclones tropicaux, les inondations et les sécheresses. Entre 2002 et 2011, Madagascar a été frappé par 22 cyclones au total, qui ont touché près de 3 millions de personnes, dont environ 540 000 enfants de moins de 5 ans². De plus, la crise politique en cours a conduit à la suspension de la plus grande partie de l'aide extérieure et a réduit la capacité du Gouvernement malgache à répondre aux situations d'urgence.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF, avec ses partenaires, dont les autorités malgaches, d'autres institutions de l'ONU et des ONG, concentrera ses efforts sur l'aide aux femmes et enfants vulnérables dans les zones menacées par les cyclones et les inondations. En tant que chef de file des groupes sectoriels chargés de l'éducation, de la nutrition et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) et membre du groupe sectoriel chargé de la santé, l'UNICEF prévoit de toucher plus d'un million de personnes et près de 504 000 enfants de moins de 5 ans (247 000 filles et 257 000 garçons).

- L'UNICEF et ses partenaires préserveront la capacité des autorités sanitaires locales à traiter près de 16 000 enfants âgés de 6 à 59 mois contre la malnutrition sévère aiguë grâce à un modèle de prise en charge de proximité.
- Quelque 108 000 enfants de moins de 5 ans et 27 000 femmes enceintes bénéficieront d'un accès à des soins préventifs et curatifs de base pour certaines maladies (infection respiratoire aiguë, fièvre, diarrhée) grâce à un approvisionnement en médicaments, vaccins et produits essentiels des centres de santé situés dans les zones touchées par les cyclones. Deux campagnes nationales de vaccination contre la polio seront également menées à destination des enfants de moins de 59 mois.
- Plus d'un million de personnes vulnérables dans tout le pays auront accès à de l'eau salubre et à des conditions d'assainissement convenables grâce à des produits de purification de l'eau à domicile, une collecte bien organisée, des récipients de stockage ainsi que des points de distribution d'eau et de meilleures latrines.
- Soucieux de faire bénéficier les enfants d'une scolarité continue, l'UNICEF et ses partenaires au sein des groupes sectoriels prévoient de construire près de 410 centres scolaires pour 28 000 enfants dont les vies ont été bouleversées par les inondations et la sécheresse.
- L'UNICEF renforcera les réseaux de protection de l'enfance dans les zones à risques élevés des régions de l'est, du nord et du sud de Madagascar afin de réduire les violences et les sévices contre les jeunes et d'autonomiser les acteurs de la protection de l'enfance et les jeunes eux-mêmes dans les situations d'urgence.
- L'UNICEF garantira l'accès des enfants, des jeunes et des femmes à des informations sur la prévention, la prise en charge, le traitement et la prophylaxie consécutive à une exposition, dans le cadre des comportements à risque de VIH et d'infections sexuellement transmissibles, dans les zones à risques élevés de Brickaville, Fenerive-Est, Sonierana Ivongo et Tamatave.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 20 950 000 dollars É.-U. pour mener à bien son travail humanitaire à Madagascar. La crise politique actuelle ayant abouti à la suspension de la majorité de l'aide au développement, il est nécessaire d'obtenir un financement approprié afin d'écartier l'éventualité d'une crise massive des services de santé. Le financement d'autres activités humanitaires essentielles, telles que l'accès à une eau salubre, à des installations d'assainissement correctes et à l'éducation, est indispensable au bien-être et à la survie des femmes et des enfants de Madagascar.

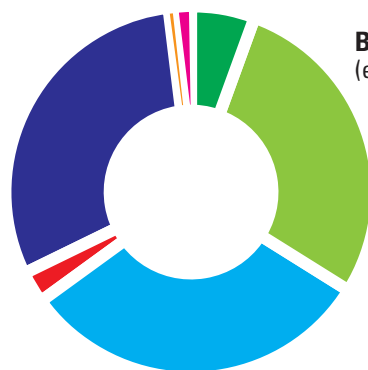
Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/madagascar.

1. Programme des Nations Unies pour le développement, « Rapport sur le développement humain 2010 : La vraie richesse des nations – Les chemins du développement humain », PNUD, New York, 2009, p. 145.
 2. Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes naturelles, « Summarized Table of Natural Disasters in Madagascar from 2002 to 2011 », EM-DAT : base de données internationale des catastrophes OFDA/CRED, CRED, Bruxelles, consultable à l'adresse www.emdat.be, et estimation du nombre d'enfants fournie par l'UNICEF.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 1 630 413 dollars É.-U. (soit 9 pour cent) sur les 19 050 000 dollars É.-U. sollicités pour mener à bien ses activités humanitaires à Madagascar. Les fonds provenant de donateurs, complétés par l'utilisation de stocks prépositionnés et les ressources ordinaires ont permis à l'UNICEF d'obtenir des résultats. Dans les zones affectées par le cyclone, en collaboration avec les autorités éducatives locales et l'ONG locale Fianganan'i Jesosy Kristy Madagasikara, l'UNICEF a soutenu l'installation de 411 salles de classe temporaires, accueillant 23 000 élèves. Le groupe sectoriel pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) a assuré la désinfection de 901 points d'eau après le passage des cyclones, au profit d'environ 51 000 personnes, dont 188 points d'eau désinfectés par l'UNICEF et utilisés par près de 24 000 personnes.

En réponse à la crise politique, un soutien et une aide psychosociale ont été apportés dans les 18 espaces amis des enfants d'Antananarivo, qui accueillent plus de 2 000 enfants par jour. Une assistance a également été apportée dans le cadre de l'unité intégrée au sein de la maternité pour les enfants victimes de violences. L'accès aux soins de santé dans les trois régions du sud du pays a pu être amélioré lorsque l'UNICEF a atteint l'objectif fixé de distribution de médicaments essentiels à 129 000 enfants de moins de 5 ans dans 8 districts. Plus de 7 000 enfants de moins de 5 ans ont bénéficié au cours du mois de juillet d'un diagnostic et du traitement de la malnutrition sévère aiguë dans 9 districts du sud de Madagascar grâce à une gestion de proximité du programme de malnutrition. Le dispositif d'orientation a été renforcé par la formation de 3 000 professionnels de santé communautaire.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

1 200 000	Nutrition
5 950 000	Santé
6 500 000	WASH
600 000	Protection de l'enfance
6 350 000	Éducation
25 000	VIH et SIDA
325 000	Coordination des groupes sectoriels
20 950 000	TOTAL



République du Soudan du Sud

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Le 9 juillet 2011, la République du Soudan du Sud devenait le plus jeune pays au monde, obtenant le statut d'Etat indépendant dans un contexte humanitaire complexe. Tout au long de l'année 2011, l'activité des groupes militaires rebelles, les affrontements intertribaux, les vols ou attaques de bétail par l'Armée de résistance du Seigneur n'ont cessé de faire des ravages dans certaines régions du pays, intensifiés par la faiblesse des institutions chargées de faire respecter l'état de droit et les lacunes en matière de gouvernance.

L'insécurité alimentaire est massive et chronique, et la malnutrition aiguë se situe au-dessus du seuil d'urgence, dépassant les 20 pour cent dans certaines zones. À peine plus de la moitié de la population a accès à des sources d'eau potable améliorées et seulement 20 pour cent à un assainissement amélioré¹. L'accès aux soins de santé reste très insuffisant; moins de la moitié des enfants ont bénéficié d'une vaccination systématique, la mortalité des moins de 5 ans reste élevée avec plus de 100 décès pour 1 000 naissances vivantes, et la mortalité maternelle est de 2 054 décès pour 100 000 naissances vivantes².

Face aux flambées de violence dans le pays (entre les troupes gouvernementales et les groupes militaires rebelles, parfois selon des clivages ethniques) et aux fortes tensions le long de la frontière avec le Soudan (crise d'Abeyi), plus de 300 000 personnes ont dû être déplacées³. Des affrontements dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu ont provoqué un afflux massif de réfugiés dans le Soudan du Sud, qui sont actuellement plus de 18 000⁴. Ces problèmes, associés à un nombre de rapatriés du Soudan estimé à 350 000⁵, n'a fait qu'aggraver une situation déjà caractérisée par des services sociaux quasiment inexistantes et des perspectives économiques minimales pour favoriser l'intégration. Les interventions humanitaires sont entravées par l'augmentation des prix et la pénurie de produits essentiels comme l'essence, suite à des blocus commerciaux le long de la frontière associés à une insécurité permanente.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

En 2012, en tant que chef de file des groupes sectoriels pour l'éducation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et du sous-groupe pour la protection de l'enfance, l'UNICEF collaborera avec le nouveau gouvernement de la République du Soudan du Sud, ainsi que d'autres institutions de l'ONU et des ONG pour tenter de répondre aux besoins urgents d'environ 1 million d'enfants et 1,5 million de femmes dans l'ensemble du pays, en mettant l'accent sur la région frontalière instable.

- Un million d'enfants et 1,5 million de femmes bénéficieront d'interventions sanitaires, (vaccination, supplémentation en vitamine A, promotion de l'allaitement exclusif, distribution de moustiquaires et fourniture de kits d'accouchement hygiénique, notamment).
- Des interventions nutritionnelles permettront de venir en aide à 60 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère et de fournir une supplémentation en micronutriments à 200 000 femmes enceintes ou allaitantes.
- Environ 1 million de personnes en situation d'urgence, dont plus de 200 000 femmes et 500 000 enfants, bénéficieront d'un accès accru aux services de WASH afin de réduire les maladies liées à l'eau et au manque d'assainissement et d'hygiène.
- L'UNICEF va intensifier les efforts pour identifier 1 200 enfants non accompagnés et 1 500 enfants associés aux forces armées. En outre, 3 400 enfants recevront un soutien psychologique, 1 000 agents de la protection de l'enfance seront formés et 25 000 membres de la communauté recevront des messages visant à prévenir le recrutement des enfants dans les forces armées.
- Le programme d'éducation en situation d'urgence de l'UNICEF fournira du matériel éducatif, diffusera des messages permettant de sauver des vies, notamment sur la prévention du VIH, offrira un soutien psychologique et renforcera l'accès à 2 400 espaces d'apprentissage temporaires, dans le but d'en faire profiter 240 000 élèves (98 000 filles et 142 000 garçons⁶) et 3 000 enseignants.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

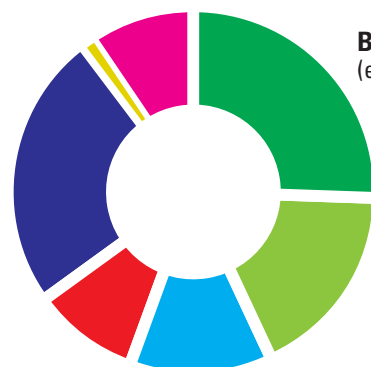
L'UNICEF demande un total de 62 500 000 dollars É.-U pour mener son action humanitaire dans la République du Soudan du Sud dans le cadre des efforts pour prévenir la détérioration de la santé des femmes et de enfants et consolider les bénéfices obtenus au cours de l'année précédente. L'UNICEF a aligné cette demande sur les conditions de la procédure d'appel global (CAP).

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/southsudan.

1. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies 'Republic of South Sudan 2011 Consolidated Appeal', OCHA, New York et Genève, 20 juillet 2011, p. 16.
2. Enquête sur la santé des ménages au Soudan du Sud, 2006, p. 22, 161.
3. Programme alimentaire mondial. 'The Republic of South Sudan (ROSS) Special Operation 200341', PAM, Rome, 2011.
4. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 'Weekly Humanitarian Bulletin: 27 octobre 2011', OCHA South Sudan, Juba, 2 novembre 2011, p. 3.
5. Ibid.
6. A noter que si ce chiffre représente une forte disparité entre les sexes, sur les conseils des spécialistes de l'égalité des sexes de l'IASC, il est calculé sur la base de l'effectif actuel dans les situations autres que les situations d'urgence, avec pour objectif une réduction de 5 pour cent de la disparité, ce qui est réaliste compte tenu du contexte culturel.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, 26 440 671 dollars É.-U, soit 36 pour cent de la demande de l'UNICEF faite en milieu d'année de 72 750 000 dollars, ont été reçus. L'UNICEF a utilisé ce financement pour améliorer les perspectives des femmes et des enfants. Les vaccinations contre la rougeole ont dépassé les chiffres prévus et ont atteint plus de 650 000 enfants âgés de 6 à 59 mois. Au moins 45 000 enfants de moins de 5 ans – soit 82 pour cent de l'objectif initial pour 2011 – ont reçu un traitement pour malnutrition aiguë sévère. L'accès à l'éducation en matière de WASH (eau, assainissement et hygiène) a été fourni à hauteur de 95 pour cent de l'objectif, soit 370 000 personnes dans des zones à haut risque. Une campagne sur les services de prévention, traitement, soins et soutien relatifs au VIH a dépassé les chiffres prévus, atteignant 380 000 jeunes adultes, dont près de 40 000 femmes enceintes, et plus de 30 000 personnes ont eu accès aux services de conseil et dépistage du VIH. Conformément aux prévisions, plus de 400 enfants séparés de leur famille ont été identifiés et rendus à leur famille, et près de 200 enfants associés à des groupes armés sont retournés dans leur famille. Plus de 30 000 enfants (60 pour cent de l'objectif annuel) ont eu accès à 221 espaces d'apprentissage protégés et ils sont plus de 300 000 à avoir reçu du matériel éducatif d'urgence. Une formation au soutien psychologique a été dispensée à 2 500 enseignants et près de 1 500 membres de la communauté.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

16 034 000	Nutrition
10 940 000	Santé
7 882 000	WASH
5 916 000	Protection de l'enfance
15 323 000	Éducation
541 000	Réduction des risques de catastrophe
5 864 000	Coordination des groupes sectoriels
62 500 000	TOTAL



Somalie

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les conflits et l'insécurité qui caractérisent la Somalie depuis les vingt dernières années sont aujourd'hui aggravés par les effets néfastes de la pire famine qu'ait connue le pays en 17 ans. Quatre millions de personnes, dont 2 millions d'enfants, ont un besoin immédiat de sécurité des approvisionnements alimentaires et d'aide aux moyens d'existence¹. Trois millions d'entre elles vivent dans le sud, contrôlé par Al-Shabaab, où le niveau élevé d'insécurité limite l'accès humanitaire.

Les taux de malnutrition aiguë illustrent une situation presque inimaginable : 30 pour cent des enfants de moins de 5 ans, dont les trois quarts vivent dans le sud, souffrent de malnutrition aiguë². L'aggravation de la crise entraîne une propagation de la diarrhée aqueuse aiguë et du choléra due au manque d'eau salubre et de structures d'assainissement. Au cours des deux premières semaines d'octobre, plus de 906 cas suspects de rougeole ont été enregistrés (dont 711 cas d'enfants de moins de 5 ans) et 20 décès signalés dans le sud et le centre de la Somalie, ainsi que 1 206 cas suspects de paludisme, dont 706 cas d'enfants de moins de 5 ans et 6 décès³. La scolarité des enfants est perturbée et les violations des droits de l'homme s'intensifient, principalement en raison des déplacements et du conflit.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF intensifie son action en 2012 en coordination avec les autorités locales et plus d'une centaine d'organisations nationales et internationales partenaires, tout en dirigeant les groupes sectoriels pour l'éducation, la nutrition ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et le sous-groupe sectoriel pour la protection de l'enfance.

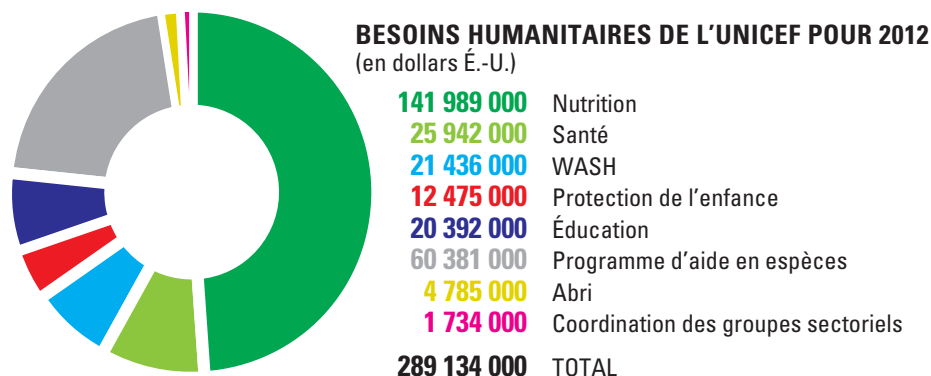
- Environ 145 000 enfants souffrant de malnutrition sévère et 180 000 de malnutrition modérée seront traités et un approvisionnement permanent en suppléments alimentaires sera fourni à 200 000 foyers par mois.
- Diverses interventions sanitaires seront mises en place lors des Journées de la santé de l'enfant pour 1,8 million d'enfants de moins de 5 ans et 2 millions de femmes en âge de procréer, notamment la vaccination contre la rougeole, la poliomyélite et le tétanos ainsi que la distribution de vitamine A et de vermifuges.
- Les centres de santé maternelle et infantile recevront des traitements pour 5,6 millions d'enfants et 1 million de femmes; une bonne prise en charge des cas assurera la riposte aux flambées de rougeole, de choléra et de diarrhée aqueuse aiguë.
- Quelque 2,2 millions de personnes auront accès à l'eau salubre et des latrines seront construites pour 96 000 adultes et 24 000 enfants.
- Environ 50 000 foyers vulnérables recevront des espèces ou des bons pour des produits de première nécessité comme des aliments, de l'eau ou encore des soins de santé.
- Environ 400 000 enfants auront accès à l'éducation et à des services permettant de sauver des vies, y compris ceux qui se trouvent dans des camps de personnes déplacées et dans les communautés d'accueil, et 100 000 enfants recevront des bons d'alimentation durant l'année scolaire.
- Quelque 300 000 enfants touchés par le conflit, la famine et les déplacements bénéficieront d'un soutien psychologique (100 000 d'entre eux dans des espaces amis des enfants).
- Quelque 250 000 victimes de violence sexiste bénéficieront d'un soutien et une aide à la réintégration sera fournie à 1 000 enfants qui étaient associés à des groupes armés.
- Environ 240 000 personnes, dont 160 000 enfants, recevront un abri et d'autres fournitures d'urgence essentielles.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

S'alignant sur la Procédure d'appel global (CAP), l'UNICEF demande 289 134 000 dollars É.-U. pour fournir de toute urgence les services de base nécessaires aux enfants et femmes de Somalie. En l'absence d'un gouvernement totalement opérationnel, l'UNICEF et ses partenaires sont les principaux prestataires de services de base, et les enfants sont exposés à un risque important de famine et de maladie si ces services font défaut. L'absence de financement se traduira par un risque de pénurie de médicaments dans les centres de santé et par l'incapacité pour de nombreuses écoles de fonctionner. Les enfants seront exposés à des risques accrus si l'UNICEF ne peut répondre aux besoins humanitaires croissants à l'échelle requise.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/somalia.

1. Food Security and Nutrition Analysis Unit – Somalia, 'Nutrition Analysis Post Gu 2011 – Technical Series Report no. VI, vol. 42', Nations Unies Somalie, Nairobi, 8 octobre 2011, p. 1.
2. Food Security and Nutrition Analysis Unit – Somalia, 'Nutrition Analysis Post Gu 2011, Technical Series Report no VI, vol. 41', Nations Unies Somalie, Nairobi, 28 septembre 2011, p. 9.
3. Organisation mondiale de la Santé, 'Somalia Emergency Health Update – Weekly Highlights 15–21 octobre 2011, OMS, Genève, p. 3.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 247 402 422 dollars É.-U., soit 86 pour cent de la somme demandée de 287 438 693 pour ses activités en 2011. Ce financement a permis à l'UNICEF de traiter plus de 110 000 enfants souffrant de malnutrition sévère (sur les 155 000 prévus), et de distribuer à plus de 85 000 foyers (contre 200 000 prévus) des rations alimentaires mensuelles par le biais de l'approvisionnement permanent en suppléments alimentaires. Environ 1,4 million de personnes, dont 440 000 enfants de moins de 5 ans, ont accès à 400 établissements de santé. Sur les 2,9 millions prévus à l'année, près de 1,5 million d'enfants âgés de 6 mois à 15 ans ont été vaccinés contre la rougeole depuis janvier. La chloration, l'approvisionnement en eau par camion et la construction ou la rénovation des sources d'eau ont bénéficié à environ 1,5 million de personnes. Près de 13 000 foyers ont reçu une subvention en espèces ou un bon d'alimentation. Plus de 368 000 enfants ont été inscrits dans les quelque 1 600 écoles soutenues par l'UNICEF dans le sud, comprenant des écoles pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des écoles communautaires. Plus de 31 000 enfants ont bénéficié de la création de 325 espaces amis des enfants sur les 353 prévus dans les camps de personnes déplacées, les points de transit, et les communautés d'accueil dans les régions touchées par la famine.



Zimbabwe

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Alors que le Zimbabwe peine à se remettre d'une profonde crise socio-économique due à une hyperinflation massive, à une instabilité politique et aux déplacements, les sécheresses saisonnières, les inondations et les flambées de maladies liées à l'eau et au manque d'assainissement et d'hygiène récurrentes continuent d'entraver les efforts de développement. Face à l'impact de ces événements sur un pays dont le secteur des services sociaux est dégradé, la majeure partie de la population est en danger et a besoin d'une aide humanitaire.

Aujourd'hui, plus de 4 millions de personnes vivent dans des endroits présentant un risque élevé de maladies à transmission hydrique en raison de sources d'eau insalubres, d'un assainissement médiocre et d'une mauvaise hygiène¹ et près de la moitié de la population des zones rurales pratique la défécation à l'air libre². L'insécurité alimentaire chronique reste un problème urgent pour 3,5 millions de filles et garçons vivant en dessous du seuil de pauvreté³, qui risquent des problèmes de santé et un retard de croissance en raison d'un accès nettement diminué à l'ensemble des services et protections de base. Le taux de prévalence du VIH et du SIDA de 13,9 pour cent reste l'un des plus élevés au monde⁴. Un ensemble de facteurs complexes aboutit à l'augmentation de la population « d'enfants en déplacement », vulnérables à la violence, à l'exploitation et aux sévices.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Alors que le Zimbabwe est engagé dans une transition vers le relèvement, l'UNICEF continuera son action pour atténuer et prévenir les crises liées à un secteur des services sociaux affaibli. L'UNICEF va également renforcer les capacités à réagir rapidement aux catastrophes naturelles récurrentes qui balaient si souvent les acquis en matière de développement et jouera un rôle prédominant en coordonnant et co-dirigeant les groupes sectoriels pour la nutrition, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), en collaboration avec les ministères compétents. Cette année, les interventions humanitaires de l'UNICEF atteindront environ 300 000 personnes, dont 156 000 femmes et enfants.

- L'UNICEF fournira des soins vitaux à 12 000 femmes et enfants sous-alimentés, garantira la fourniture des services de santé nécessaires en distribuant des médicaments et du matériel médical à plus de 10 000 personnes en situation d'urgence et continuera à soutenir le programme de prévention, traitement et soins du VIH /SIDA dans le pays⁵.
- L'UNICEF et ses partenaires vont constituer des stocks préalables afin de garantir une riposte rapide aux urgences liées à l'eau et au manque d'assainissement et d'hygiène, notamment les flambées de choléra, une maladie endémique dans environ 20 districts. L'UNICEF fournira de l'eau potable et des structures d'assainissement et travaillera avec ses partenaires afin de promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène dans les centres de santé et les écoles, ainsi que dans 100 000 foyers à risque.
- L'UNICEF soutiendra l'amélioration de la collecte des données et de la coordination dans le secteur de l'éducation, ce qui permettra de prévenir, d'atténuer ou de faire face à l'interruption des services éducatifs. L'accès continu à une éducation de qualité pour tous les enfants sera garanti, en privilégiant les orphelins et les autres enfants vulnérables.
- L'UNICEF fera en sorte que des services complets de protection de l'enfance soient fournis à au moins 12 000 « enfants en déplacement » vulnérables, pour les garçons comme pour les filles, les enfants réfugiés et d'autres enfants en danger ou exposés à la violence, à l'exploitation et aux mauvais traitements.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 24 600 000 dollars É.-U. pour poursuivre son action humanitaire au Zimbabwe. En l'absence d'un financement suffisant, les efforts pour prévenir les crises émergentes seront sérieusement limités, et les conséquences iront de la propagation du choléra à l'exploitation et aux mauvais traitements des adolescents et enfants à risque.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/zimbabwe.

1. Estimation de l'UNICEF fondée sur UNICEF 'Diarrhoea Prevention Campaign – Draft Concept Note', 30 novembre 2011.
2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Gouvernement du Zimbabwe, 'A Situational Analysis on the Status of Women's and Children's Rights in Zimbabwe, 2005 – 2010: A call for reducing disparities and improving equity', UNICEF, 18 mars 2011, p. 73.
3. Ibid., p. 13.
4. Ibid., p. 35.
5. Les besoins de financement pour les activités liées au VIH/SIDA sont rationalisés dans la réponse sectorielle.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

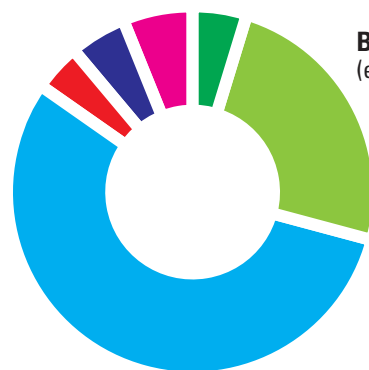
En 2011, l'UNICEF a demandé 119 973 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire au Zimbabwe. Fin octobre 2011, 15 393 309 dollars avaient été reçus, soit 13 pour cent de l'objectif, avec un financement supplémentaire reçu pour des activités de transition. L'UNICEF a fourni 80 pour cent d'un ensemble convenu de médicaments essentiels aux établissements de santé dans le pays. Des fournitures de base pour les soins obstétricaux ont été distribuées à 700 établissements de santé, et il existe désormais 16 écoles de sages-femmes capables de former chacune 40 sages-femmes supplémentaires par an.

Dans les districts sujets aux flambées de choléra, 60 000 familles ont reçu des produits d'hygiène, comme du savon et des seaux, et 20 000 personnes victimes de situations d'urgence ont reçu de l'eau salubre, ce qui a permis de réduire considérablement les cas de choléra.

L'UNICEF a renforcé l'accès aux services juridiques et de soutien pour 25 000 jeunes rescapés de la violence. Environ 500 filles et garçons en déplacement ont été protégés grâce à des partenariats avec les gouvernements et les organisations internationales.

L'UNICEF a participé aux évaluations de 2 500 écoles, qui ont révélé qu'un tiers d'entre elles nécessitait une attention urgente en raison de graves dégâts dus à des tempêtes ou à des inondations.

Conjointement avec des agences gouvernementales et des partenaires internationaux, l'UNICEF a intensifié les interventions d'urgence et renforcé les efforts dans les groupes sectoriels pour la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et l'éducation, ce dont ont bénéficié près de 2,9 millions de garçons et 3 millions de filles au niveau national.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

1 200 000	Nutrition
6 000 000	Santé
13 700 000	WASH
1 000 000	Protection de l'enfance
1 200 000	Éducation
1 500 000	Coordination des groupes sectoriels
24 600 000	TOTAL

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Afrique de l'Ouest et centrale

CÔTE D'IVOIRE • LIBÉRIA • NIGER • RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE •
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO • TCHAD





Afrique de l'Ouest et centrale

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les situations d'urgence représentent une menace croissante à la stabilité et au développement de la région. En 2011, l'instabilité politique et l'insécurité se sont nettement aggravées, et les Etats déjà fragiles de cette région sont mal équipés pour gérer ce genre de situations. Les épidémies touchent presque tous les pays et le changement climatique alourdit l'impact des sécheresses, des crises nutritionnelles et des inondations. La crise économique globale exerce davantage de pression sur les prix alimentaires. Les catastrophes naturelles et anthropiques multiplient les besoins et font des ravages en matière d'infrastructures et d'accès aux services de base, accélérant la propagation des épidémies.

Parmi les préoccupations immédiates en matière d'épidémies figurent les flambées de choléra autour du bassin du Lac Tchad et à l'ouest de la République démocratique du Congo; pour les trois premiers trimestres de 2011, plus de 85 000 cas de choléra étaient signalés, avec 2 500 décès¹ en Afrique de l'Ouest et centrale, soit l'une des pires épidémies de choléra dans l'histoire de la région. Les suites des élections au Libéria et les élections prévues en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Libéria, au Sénégal et en Sierra Leone pourraient entraîner de graves tensions. L'instabilité s'aggrave dans la région du Sahel, alimentée par le printemps arabe, les événements en Libye, les activités croissantes d'Al Qaida au Maghreb islamique et de Boko Haram. Dans ce contexte, les besoins humanitaires des enfants et des femmes dans la région sont de plus en plus importants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Bureau régional

Le bureau régional de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest et centrale continuera d'appuyer les activités des bureaux de pays en 2012, en leur fournissant une coordination technique et en les aidant à améliorer leur préparation, l'objectif étant d'atteindre les enfants et les femmes vulnérables de la région.

- L'UNICEF améliorera et renforcera les interventions en situation d'urgence dans la région et augmentera le pouvoir de décaissement aux fins d'intervention rapide afin de permettre une évaluation rapide des besoins multisectoriels dès le début des crises.
- Le bureau régional surveillera les crises nutritionnelles et appuiera des activités de prévention, avec des interventions pour la survie, afin de réduire les risques pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes.
- L'équipe régionale WASH renforcera la préparation nationale et communautaire via la promotion de l'hygiène. Des messages seront développés dans les langues locales au sujet des épidémies de choléra, afin d'améliorer la perception et la compréhension de l'épidémie.
- Afin de pré-positionner les kits médicaux et les vaccins le plus efficacement possible, l'UNICEF localisera les régions à haut risque pour le choléra, avec un accent sur les régions centrales et côtières (Bénin, Cameroun, Tchad, Guinée, Guinée-Bissau, Niger, Nigéria et Togo) et celles exposées à la rougeole et la méningite (Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Niger et Nigeria).
- Le bureau régional fournira une aide technique pour l'éducation dans les situations d'urgence, axée sur l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et de conflit aux politiques du secteur de l'éducation.
- La protection de l'enfance sera axée sur l'appui aux enfants séparés de leurs familles, la libération et la réintégration des enfants associés aux groupes armés et sur un meilleur accès aux services de protection de base, en particulier pour les victimes de violences sexistes.

Cameroun

Le pays ne s'est pas encore remis de l'épidémie de choléra de mai 2010, qui a refait surface en 2011, touchant plus de 16 000 personnes. En 2012, les actions de prévention du choléra cibleront 50 établissements sanitaires de district, les interventions de soins communautaires permettront d'aider 10 000 personnes, et 10 000 personnes supplémentaires recevront un traitement clinique. Environ 5 000 enfants et femmes seront protégés de la méningite par vaccination et au moins 28 880 enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition sévère seront traités pour sous-nutrition.

République du Congo

La propagation d'épidémies comme le choléra et la polio et l'exposition accrue aux maladies infectieuses font encore planer une menace mortelle sur 766 000 femmes et 1,4 million d'enfants dans les départements de Brazzaville, Cuvette, Likouala, Plateaux, Pool et Pointe Noire. Afin de minimiser cette crise, 470 000 enfants de 6 mois à 15 ans seront vaccinés contre la rougeole, dont des enfants appartenant aux 125 000 réfugiés de la République démocratique du Congo. L'accès à l'eau salubre et à l'assainissement sera assuré via la distribution de kits de filtres à eau et la construction de points d'eau et de latrines sur les sites pour réfugiés. Une sensibilisation aux pratiques sûres en matière de traitement de l'eau domestique et d'hygiène personnelle sera réalisée dans les régions à haut risque.

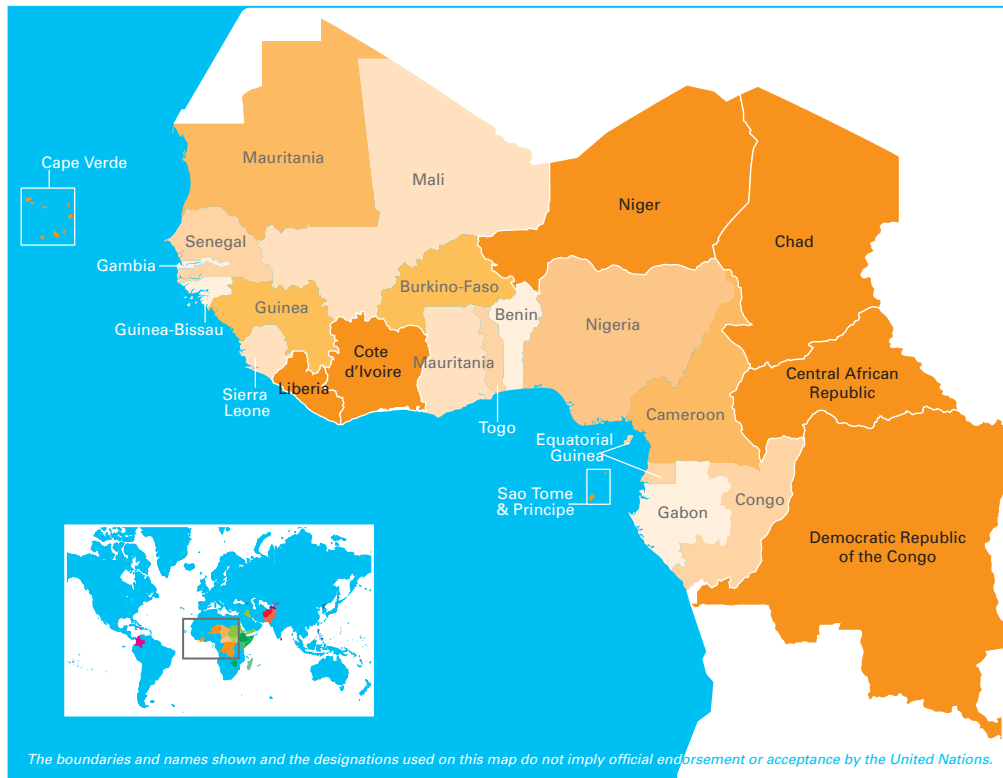
Ghana

Les interventions humanitaires prioritaires pour 2012 seront axées sur les inondations dans trois régions du nord et sur la satisfaction des besoins des réfugiés de Côte d'Ivoire, ciblant environ 25 000 personnes. Les principales interventions WASH incluront la distribution de kits familiaux pour l'hygiène et l'eau, l'installation de toilettes portables et la construction de latrines ainsi que la promotion de l'hygiène. En matière d'éducation, l'accent sera mis sur l'approvisionnement en fournitures scolaires, en matériel d'apprentissage et d'enseignement ainsi que sur la transmission de messages clé liés à la promotion de comportements sains. En santé et nutrition, les principales interventions concerneront l'approvisionnement en moustiquaires imprégnées d'insecticide, en trousseaux de santé, en médicaments de base, en sels de réhydratation orale, en suppléments de vitamine A et

1. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, « Afrique de l'Ouest et centrale : épidémie de choléra », OCHA, New York, octobre 2011.

Les situations d'urgence représentent une menace croissante à la stabilité et au développement de la région. En 2011, l'instabilité politique et l'insécurité se sont nettement aggravées, et les Etats déjà fragiles de cette région sont mal équipés pour gérer ce genre de situations. Les épidémies touchent presque tous les pays et le changement climatique alourdit l'impact des sécheresses, des crises nutritionnelles et des inondations.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE



en alimentation thérapeutique. Grâce à son soutien aux clubs d'enfants et aux organisations communautaires, l'UNICEF apportera un appui psychologique aux enfants affectés par les crises.

Guinée

Le risque que la situation humanitaire empire est élevé en raison des prochaines élections législatives, qui risquent d'accroître les tensions et d'entraîner des violations des droits de l'homme, des déplacements internes et une interruption de l'accès aux nécessités et services de base. De plus, des troubles politiques et militaires persistent, ainsi que des conflits intercommunaux, des flux de réfugiés des pays voisins et des inondations récurrentes lors de la saison des pluies (de mai à octobre) avec un risque endémique de choléra. Les domaines prioritaires d'intervention de l'UNICEF seront la protection de l'enfance, WASH et la santé, ainsi que le renforcement de la coordination humanitaire.

Mauritanie

L'UNICEF traitera 10 000 enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë². Quelque 48 000 enfants âgés de 6 à 24 mois seront intégrés à des programmes alimentaires où ils recevront des suppléments nutritionnels et des aliments thérapeutiques. La promotion des pratiques alimentaires pour le nourrisson et le jeune enfant, la distribution de suppléments en vitamine A et le déparasitage seront soutenus. Le secteur de l'éducation renforcera la formation et sensibilisera à la prévention, la préparation et l'intervention en situation d'urgence humanitaire. La protection de l'enfance sera axée sur la prévention et l'intervention dans le cadre des séparations familiales et des violences sexistes, l'appui aux systèmes de protection de l'enfance et l'accès à des services intégrés pour les enfants vulnérables.

Nigéria

L'UNICEF assurera une réponse immédiate au choléra en fournissant des fournitures médicales de base pour la survie et en appuyant l'approvisionnement et l'utilisation d'eau potable salubre, le traitement sûr des excréments, et la distribution de kits familiaux pour 75 000 personnes affectées par les inondations, 30 000 personnes affectées par le choléra et 150 000 personnes déplacées, en plus de la promotion de bonnes pratiques de lavage des mains dans les pays exposés au choléra. En outre, environ 150 000 enfants souffrant de malnutrition recevront des suppléments nutritionnels essentiels, dont des aliments thérapeutiques, et les agents sanitaires communautaires de 100 centres alimentaires seront formés à la gestion des cas de malnutrition aiguë. L'UNICEF établira 50 espaces scolaires sûrs pour 15 000 enfants touchés par les inondations et la violence. L'UNICEF continuera de renforcer et soutenir les réseaux communautaires de protection de l'enfance dans les pays exposés aux situations d'urgence grâce à des formations sur les lois nationales/internationales relatives aux droits de l'homme et des enfants, la protection de l'enfance en situation d'urgence, les enfants dans les conflits armés et d'autres sujets sur la protection. L'UNICEF s'occupera également de la santé des enfants et fournira des suppléments de vitamine A ainsi que des vaccins contre la polio et la rougeole.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En octobre 2011, 27 349 261 dollars É.-U. avaient été reçus alors que 18 044 000 dollars avaient été sollicités en 2011. Ce financement a permis à l'UNICEF d'accroître ses interventions essentielles pour plus de 325 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë au Sahel. Quelque 320 000 personnes ont également pu être vaccinées contre la méningite au Tchad. Une campagne promouvant des messages clé sur les épidémies a été réalisée pour les populations affectées du Cameroun, du Tchad et du Mali. L'UNICEF est intervenu rapidement et efficacement face à la crise de choléra au Cameroun en promouvant une meilleure hygiène, facilitant l'accès à l'eau salubre, aux services d'assainissement et aux soins. Les stocks sous-régionaux ont permis d'appuyer les pays lors des urgences à petite échelle, et des formations de préparation aux situations d'urgence ont été menées au Bénin, au Tchad, en Guinée, au Libéria et au Mali. Le bureau régional a appuyé l'intégration de l'éducation dans les situations d'urgence aux programmes et budgets nationaux du secteur de l'éducation. Les gouvernements, les institutions internationales et les bureaux de pays ont été formés pour minimiser les perturbations dans l'activité scolaire lors des situations d'urgence au Bénin, en Gambie, au Ghana, en Mauritanie, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo. Les forces de police et des partenaires gouvernementaux ont reçu une formation sur la protection des enfants séparés de leurs familles dans les régions de déplacement (Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Sénégal, Sierra Leone et Togo).

2. D'après l'étude SMART sur la nutrition de juillet 2011, la prévalence de la malnutrition aiguë excède 15 pour cent dans quatre régions du pays (Étude SMART sur la nutrition en Mauritanie, juillet 2011).



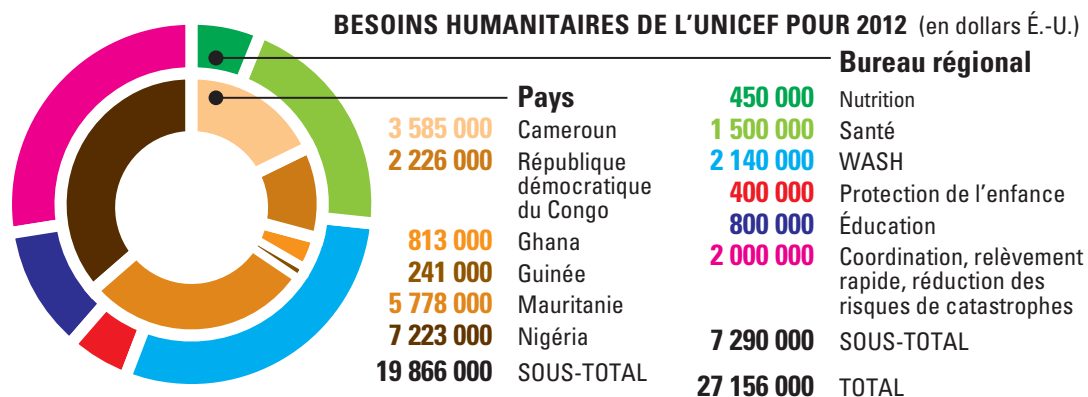
Afrique de l'Ouest et centrale (suite)

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF sollicite 27 156 000 dollars É.-U. pour fournir un appui technique et une coordination dans le cadre du travail humanitaire en Afrique de l'Ouest et centrale en 2012. Cela comprend 19 866 000 dollars É.-U. pour appuyer les pays dont le détail individuel n'est pas donné dans cette publication Action humanitaire pour les enfants, dont le Cameroun, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie, le Nigéria et la République du Congo³.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau régional www.unicef.org/wcaro.

3. Pour un tableau plus détaillé sur le financement, veuillez consulter www.unicef.org/hac2012.





Côte d'Ivoire

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La violence et les troubles qui ont suivi les élections présidentielles en novembre 2010 se sont soldés par 3 000 décès¹ et près d'1 million de personnes déplacées². D'après les estimations, 500 000 personnes sont retournées chez elles mais éprouvent des difficultés à reprendre une vie normale dans des zones où les soulèvements ont eu raison des infrastructures³. La crise n'a pas seulement affaibli les infrastructures nationales : le système éducatif et les mécanismes communautaires et institutionnels de protection de l'enfance ont également été affectés. En outre, la santé globale d'une population déjà vulnérable s'est aggravée lorsque des épidémies de polio et de rougeole se sont propagées à travers le pays, l'accès aux installations de santé s'étant considérablement réduit et les médicaments essentiels étant moins disponibles. Plus de 194 000 personnes, dont 25 000 se trouvent dans des sites et des camps pour personnes déplacées dans leur propre pays, continuent d'être déplacées⁴; 187 000 réfugiés ivoiriens se trouvent dans les pays voisins, dont 159 000 au Libéria⁵. Parmi les personnes les plus exposées aux risques, figurent 440 000 personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire, dont plus de 50 000 enfants et quelque 22 000 femmes enceintes⁶.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF est le chef de file des groupes sectoriels pour l'éducation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), ainsi que du sous-groupe sectoriel pour la protection de l'enfant. En 2012, l'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement ivoirien et d'autres organismes internationaux, viendra en aide à 8 millions de personnes.

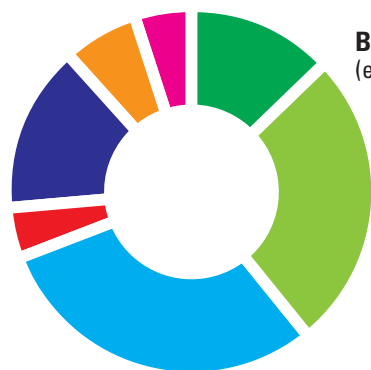
- La santé globale de 7 millions d'enfants de moins de 5 ans fera l'objet d'interventions à impact élevé, notamment des campagnes contre la polio et la rougeole, la supplémentation en vitamine A et les traitements vermifuges.
- L'UNICEF soutiendra le traitement de 12 000 enfants souffrant de malnutrition sévère aiguë dans 20 centres d'hospitalisation et 200 centres ambulatoires et assurera, auprès de 100 000 personnes s'occupant d'enfants, la promotion de pratiques saines en matière d'alimentation du jeune enfant et du nourrisson.
- Afin de réduire les taux de diarrhée, l'UNICEF rétablira les services ruraux d'approvisionnement en eau pour 200 000 personnes déplacées dans leur propre pays en renforçant les systèmes de gestion de l'eau et en promouvant l'hygiène. En tout, 400 000 personnes bénéficieront de la promotion de l'assainissement et d'interventions communautaires, auxquelles s'ajouteront des activités de lutte contre la malnutrition. Le programme pour la prévention et la contention du choléra visera à atteindre 1 million de personnes à Abidjan et dans les zones à haut risque.
- L'UNICEF soutiendra des espaces d'apprentissage au sein des sites de réinstallation et des écoles institutionnelles via des fournitures pédagogiques d'urgence et la formation d'instituteurs. L'UNICEF remettra en état au moins 50 écoles et y distribuera des fournitures scolaires, tout en apportant un soutien aux enseignants dans les zones affectées par la crise.
- L'UNICEF renforcera les systèmes d'identification, de documentation, de traçage et de réunification avec le système interorganisations de gestion de l'information sur la protection de l'enfance au profit de plus de 2 000 familles séparées et renforcera l'assistance psychosociale apportée à au moins 30 000 enfants affectés par le conflit. Le renforcement des réseaux d'action pour la protection de l'enfance permettra de prévenir la violence à l'égard des enfants et de venir en aide à au moins 1 500 enfants victimes de la violence et de la maltraitance.
- L'UNICEF formera les membres d'organisations de proximité et renforcera leurs capacités à fournir des services de soins et de prévention, notamment la gestion des maladies courantes à l'échelle communautaire, le dépistage actif du VIH pendant la grossesse et l'observation de la prise de médicaments, ainsi que l'enseignement de compétences nécessaires à la vie courante sur le VIH et la santé reproductive, qui profiteront à 500 000 adolescents et 500 000 femmes.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 26 929 000 dollars É.-U. pour poursuivre ses activités humanitaires en Côte d'Ivoire. Un financement incomplet risque de ne pas permettre de répondre efficacement aux besoins urgents des femmes et des enfants ivoiriens, qui se trouvent dans une phase de transition suite aux troubles qui ont suivi l'élection.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/cotedivoire.

1. Nations Unies, Vingt-huitième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire – S/2011/387, Nations Unies, New York, 24 juin 2011, p. 10.
2. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « A New Displacement Crisis in West Africa », disponible en anglais sur le site www.unhcr.org/pages/4d831f586.html.
3. OXFAM, Conseil danois pour les réfugiés, CARE, « Towards Durable Solutions for Displaced Ivoirians: Joint Briefing Paper », 11 octobre 2011, p. 5.
4. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, « European tour to raise funds for humanitarian action in Côte d'Ivoire », communiqué de presse, OCHA, Genève/Abidjan/New York, 19 octobre 2011.
5. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Côte d'Ivoire Situation Update No. 35 », HCR, Genève, 10 octobre 2011, p. 3.
6. Secrétariat du Conseil national de lutte contre le SIDA, « Rapport national UNGASS, 2010 Côte d'Ivoire : janvier 2008 – décembre 2009 », Conseil national de lutte contre le SIDA, Abidjan, mars 2010, p. 14.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

3 200 000	Nutrition
6 527 000	Santé
7 500 000	WASH
3 152 000	Protection de l'enfance
3 700 000	Éducation
1 650 000	VIH et SIDA
1 200 000	Coordination des groupes sectoriels
26 929 000	TOTAL

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre, l'UNICEF avait reçu la moitié des 22 383 121 dollars É.-U. sollicités, ce qui lui a permis d'améliorer les perspectives des femmes et des enfants et d'obtenir des résultats clés.

Suite aux flambées de polio et de rougeole, l'UNICEF a mené des campagnes de vaccination dans 13 districts affectés. Tous les enfants de moins de 5 ans (7 millions) ont été vaccinés contre la polio et tous les enfants âgés de 6 mois à 5 ans (467 000) contre la rougeole. Quelque 78 pour cent des 13 000 enfants soignés pour malnutrition aiguë sévère sont aujourd'hui totalement rétablis. Au moins 6,5 millions d'enfants ont reçu des comprimés vermifuges et des suppléments en vitamine A. Environ 7 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées.

L'UNICEF a amélioré la situation de la population affectée par le conflit en construisant des toilettes et des douches d'urgence pour plus de 500 000 personnes; quelque 530 000 personnes déplacées dans leur propre pays ou rapatriées ont eu accès à l'eau potable. Des écoles institutionnelles ont accueilli au moins 39 000 élèves et plus de 20 000 enfants ont participé à des activités pédagogiques dans des espaces d'enseignement provisoires. Après la crise, 97 pour cent des écoles ont rouvert leurs portes et 55 espaces récréatifs adaptés aux enfants ont été créés pour apporter un soutien psychosocial à plus de 10 400 enfants.

Dans le cadre d'une stratégie accélérée pour le développement et la survie des enfants, 8 millions de personnes ont été familiarisées aux pratiques familiales essentielles (allaitement exclusif au sein, lavage des mains avec du savon, utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de solutions de réhydratation orale contre la diarrhée).



Libéria

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2011, les communautés libériennes frontalières avec la Côte d'Ivoire ont accueilli un afflux important de réfugiés fuyant les violences consécutives aux élections ivoiriennes. Les enfants et les femmes représentent 80 pour cent des plus de 176 000 réfugiés qui vivent désormais dans les camps et les communautés hôtes où ils ont été accueillis par environ 241 000 Libériens au cours de l'année passée¹. Malgré les tentatives visant à orienter les réfugiés vers les camps et les communautés d'accueil choisies pour des raisons de sécurité et d'accès aux services, la majorité d'entre eux reste dispersée le long de la frontière. Le besoin critique de lieux d'accueil leur offrant des services de base a été entravé par l'absence de financement suffisant dans le cadre du Plan d'action humanitaire d'urgence 2011 pour le Libéria. Les femmes et les enfants concernés courent donc des risques plus importants en termes de malnutrition, de maladies diarrhéiques et infectieuses, de VIH/SIDA, d'absence de protection sociale et d'interruption de la scolarisation.

Alors qu'une stabilisation de la population réfugiée est attendue pour 2012, une réponse éclairée et délibérée sera nécessaire afin d'offrir un soutien adapté aux réfugiés et aux communautés d'accueil libériennes vulnérables touchées par la crise.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF est chef de file des groupes sectoriels pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et pour la nutrition, ainsi que du sous-groupe pour la protection de l'enfance. Il co-dirige également le groupe sectoriel chargé de l'éducation aux côtés de Save the Children et apporte un soutien aux mécanismes de coordination et d'intervention en matière de santé et de VIH/SIDA. En 2012, l'UNICEF continuera à intensifier ses efforts pour répondre non seulement aux besoins des femmes et des enfants réfugiés, mais aussi à ceux des communautés d'accueil.

- L'UNICEF prendra en charge environ 4 000 cas prévisionnels de malnutrition sévère aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, distribuera des aliments à haute teneur énergétique et des micronutriments à plus de 4 000 enfants atteints de malnutrition modérée et assurera la promotion de pratiques optimales en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
- L'UNICEF continuera à soutenir les populations d'accueil et les populations réfugiées par le biais d'équipes locales de santé et d'ONG, en apportant une assistance sanitaire technique, des fournitures, des ambulances et en assurant une mobilisation sociale, au profit d'environ 191 000 femmes et enfants.
- L'UNICEF permettra à 85 000 réfugiés et 100 000 Libériens de bénéficier d'installations d'eau et d'assainissement sûres, propres et accessibles et assurera une promotion active de meilleures habitudes d'hygiène auprès des communautés d'accueil et des écoles ciblées.
- Les efforts de protection de l'enfance permettront d'assurer la prise en charge des enfants séparés de leurs familles pendant les démarches de recherche familiale, en offrant à près de 32 000 enfants à risques, parmi les réfugiés ivoiriens ou les Libériens des communautés d'accueil, un accès à des activités psychosociales et à des lieux dédiés favorisant la stabilité, l'attachement et la résilience.
- L'UNICEF continuera à collaborer étroitement avec le Ministère de l'éducation et ses partenaires afin de garantir l'accès de 80 000 enfants ivoiriens et libériens à une éducation maternelle et primaire adaptée et de qualité. Le programme a également pour objectif l'acquisition par environ 20 000 adolescents ivoiriens et libériens d'aptitudes à la vie quotidienne, de compétences professionnelles et de connaissances liées au VIH et au SIDA.
- Le programme relatif au VIH et au SIDA permettra de délivrer à 80 000 enfants, jeunes et femmes des informations spécifiques et d'offrir à plus de 4 000 femmes et enfants séropositifs l'accès à un traitement et à une prise en charge.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

En 2012 l'UNICEF demande 25 929 000 dollars É.-U. afin d'apporter une réponse continue et multidimensionnelle aux communautés vulnérables, et notamment aux personnes touchées par la crise liée aux réfugiés. L'UNICEF demande un financement adapté pour pouvoir mener à bien ses interventions ciblées à destination des femmes et des enfants vulnérables vivant dans ces zones.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012.

1. Portail Web du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, <http://info.unhcr.org/lr.locsis>, consulté le 19 octobre 2011 et « UNHCR Field Situation Report », Zwedru, Libéria, 14-21 août 2011, p. 2.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF Libéria avait reçu 12 499 236 dollars É.-U., soit 42 pour cent, sur les 29 998 993 dollars É.-U. demandés au titre de ses programmes dans ce pays. Si ce financement a permis à l'UNICEF de délivrer des services essentiels à plus de 100 000 personnes dans près de 100 communautés et 6 camps de réfugiés, il reste des lacunes dans leur mise en œuvre.

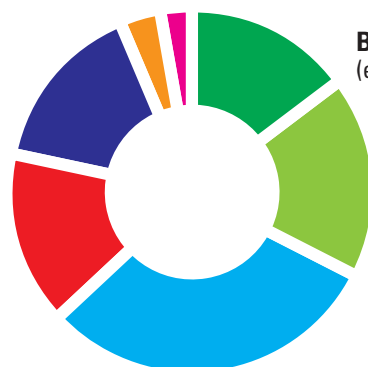
Des structures de coordination sectorielle chargées de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de la nutrition, de l'éducation et de la protection de l'enfance ont été mises en place dans 4 comtés grâce au soutien de plus de 13 donateurs.

Le programme WASH a élargi la couverture en matière de services d'eau et d'assainissement de base dans l'ensemble des zones, en concentrant ses efforts sur la fourniture d'eau potable, de bidons de savon et d'eau, ainsi que sur la construction de latrines dans les communautés concernées, profitant à 102 000 personnes sur les 185 000 ciblées.

Plus de 44 000 enfants ont eu droit à un dépistage de la malnutrition : 2 500 d'entre eux ont été traités pour malnutrition sévère et 3 400 pour malnutrition modérée.

Plus de 1 400 enfants isolés ou séparés de leurs parents ou tuteurs ont bénéficié d'une prise en charge familiale et de services de recherche des familles.

L'UNICEF a pu offrir à un peu plus de 10 000 enfants, sur les 20 000 ciblés, des espaces amis des enfants. Plus de 40 000 enfants ivoiriens et libériens (sur les 96 000 ciblés) ont pu poursuivre leur scolarité de manière ininterrompue dans les zones touchées par les crises.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

3 845 000	Nutrition
4 615 000	Santé
7 918 000	WASH
3 959 000	Protection de l'enfance
3 959 000	Éducation
981 000	VIH et SIDA
652 000	Coordination sectorielle
25 929 000	TOTAL



Niger

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

L'insuffisance des précipitations et les infestations des cultures par des parasites avant la récolte 2011-2012 font craindre d'éventuelles pénuries alimentaires, qui exposeront les familles pauvres du Niger à des risques d'insécurité alimentaire accrue et mettront encore plus en péril l'état nutritionnel des enfants du pays. Selon les chiffres d'une enquête réalisée en 2011, un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre de malnutrition chronique et un enfant de 6 à 23 mois sur cinq est atteint de malnutrition aiguë¹. Chaque année, pendant la saison des pluies, les populations subissent des inondations, en particulier dans les régions bordant le fleuve Niger. La propagation des maladies transmissibles dans la région reste un sujet d'inquiétudes, deux cas de polio ayant été confirmés au Niger cette année. En octobre 2011, 2 126 cas de choléra et 10 510 cas de rougeole avaient par ailleurs été enregistrés depuis le début de l'année². Outre l'intensification du trafic d'armes au nord du pays en raison de la guerre en Libye, le Niger a vu revenir environ 220 000 migrants³, notamment de Libye, phénomène qui a contribué à aggraver les menaces économiques, humanitaires et sécuritaires.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

En tant que chef de file des groupes sectoriels chargés de la nutrition, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et de la protection de l'enfance, l'UNICEF coordonnera les activités entre les différents partenaires afin d'atténuer les effets des catastrophes naturelles et des épidémies, en répondant aux besoins humanitaires des femmes et des enfants. L'UNICEF soutiendra également le renforcement de la résilience des foyers les plus pauvres contre la malnutrition et les maladies, grâce à des activités de prévention, telles que la vaccination et la sensibilisation à l'hygiène.

- L'UNICEF traitera plus de 330 000 enfants de 6 à 59 mois (146 000 filles et 184 000 garçons) souffrant de malnutrition sévère aiguë par une prise en charge de proximité de la malnutrition aiguë.
- En partenariat avec le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF contribuera à limiter les effets de l'insécurité alimentaire pour les jeunes enfants dans les zones les plus touchées, grâce à des opérations de couverture nutritionnelle. Afin d'accroître l'efficacité de ces interventions, des subventions en espèces seront versées aux femmes ayant au moins un enfant de moins de 2 ans.
- En coordination avec le Ministère de la santé et ses partenaires du groupe sectoriel chargé de la santé, l'UNICEF touchera plus de 3,2 millions d'enfants de moins de 5 ans à travers ses efforts de réduction de la mortalité infantile due à la polio, à la rougeole, à la méningite, au paludisme et au choléra.
- L'UNICEF réduira le risque de maladies transmises par l'eau grâce à la mise en place d'installations d'eau potable et d'assainissement pour 140 000 victimes des inondations et du choléra.
- L'UNICEF garantira l'accès de 8 000 femmes et enfants à un soutien psychosocial tenant compte de la problématique hommes-femmes, à des services de réinsertion et à une assistance juridique. La sensibilisation de proximité et le renforcement des capacités des travailleurs humanitaires seront améliorés dans les zones touchées par les catastrophes.
- L'UNICEF formera à la réduction des risques liés aux catastrophes 15 groupes de jeunes, qui travailleront auprès de 20 communautés vulnérables dans des zones inondables. Avec ses partenaires, l'UNICEF apportera un appui à des activités de réduction des risques, désignées comme prioritaires par les communautés et les jeunes.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF Niger demande 30 025 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses activités programmées en 2012 et a aligné sa demande sur les besoins de la Procédure d'appel global de 2012 (CAP). Le non-respect de cet objectif de financement aura de graves répercussions sur le bien-être de dizaines de milliers d'enfants souffrant de malnutrition sévère aiguë et de maladies transmissibles.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/niger.

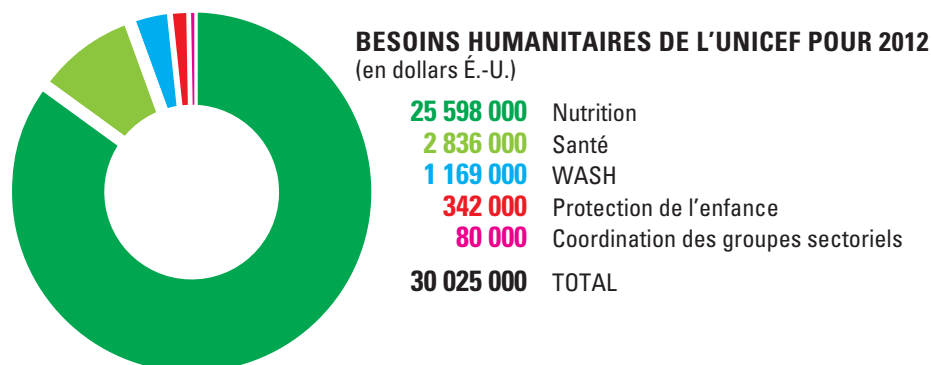
1. Institut national de statistiques, Enquête nationale sur la nutrition, juin 2011.
2. Base de données intégrée de surveillance épidémiologique, Système national d'informations sanitaires, octobre 2011.
3. Note d'information relative aux migrants de Libye et de Côte d'Ivoire, Cellule de coordination du système national d'alerte précoce, octobre 2011.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 16 273 812 dollars É.-U., soit 44 pour cent des 37 062 000 dollars É.-U. demandés pour les programmes au Niger. L'UNICEF a traité plus de 224 000 enfants âgés de 6 à 59 mois pour une malnutrition sévère aiguë, dépassant l'objectif des 200 000 enfants prévus. En collaboration avec le Programme alimentaire mondial et le Gouvernement du Niger, l'UNICEF a mené des interventions alimentaires auprès de 335 000 enfants et 64 000 femmes allaitantes. Il a également mis en œuvre, en partenariat avec Save the Children, un programme de transfert en espèces, qui a bénéficié à près de 21 000 foyers très vulnérables pendant la période de famine.

Fin octobre 2011, 632 000 cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans avaient pu être traités, tandis que 733 641 ont été vaccinés contre la méningite. Quelque 500 000 autres enfants ont bénéficié d'un vaccin contre la rougeole et 57 enfants ont été soignés contre le choléra.

Lors de l'arrivée de plus de 220 000 personnes au Niger en 2011, fuyant les conflits armés en Libye et en Côte d'Ivoire, l'UNICEF a proposé à près de 1 500 Nigériens des consultations et des services psychosociaux dans le centre de transit de Dirkou, géré par l'Organisation internationale pour les migrations, et fourni à 1 000 personnes des installations d'eau et d'assainissement améliorées. Le centre d'Agadez, soutenu par l'UNICEF, a recueilli et assisté 144 femmes et enfants, dont 15 enfants séparés de leurs familles.





République centrafricaine

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Le conflit actuel opposant l'armée, des factions nationales et des groupes armés étrangers bouleverse l'environnement quotidien des femmes et des enfants centrafricains. Environ 192 000 personnes, dont au moins la moitié sont des enfants, sont actuellement déplacées dans leur propre pays¹. L'impact humanitaire du conflit se fait sentir dans toutes les facettes de la vie quotidienne. La destruction des infrastructures empêche l'accès à des services de base en matière d'éducation et de santé. Dans les régions affectées par le conflit, les taux de scolarisation sont très faibles (46 pour cent)²; d'après les estimations, 1 500 enfants ont été recrutés par les groupes armés³. Une enquête nationale récente révèle que 40,7 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et 7,4 pour cent de malnutrition aiguë modérée ou sévère⁴. En octobre 2011, l'épidémie de choléra dans le sud de la capitale a donné lieu à une situation d'urgence sanitaire; 94 cas et 15 décès ont été signalés⁵.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS POUR 2012

En 2012, l'UNICEF assumera la direction des groupes sectoriels pour la nutrition, l'éducation, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) afin de coordonner la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours à l'échelle nationale et infranationale. L'aide humanitaire fournie par l'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement de la République centrafricaine, des ONG et d'autres organismes de l'ONU, vise à réduire les vulnérabilités de 600 000 personnes affectées par le conflit, dont 294 000 enfants.

- Des aliments thérapeutiques et des médicaments seront distribués à 8 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère – environ 80 pour cent du total estimé.
- Dans les zones affectées par le conflit, l'UNICEF contribuera à créer, dans 60 pour cent des établissements de santé, des unités pédiatriques fonctionnelles dotées d'un personnel formé, des fournitures nécessaires et des médicaments essentiels. L'UNICEF aidera en outre 65 centres médicaux à mettre en place des soins néonataux et obstétricaux d'urgence.
- Suite à l'épidémie de choléra du mois d'octobre, l'UNICEF construira ou réhabilitera des points d'eau et des latrines séparées pour les filles et les garçons dans les écoles et les centres médicaux, dont bénéficieront 50 000 enfants et femmes.
- En collaboration avec le Ministère de l'éducation et ses partenaires du groupe sectoriel, l'UNICEF va établir au moins 80 écoles amies des enfants et 9 centres de développement de la petite enfance dans des environnements sûrs qui accueilleront 40 000 enfants, l'objectif étant d'accroître le taux de scolarisation des filles d'au moins 10 pour cent et celui des garçons de 5 pour cent.
- Quelque 45 000 enfants affectés par le conflit, y compris ceux qui sont associés aux groupes armés, vulnérables ou privés de soins parentaux, ainsi que 3 000 victimes de violence sexuelle bénéficieront d'un soutien par le biais d'un programme de réinsertion et de réhabilitation adapté au cas par cas, qui comprend un soutien à la réinsertion socio-économique, éducative et psychologique, ainsi que des soins médicaux.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

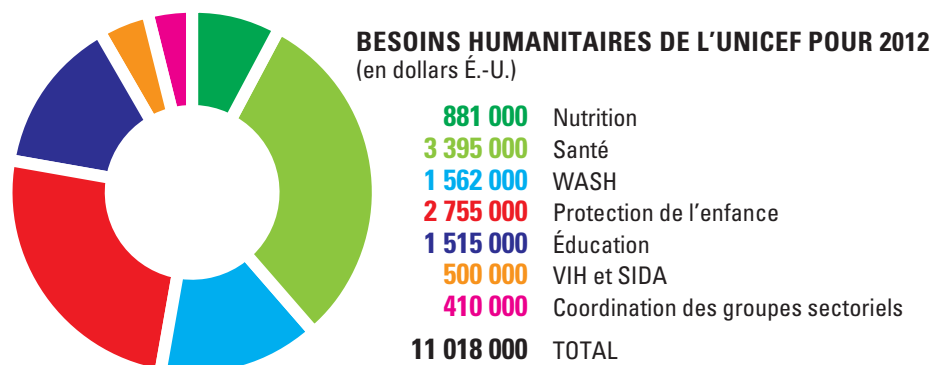
L'UNICEF sollicite 11 018 000 dollars É.-U. pour apporter une réponse intégrée à la crise que traverse la République centrafricaine. Afin de satisfaire les besoins élémentaires et de réaliser les droits des femmes et des enfants affectés par le conflit actuel, un financement adéquat dans tous les secteurs est crucial. Cette demande est conforme aux conditions du Processus d'appel global (CAP) de 2012.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012.

1. Observatoire des situations de déplacement interne, « Central African Republic: New displacement due to ongoing conflict and banditry », IDMC, Genève, 1 décembre 2010, p. 24, [www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/httpInfoFiles/95AEC93671A035E7C12577EC003BE9EE/\\$file/CAR++Dec+2010.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/httpInfoFiles/95AEC93671A035E7C12577EC003BE9EE/$file/CAR++Dec+2010.pdf), consulté le 15 novembre 2011.
2. Ministère de l'Éducation de la République centrafricaine, « Annuaire statistique de l'éducation nationale 2010–2011 », Ministère de l'éducation, Bangui, République centrafricaine, p. 32.
3. Conseil danois pour les réfugiés, « Evaluation Mission of the Situation of Children in Community Self-Defense Groups », Conseil danois pour les réfugiés, Copenhague, Mai 2011, p. 3.
4. Institut centrafricain des statistiques, des études économiques et sociales, « Multiple Indicator Cluster Surveys – Round 4: Preliminary results », Bangui, République centrafricaine, mai 2011, p. 2.
5. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Cas de choléra en République centrafricaine, semaine 40 », bureau de l'UNICEF en République centrafricaine, Bangui, 12 octobre 2011

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'UNICEF estimait que 11 763 000 dollars É.-U. étaient nécessaires au financement de ses activités humanitaires en République centrafricaine. Fin octobre 2011, le Fonds avait reçu 5 857 564 dollars É.-U., soit 50 pour cent. L'UNICEF a obtenu, entre autres, des résultats clés pour les femmes et les enfants : dans les zones affectées par le conflit, ses projets éducatifs ont permis à près de 160 000 enfants, dont 62 000 filles, de se réinscrire à l'école primaire (dépassant ainsi les prévisions qui étaient de 150 000 enfants). Au moins 20 écoles et 30 établissements de santé ont eu accès à une eau propre et à un système d'assainissement adéquat grâce à de nouveaux puits artésiens et installations d'assainissement. Les projets liés à la protection de l'enfance ont apporté une aide à 1 000 enfants associés à des groupes armés (soit 100 pour cent de l'objectif) et ont également renforcé les mécanismes de suivi et de communication. Soucieux de réduire la mortalité de près de 74 000 femmes enceintes et près de 320 000 enfants de moins de 5 ans, l'UNICEF a fourni des médicaments essentiels dans le cadre de prestations de santé à impact élevé et de services de nutrition. L'UNICEF a en outre administré des vaccins contre la polio, a distribué des suppléments en vitamine A et des comprimés vermifuges à 756 000 enfants de moins de 5 ans et a vacciné environ 500 000 enfants contre la rougeole.





République démocratique du Congo

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Le conflit qui déchire l'est et le nord-est du pays, conjugué à des services sociaux de piètre qualité, voire inexistant à l'échelle nationale, font de la République démocratique du Congo l'un des pays où sévit l'une des pires crises humanitaires de la planète. La population déplacée était estimée en juin 2011 à 1,6 million de personnes, dont la plupart sont des enfants. On compte environ 800 000 rapatriés pour 120 000 familles d'accueil¹. En 2011, les attaques menées par les groupes armés et les forces armées – qui pratiquent massivement la violence sexuelle – se sont poursuivies, tandis que des centaines d'enfants ont échappé aux groupes armés. Depuis 2010, les épidémies de rougeole sont fréquentes. Si des campagnes préventives ne sont pas mises en œuvre à temps, 11 millions d'enfants seront fortement exposés à la maladie dans les quatre provinces de Bandundu, Bas-Congo, Kinshasa et Nord-Kivu². Le choléra a également fait son apparition dans de nouvelles zones et se propage rapidement le long du fleuve Congo, où 16 680 cas et 482 décès étaient signalés au 20 octobre 2011³. De nombreux enfants n'ont pas pu accéder à l'éducation ou ont vu leur scolarité interrompue; les options adaptées et souples en matière d'éducation font défaut, notamment pour les jeunes enfants et les adolescents vivant dans cet environnement précaire. D'après les estimations, 7,6 millions d'enfants ne vont pas à l'école, dont 34 pour cent se trouvent dans les zones affectées par le conflit⁴. Les problèmes de sécurité et le manque d'accès physique aux communautés dans le besoin entravent sérieusement la fourniture de l'aide humanitaire.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS POUR 2012

En tant que chef de file des groupes sectoriels pour la nutrition, l'éducation, la protection de l'enfance, les hébergements d'urgence et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), ainsi que pour les articles non alimentaires, l'UNICEF collaborera avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, d'autres organismes de l'ONU et des ONG pour satisfaire les besoins suivants :

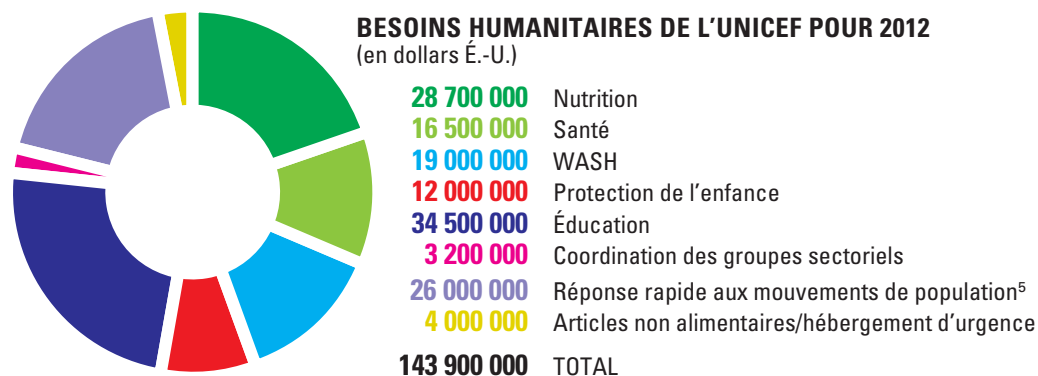
- D'après les estimations, 1,2 million de rapatriés déplacés et de personnes vivant dans des communautés d'accueil recevront des matériaux pour la construction d'abris et une éducation d'urgence, ainsi que d'une assistance de base en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans le cadre du programme de Réponse rapide aux mouvements de population.
- Environ 54 000 familles recevront des articles non alimentaires et des abris dans les provinces affectées par le conflit ou une catastrophe, autres que les zones de l'est touchées par le conflit.
- Des fournitures seront distribuées et une aide sera apportée pour soigner environ 154 000 enfants souffrant de malnutrition. 11 millions d'enfants âgés de 6 mois à 15 ans seront vaccinés contre la rougeole et 14 millions d'enfants recevront des comprimés vermifuges et/ou de suppléments de vitamine A. Quelque 30 000 personnes suivront un traitement contre le choléra.
- Plus de 677 000 personnes auront accès à l'eau et aux installations d'assainissement, soit, d'après les estimations, 39 pour cent de la population déplacée dans le pays. Environ 208 000 personnes vivant dans les communautés vulnérables au choléra bénéficieront des programmes WASH.
- On estime à 275 000 le nombre d'enfants vulnérables et affectés par la crise qui recevront une éducation formelle et non formelle de qualité, comprenant, entre autres, une formation professionnelle et une insertion socioéconomique. En outre, la formation de 5 000 maîtres et éducateurs sera assurée.
- Environ 3 000 enfants auparavant associés à des groupes armés réintégreront leur communauté; 2 000 enfants non accompagnés seront identifiés et réunis avec leur famille et des espaces amis des enfants protégés seront créés pour près de 50 000 enfants déplacés et rapatriés.
- Dans les zones de conflit et de déplacement, environ 15 000 survivants de la violence sexuelle et sexiste bénéficieront d'interventions, de troussees médicales, de traitements et de soins de santé de base. Quelque 20 000 personnes recevront des soins psychosociaux.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 143 900 000 dollars É.-U. au titre de ses activités humanitaires prévues en République démocratique du Congo. Cette demande est conforme au Plan d'action humanitaire 2012. Un financement complet et immédiat est nécessaire pour soutenir la protection et le relèvement des femmes et des enfants.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/drcongo/french/.

1. Plan d'action humanitaire de 2012 pour la République démocratique du Congo, à paraître, et estimation, d'après l'UNICEF, de la population infantile.
2. Estimation, d'après l'UNICEF, de la population infantile de 6 mois à 15 ans dans quatre provinces.
3. Ministère de la santé publique de la République démocratique du Congo « Situation épidémiologique du choléra en République démocratique du Congo, Bulletin », Ministère de la santé publique, Kinshasa, 20 octobre 2011, p. 1.
4. « Enquête en grappes à indicateurs multiples – 2010 » septembre 2010.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'UNICEF a demandé 123 070 000 dollars É.-U. au titre de ses activités en République démocratique du Congo (RDC). Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 62 618 453 dollars É.-U. (51 pour cent). Dans le cadre du programme de Réponse rapide aux mouvements de population de l'UNICEF, les besoins de 1,8 million de personnes ont été évalués, des articles ménagers essentiels et des matériaux pour construire des abris ont été distribués à plus de 65 000 familles et plus de 200 000 personnes affectées par le conflit dans l'est de la RDC ont eu accès à l'eau et à l'assainissement. Des fournitures alimentaires thérapeutiques ont été distribuées à plus de 95 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. L'UNICEF a réagi à l'épidémie de rougeole dans cinq provinces en vaccinant plus de 5,6 millions d'enfants âgés de 6 mois à 15 ans; environ 16 000 personnes atteintes du choléra ont également été soignées. Plus de 630 000 personnes affectées par le choléra et les déplacements (par rapport à un objectif initial de 826 000) ont amélioré leur connaissance en matière d'hygiène et ont eu accès à l'eau salubre et aux installations d'assainissement.

Au cours des 9 premiers mois de l'année, des services ont été fournis à plus de 15 000 survivants de la violence sexuelle et sexiste (dont 50 pour cent sont des enfants). Quelque 71 000 enfants déplacés et rapatriés ont eu accès à des espaces amis des enfants protégés; en outre, 4 500 enfants ayant échappé aux groupes armés ont bénéficié d'une prise en charge provisoire. Plus de 26 000 enfants ont bénéficié d'un accès amélioré à l'éducation et aux services psychosociaux.



Tchad

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La faim, les déplacements et la maladie sont le lot quotidien de millions de personnes au Tchad. Plus de 100 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition – 1 sur 10 000 en meurt chaque jour¹. En 2011, la sécheresse, les inondations et les nuisibles, sans compter les répercussions de la sécheresse de 2009-2010, ont accru l'insécurité alimentaire pesant sur la population, notamment dans la ceinture sahélienne (1,3 million de personnes). À l'est et au sud du Tchad, près de 350 000 réfugiés soudanais et centrafricains dépendent de l'aide humanitaire. Environ 180 000 ont fui le conflit qui sévit à l'est du Tchad et seulement quelque 56 000 sont retournés dans leur village détruit, sans services sociaux ni de santé. Plus de 111 000 femmes et enfants déplacés dépendent toujours de l'action humanitaire sur les sites de réinstallation².

Environ 65 pour cent des personnes rapatriées et déplacées dans leur propre pays sont des enfants susceptibles d'être victimes de la traite, de l'exploitation économique ou du recrutement par les forces armées. Les femmes sont également exposées à l'exploitation et à la violence. À l'est du Tchad, de nombreuses zones continuent d'être jonchées de mines, de munitions non explosées ou abandonnées. Le manque d'assainissement et de vaccination est responsable d'épidémies – choléra (17 217 cas), rougeole (7 647), méningite (5 865) et polio (119 cas, tous des enfants de moins de 5 ans) – qui sont susceptibles d'affecter plus de 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans³. Les conflits et la vulnérabilité du système éducatif (manque d'infrastructures, de matériel et d'enseignants qualifiés) dans l'ensemble du pays continuent d'affecter l'accès à une éducation de qualité et d'assombrir l'avenir des enfants les plus marginalisés du Tchad.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS POUR 2012

L'UNICEF, chef de file des groupes sectoriels pour l'éducation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), collaborera avec le Gouvernement tchadien et des organismes internationaux pour améliorer la vie de 2 millions de personnes vulnérables, dont des nomades marginalisés dans la ceinture sahélienne (440 000 femmes, 660 000 filles et 640 000 garçons). En tant que responsable du sous-groupe sectoriel pour la protection de l'enfance, l'UNICEF continuera de sensibiliser à la violence sexiste 90 000 enfants, femmes, hommes, autorités locales, chefs religieux, membres des clubs de jeunes, de l'appareil judiciaire et de la sécurité.

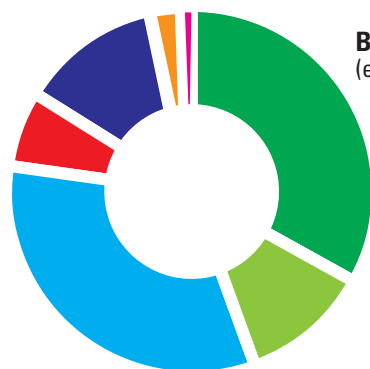
- L'UNICEF améliorera la couverture vaccinale de routine contre la polio, la méningite, la rougeole et le tétanos; fournira des comprimés vermifuges, des suppléments en vitamine A et des moustiquaires imprégnées d'insecticide; accroîtra les services de soins prénataux et obstétricaux pour environ 500 000 réfugiés, personnes déplacées dans leur propre pays ou vivant dans des communautés d'accueil.
- Dans la ceinture sahélienne, quelque 100 000 enfants souffrant de malnutrition seront soignés via la distribution de Plumpy' doz et des services gérés par la communauté.
- 300 000 personnes auront un accès amélioré à l'eau salubre. La protection contre les risques pour la santé et les maladies se basera sur des activités WASH réalisées dans les écoles. La fourniture d'eau potable et la construction de latrines séparées pour les filles et les garçons encourageront la fréquentation et la rétention scolaires, notamment des filles. Dans les zones épicentres de l'épidémie de choléra (Guerra, Lac, Mayo Kebbi Est et Ouest), l'UNICEF assurera l'accès à l'eau potable.
- Dans la ceinture sahélienne, 400 000 enfants issus de populations réfugiées, déplacées dans leur propre pays, rapatriées ou vivant dans des communautés d'accueil recevront un enseignement primaire et préscolaire.
- À l'est du Tchad, 12 000 filles et 7 000 garçons bénéficieront d'un soutien psychosocial et d'activités adaptées aux enfants.
- Pour lutter contre le recrutement d'enfants, l'UNICEF formera 300 officiers de l'Armée Nationale Tchadienne, sensibilisera au problème 1 500 membres des comités locaux de protection de l'enfance, formera et aidera 20 membres du personnel des programmes et surveillera la visite d'établissements militaires.
- Des informations sur la prévention, les soins et le traitement du VIH/SIDA seront fournies à des pairs éducateurs dans les centres pour jeunes; en outre, 150 000 personnes (y compris 44 000 garçons, 56 000 filles et 16 000 femmes enceintes) bénéficieront de dialogues communautaires.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 46 424 000 dollars É.-U. pour poursuivre ses activités humanitaires au Tchad. Cette demande est conforme aux conditions de la Procédure d'appel global (CAP) de 2012. Un manque de financement anéantirait les progrès réalisés en matière d'accès aux services essentiels de base sur les sites où se trouvent les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays, sans compter l'impact négatif sur les taux de morbidité et de mortalité des enfants de moins de 5 ans qui, d'après les estimations, sont au nombre de 2,2 millions.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/chad.

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Preliminary Report Survey: Nutrition and mortality in 11 regions of Chad – From 16 August to 15 September 2011 », p. 14.
2. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Estimates of Displaced Persons as of 31 August 2011 », HCR Tchad, Gore, 2011.
3. Gouvernement du Tchad, « Service de surveillance épidémiologique intégrée : réunion hebdomadaire du comité technique national pour la lutte contre les épidémies – 45ème semaine », Ministère tchadien de la santé publique, N'Djamena, 16 novembre 2011. Estimation de la population du bureau de l'UNICEF au Tchad basée sur une prévision de croissance démographique annuelle de 3,6 pour cent en 2011.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

15 400 000	Nutrition
5 235 000	Santé
15 332 000	WASH
3 078 000	Protection de l'enfance
5 939 000	Éducation
1 300 000	VIH et sida
140 000	Coordination des groupes sectoriels
46 424 000	TOTAL

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 18 333 375 dollars É.-U., soit 40 pour cent des 45 639 000 dollars É.-U. demandés. Avec ce financement, l'UNICEF a soigné environ 65 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition, a distribué des compléments nutritionnels à 60 000 enfants, des compléments en vitamine A à 75 000 enfants et des moustiquaires imprégnées d'insecticide à leurs familles et a vacciné 90 pour cent des nourrissons et des femmes enceintes dans les camps de réfugiés et de réinstallation. Plus de 1 000 instituteurs ont été formés pour enseigner aux enfants de réfugiés, de personnes déplacées dans leur propre pays et vivant dans des communautés d'accueil; des latrines séparées pour les filles et les garçons ont été installées dans 120 écoles primaires. Environ 30 000 jeunes ont reçu des informations sur le VIH/SIDA, près de 6 000 femmes enceintes ont effectué le test de dépistage du VIH et près de la moitié de celles qui ont été déclarées séropositives ont suivi un traitement. Des victimes de violence sexiste ont reçu une aide dans les centres d'écoute et les clubs de jeunes; un soutien psychosocial a été fourni à près de 8 000 enfants dans 32 espaces adaptés à leurs besoins. Dans l'est du Tchad, l'UNICEF a aidé 15 000 enfants à obtenir des certificats de naissance, a sensibilisé environ 11 000 personnes aux risques liés aux mines et aux munitions non explosées, a réuni avec leur famille 165 enfants recrutés par l'armée à N'Djamena et, dans 13 pour cent des cas, leur a fourni un logement indépendant et les a aidés à réintégrer le marché du travail.

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Moyen-Orient et Afrique du Nord

DJIBOUTI • RÉFUGIÉS IRAQUIENS EN ÉGYPTÉ, EN JORDANIE, AU LIBAN ET EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE • RÉPUBLIQUE DU SOUDAN • TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ • YÉMEN



Moyen-Orient et Afrique du Nord

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est depuis longtemps marquée par une instabilité politique, des crises mettant en cause les droits de l'homme et des urgences humanitaires prolongées. Au cours de l'année 2011, la région a connu une série de transformations historiques, baptisées « Printemps arabe » et déclenchées par une multitude de causes profondes, parmi lesquelles les inégalités sociales et le sentiment d'une gouvernance inadaptée. Ces situations étaient aggravées par la corruption et une faible représentation politique, ainsi que par des niveaux record de chômage, l'explosion des prix des denrées alimentaires et du carburant, des pénuries d'eau importantes et un contexte politique et sécuritaire très instable.

La première étincelle a eu lieu en Tunisie entre décembre 2010 et janvier 2011, avec le début d'une vague de changement sociopolitique sans précédent qui a déferlé sur l'Égypte, la Libye, la République arabe syrienne et le Yémen. L'Égypte et la Tunisie ont dû faire face à des crises liées aux réfugiés le long de leurs frontières suite au déplacement de 930 000 personnes en Libye¹. Dans l'ensemble de la région, les enfants ont été exposés directement ou indirectement à des scènes de violence.

Au Yémen, une contestation populaire similaire, une impasse politique et une escalade de la violence ont contribué à détériorer encore davantage la situation humanitaire au sein du pays. La désintégration des services de base, la sécheresse, les niveaux alarmants de malnutrition et l'absence d'autorité gouvernementale pour résoudre ces problèmes sont autant de facteurs aggravants pour une population déjà affaiblie. Il existe un vrai risque que le Yémen ne plonge dans une crise humanitaire sous-régionale, si la crise politique actuelle ne trouve pas d'issue.

Bien que le pays n'ait pas été directement touché par le Printemps arabe, la situation des enfants du Soudan reste un sujet d'inquiétude extrême. En juillet 2011, le Soudan du Sud a fait sécession avec le Soudan de façon relativement paisible. Cependant, fin 2011, les crises prolongées au Soudan compromettaient toujours gravement le droit des enfants à vivre et à bénéficier de services de base, tout en entravant considérablement l'accès humanitaire et de l'UNICEF aux enfants dans le besoin dans la région d'Abyei, au Nil bleu, au Darfour et au Kordofan du Sud. On a notamment observé, dans les « États frontaliers » d'Abyei, du Nil bleu et du Kordofan du Sud, des déplacements forcés de civils et des interruptions de l'aide humanitaire. Pendant ce temps, la malnutrition sévère s'est beaucoup aggravée au Soudan : les niveaux de malnutrition aiguë (16,4 pour cent), sont supérieurs au seuil d'urgence de 15 pour cent reconnu au niveau international et incluent 5,3 pour cent d'enfants souffrant de malnutrition sévère aiguë².

Dans l'ensemble de la région, de très nombreuses personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (dont le nombre est estimé à plusieurs millions) restent très vulnérables et ont besoin d'une assistance humanitaire urgente, en raison de conflits prolongés, associés aux risques naturels, au changement climatique, à une urbanisation galopante et à un épuisement rapide des nappes phréatiques. La sécheresse et la famine continuent de mettre des vies en péril dans toute la corne de l'Afrique et ont pour conséquences des niveaux élevés de malnutrition et une grande insécurité alimentaire à Djibouti.

L'impact de la crise financière mondiale actuelle, combinée à des situations d'urgence prolongées à Djibouti, en Territoire palestinien occupé, au Soudan et au Yémen, et à des situations extrêmement fragiles au Liban, en Libye et en République arabe syrienne, nécessitent un financement humanitaire durable et conséquent pour répondre aux besoins essentiels des femmes et des enfants en 2012.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS POUR 2012

L'UNICEF prévoit de renforcer le niveau de préparation aux catastrophes et de réduction des risques qui leur sont associés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en apportant une aide aux bureaux de pays, grâce à une assistance technique et à la mobilisation des ressources. Le bureau régional continuera de fournir des capacités d'intervention d'urgence et à exercer un rôle de direction et de surveillance afin de soutenir les efforts de l'UNICEF dans les pays en crise, conformément aux dispositifs du groupe de coordination inter-institutions et afin de répondre aux engagements de l'UNICEF en tant que chef de file du groupe sectoriel dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de la nutrition, de l'éducation et de la protection de l'enfance.

- Un soutien au renforcement des dispositifs et infrastructures nationaux et régionaux de préparation aux catastrophes sera apporté par la création d'un centre/pôle régional de formation à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence. Ce centre aura pour objectif le développement spécifique des compétences des partenaires, au niveau de l'encadrement, et d'autres acteurs humanitaires, par le biais de programmes de formation à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence et de l'élaboration de politiques de réduction des risques.
- Le bureau régional poursuivra ses efforts en faveur du renforcement et de la généralisation des initiatives de réduction des catastrophes, en soutien aux partenaires ministériels nationaux dans toute la région, et en concentrant tout particulièrement ses efforts sur les secteurs de l'éducation et de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (WASH).
- Le bureau régional lancera la phase 2 de la mise en place d'une capacité d'approvisionnement et d'achat au niveau sous-régional, en pré-positionnant des fournitures de survie pour environ 50 000 personnes en Iraq, en Jordanie, au Liban, dans le Territoire palestinien occupé et en République arabe syrienne.

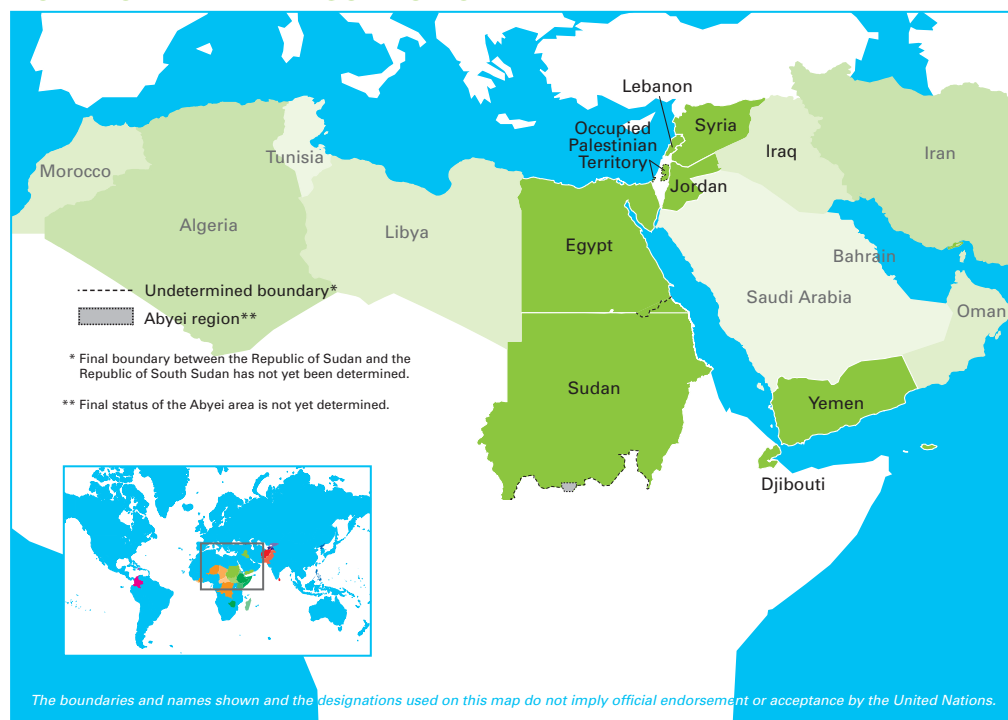
1. « Actualisation des opérations du HCR au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) – 2011 », Comité exécutif du Programme du Haut-Commissariat : soixante-deuxième session, UNCHR, Genève, 3-7 octobre 2011, p. 1.

2. « Sudan Household Survey 2010 », analysée selon les normes de croissance de l'Organisation mondiale de la santé.



Au cours de l'année 2011, une série de transformations historiques ont été déclenchées par une multitude de causes profondes, parmi lesquelles les inégalités sociales et le sentiment d'une gouvernance inadaptée. Les enfants et les femmes ont subi les effets négatifs d'un chômage record, de l'explosion des prix des denrées alimentaires et du carburant, d'importantes pénuries d'eau et d'un contexte politique et sécuritaire très instable.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 1 600 000 de dollars É.-U. afin de poursuivre son action d'anticipation des risques pour les femmes et les enfants de la région. Il est important de souligner que l'UNICEF, ainsi que l'ensemble du système des Nations Unies, doit faire face à des défis de taille au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en raison de la multitude de crises humanitaires prolongées ou nouvelles dans un contexte de diminution des ressources financières. L'obtention de l'intégralité du financement est donc indispensable.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 700 394 dollars É.-U. (28 pour cent) sur les 2 540 000 dollars É.-U. sollicités pour mener à bien son action humanitaire dans la région. Quelque 10 351 965 dollars É.-U. supplémentaires ont été reçus en réponse à l'appel éclair lancé en faveur de la Libye à hauteur de 20 540 000 dollars É.-U.

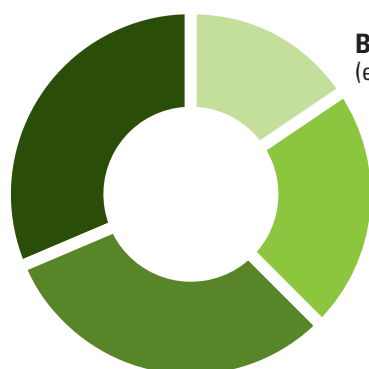
Le bureau régional a déployé du personnel d'urgence et d'assistance technique à Djibouti, en Égypte, en Libye, au Soudan et en Tunisie. La crise prolongée en Libye a mobilisé la majeure partie de l'attention et nécessité une supervision et une gestion des finances, une capacité d'intervention d'urgence et un appui programmatique.

Le bureau régional a également orienté l'action des bureaux de pays et fourni un appui technique par le biais de la planification de mesures d'urgence, d'exercices de simulation et réflexion stratégique avant et pendant la sécession du Soudan du Sud.

Au Yémen, un soutien aux missions de terrain et un appui stratégique ont été apportés dès le début de la crise de Saada et tout au long de cette impasse politique prolongée.

La mise en place d'une capacité d'approvisionnement et d'achat au niveau sous-régional a connu des progrès significatifs, grâce à la signature d'accords à long terme avec des fournisseurs en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, dans le but de faciliter les interventions d'urgence rapides dans la région.

En réaction à la crise alimentaire de la Corne de l'Afrique, des conseillers pour les situations d'urgence ont travaillé avec le bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et l'équipe de l'UNICEF Djibouti pour renforcer la communication ainsi que les interventions sanitaires et alimentaires.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

250 000	Réduction des risques liés aux catastrophes
350 000	Atténuation des risques
500 000	Développement des capacités nationales
500 000	Interventions d'urgence, direction technique et gestion des groupes sectoriels
1 600 000	TOTAL



Djibouti

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Environ 120 000 personnes vivant au nord-ouest, au centre et au sud-est de Djibouti ont un besoin pressant d'aide humanitaire, notamment en raison de la sécheresse et du déficit pluviométrique qui sévissent, respectivement, depuis cinq et six années consécutives. En 2011, la saison des pluies (Karan/Karma), qui dure de juillet à septembre, dont l'intensité et la distribution spatiale ont été inférieures à la moyenne, n'a pas suffi pour régénérer les points d'eau et les pâturages. Cette situation, aggravée par l'augmentation du prix des denrées de base, a sensiblement détérioré les mécanismes d'adaptation des femmes et des enfants les plus vulnérables. En outre, Djibouti-ville subit une grave pénurie d'eau. Les femmes et les enfants sont vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la sous-nutrition extrême. Il faut également citer l'afflux de réfugiés éthiopiens, somaliens et yéménites : d'après les estimations, ce sont chaque mois 500 nouveaux réfugiés qui arrivent dans le pays¹. À l'heure actuelle, environ 17 000 réfugiés, notamment des enfants, des femmes et des personnes âgées, vivent dans des camps où ils présentent souvent à leur arrivée une santé et un état nutritionnel défailants². À Djibouti, 210 000 personnes – dont 120 000 personnes des zones rurales, 60 000 personnes des zones urbaines et 30 000 réfugiés – ont besoin d'aide³.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF est le chef de file des groupes sectoriels pour la nutrition et pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) à Djibouti. En 2012, le Fonds poursuivra sa collaboration avec le Gouvernement djiboutien, d'autres organismes de l'ONU, des ONG et des partenaires pour couvrir les besoins de 180 000 personnes affectées par la sécheresse et d'autres fléaux, notamment les femmes et les enfants, parmi lesquels 7 500 femmes, 37 500 filles et 43 500 garçons ont été déjà identifiés comme ayant besoin d'aide immédiate. Compte tenu des tendances actuelles, le nombre de femmes et d'enfants dépendant de l'aide au cours des 12 prochains mois est susceptible d'augmenter.

- Les interventions en matière de nutrition viseront la gestion communautaire de la malnutrition dans 40 communautés et 30 établissements de santé, la promotion des pratiques alimentaires des jeunes enfants et des nourrissons, la fourniture systématique de suppléments alimentaires et la lutte contre les carences en micronutriments. D'autres activités porteront sur la prévention de la malnutrition et la transition vers le développement.
- Le système de surveillance de la santé et de la nutrition sera renforcé par le biais de la collecte de données complètes relatives à la surveillance de la situation et aux systèmes d'alerte précoce en temps voulu. Plus de 100 000 enfants de moins de 5 ans (au moins 95 pour cent) bénéficieront d'interventions à fort impact, notamment la vaccination contre la polio, la fourniture de comprimés vermifuges et la supplémentation en vitamine A. D'après les estimations, 26 000 femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans recevront des moustiquaires imprégnées d'insecticide pour prévenir le paludisme dans 16 localités des régions et des zones périurbaines de Djibouti.
- On estime à 120 000 les personnes qui auront accès à l'eau potable grâce à l'acheminement de l'eau par camions et à la construction et/ou la réhabilitation de points d'eau. Des campagnes de promotion de l'hygiène favoriseront l'adoption par 80 000 personnes de meilleures habitudes en la matière.
- Dans les camps de réfugiés d'Ali Addeh et de Holl Holl, 3 000 enfants réfugiés éthiopiens, somaliens et yéménites auront accès à l'éducation primaire et à des services de développement de la petite enfance. L'UNICEF soutiendra 20 centres préscolaires publics qui profiteront à 600 enfants vulnérables de 3 à 5 ans.
- D'après les estimations, 700 orphelins et enfants vulnérables recevront des soins, un soutien et une protection dans le cadre de services sociaux comprenant notamment les transferts en espèces assortis de conditions et une formation professionnelle. En outre, un centre de consultation pour les jeunes fournira des services à 500 enfants supplémentaires.
- Environ 42 000 adolescents pourront mieux se protéger contre le VIH grâce à un meilleur accès aux informations essentielles recueillies par le biais de la mobilisation communautaire, du renforcement des capacités et de la communication pour le développement.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

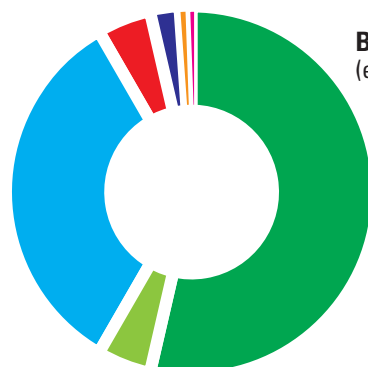
L'UNICEF demande 8 390 000 dollars É.-U. au titre de ses activités humanitaires à Djibouti en 2012 afin de répondre aux besoins croissants de la population affectée par une sécheresse prolongée, l'insécurité alimentaire et les conflits sévissant dans les pays voisins. Sans le financement des activités clés décrites ci-dessus, la pénurie alimentaire, d'eau et de logement sûr continuera de menacer le bien-être des femmes et des enfants djiboutiens. Cette somme est conforme aux conditions de la Procédure d'appel global (CAP) de 2012.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/djibouti.

1. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Response to the Somali Displacement Crisis into Ethiopia, Djibouti and Kenya, 2011 », HCR, Service de mobilisation des ressources et des relations avec les donateurs, Genève, juillet 2011, p. 8.
2. Fonds des États-Unis pour l'UNICEF, *Drought in the Horn of Africa: Children in crisis – A proposal*, Fonds des États-Unis pour l'UNICEF, New York, août 2011, p. 7.
3. Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture, « GIEWS Country Brief: Djibouti », Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 4 novembre 2011.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 3 934 765 dollars É.-U. – soit 73 pour cent – des 5 405 000 dollars É.-U. demandés. Ce financement a permis à l'UNICEF d'obtenir des résultats clés pour les femmes et les enfants. L'UNICEF a aidé plus de 80 pour cent des 6 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère à intégrer l'un des 40 établissements de santé et des 30 centres thérapeutiques communautaires. D'après les estimations, 96 000 personnes dans les zones affectées ont bénéficié de la réhabilitation de sources d'eau potable et de l'augmentation des approvisionnements en fournitures d'hygiène. Les services sociaux fournis par l'UNICEF ont contribué à protéger et à soutenir 700 orphelins et d'autres enfants vulnérables. En outre, le programme de transfert d'espèces assorti de conditions a permis d'améliorer la situation nutritionnelle et éducative de 700 orphelins et enfants vulnérables affectés par la sécheresse et la hausse des denrées alimentaires. Parmi ces enfants, 515 ont reçu des trousseaux pédagogiques, ont eu accès à des tuteurs et ceux qui étaient en situation d'abandon scolaire ont suivi une formation professionnelle. L'UNICEF a soutenu 7 centres préscolaires pour 300 enfants âgés de 3 à 5 ans vulnérables et déplacés. En outre, 200 enfants des rues ont reçu une aide nutritionnelle dans des espaces amis des enfants, équipés d'installations d'eau, d'hygiène et d'assainissement.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

4 500 000	Nutrition
400 000	Santé
2 800 000	WASH
400 000	Protection de l'enfance
200 000	Éducation
50 000	VIH et SIDA
40 000	Coordination des groupes sectoriels
8 390 000	TOTAL



Réfugiés irakiens en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En raison du climat persistant de conflit, de violence et de discorde politique qui règne en Iraq, plus d'1,5 million d'Iraquiens continuent à trouver refuge dans les pays avoisinants, majoritairement l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne. Selon le HCR, la République arabe syrienne a accueilli le contingent le plus important de réfugiés irakiens (1 million d'après les estimations du gouvernement¹), soit environ 113 000 personnes, dont 45 000 enfants. Le nombre de réfugiés irakiens est estimé à 34 000 en Jordanie, à 9 300 au Liban et à 7 500 en Égypte². Le retour de ces réfugiés est entravé par une peur et une insécurité permanentes, alors que la détérioration du climat économique, conséquence de l'instabilité régionale actuelle, représente un défi financier et social majeur pour les familles réfugiées dans leurs pays d'accueil.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF continuera à travailler avec les gouvernements d'Égypte, de Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne, ainsi qu'avec le HCR, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, afin de répondre aux besoins des réfugiés irakiens vulnérables grâce aux interventions suivantes :

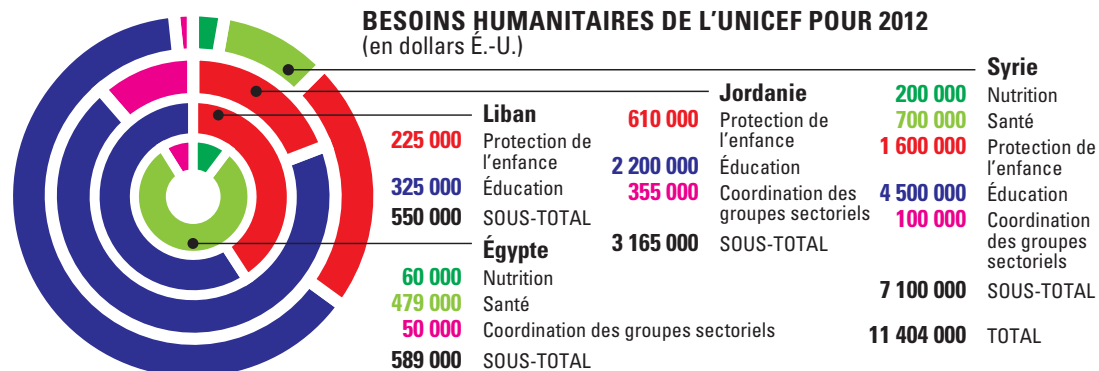
- En République arabe syrienne, plus de 10 000 réfugiés auront accès à des services de santé primaire et de nutrition, 25 000 enfants irakiens seront inscrits en école maternelle et élémentaire ou dans l'enseignement secondaire, et 1 000 réfugiés et Syriens vulnérables issus des communautés d'accueil recevront une formation professionnelle, visant en particulier les mineurs réfugiés et les jeunes, notamment ceux qui sont en situation d'abandon scolaire. 11 000 autres enfants irakiens ou syriens vulnérables et 600 familles bénéficieront de services psychosociaux et de protection de proximité, et 7 500 adolescents irakiens et syriens auront accès à des espaces et des activités spécifiques de meilleure qualité.
- En Jordanie, l'UNICEF apportera son soutien au Ministère de l'éducation pour l'accueil des enfants irakiens dans les écoles publiques. Au niveau communautaire, un accent particulier sera mis sur la prestation de services éducatifs et psychosociaux destinés aux groupes d'Iraquiens les plus vulnérables, notamment les enfants déscolarisés ou non scolarisés, les enfants d'âge scolaire pré-primaire et les enfants souffrant de handicap. Plus de 9 000 enfants irakiens et jordaniens et leurs parents bénéficieront d'une assistance par le biais d'interventions éducatives de proximité. Quelque 3 800 enfants et leurs parents, ainsi que des professionnels des ONG, bénéficieront d'interventions psychosociales. L'UNICEF continuera à co-diriger le groupe de travail sectoriel sur l'éducation avec Save the Children afin d'assurer une coordination efficace.
- Au Liban, l'UNICEF favorisera la mise en place d'un environnement protecteur au sein des écoles et des communautés pour les enfants et les familles réfugiées d'Iraq. Quelque 300 enfants réfugiés et leurs familles bénéficieront d'interventions psychosociales. Les communautés auront accès à des activités de sensibilisation aux mécanismes de protection de l'enfant, proposées par 200 prestataires de service. L'UNICEF renforcera également les capacités de 150 enseignants et administrateurs du Ministère de l'éducation, de 50 centres de développement social et de 200 parents afin d'améliorer l'intégration des réfugiés irakiens dans le système scolaire national. De plus, 200 enfants et jeunes irakiens déscolarisés bénéficieront d'un soutien par la formation professionnelle, des activités d'apprentissage des aptitudes à la vie quotidienne, des activités de loisirs et une aide à la réinsertion dans le système scolaire traditionnel. En étroite coordination avec le HCR, les cas identifiés d'enfants à risques seront suivis, et le plaidoyer en faveur de l'intégration des problématiques des réfugiés irakiens dans les priorités nationales sera poursuivi.
- En Égypte, l'UNICEF améliorera l'accès à la prise en charge psychosociale de 1 500 enfants irakiens. Un soutien au développement des capacités de 25 travailleurs psychosociaux sera également apporté conjointement avec l'Institut de formation psychosociale. L'UNICEF renforcera les capacités de 13 centres de santé primaires, afin de leur permettre de fonctionner comme des services de protection infantile, et assurera une sensibilisation aux questions de santé et un dépistage auprès de mères irakiennes et d'environ 3 000 enfants.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande un montant de 11 404 000 dollars É.-U. pour mener à bien son action d'assistance aux femmes et aux enfants irakiens vulnérables en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, qui ont besoin d'une assistance durable permettant de leur garantir un niveau de vie minimal et une protection fondamentale.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012.

1. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Appel Global de l'UNHCR 2012-2013 : Iraq, UNHCR, Genève, 1er décembre 2011, p. 154.
2. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – Groupe régional d'analyse des données, « Statistical Report on UNHCR Registered Iraqis and Non-Iraqis: Iraq, Egypt, Iran, Jordan, Lebanon, Syria, Turkey, and the GCC countries », UNHCR, Genève, 31 octobre 2011, pp. 5, 7, 9, 11, 13.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En octobre 2011, 773 750 dollars É.-U. (2 pour cent) sur les 40 056 000 dollars É.-U. demandés avaient été reçus pour le soutien aux réfugiés irakiens.

En Syrie, plus de 5 000 enfants ont pu accéder à des espaces amis des enfants, 4 000 professionnels de l'éducation ont été formés et 60 écoles ont été rénovées. Le renforcement des capacités des professionnels de santé a surtout concerné la santé maternelle et infantile, la nutrition et la surveillance. Les Journées nationales de la vaccination, ainsi qu'une campagne localisée d'éradication de la polio, ont permis de toucher plus de 90 pour cent des enfants dans les zones à haut risque.

En Jordanie, l'UNICEF a plaidé avec succès en faveur de l'accès gratuit à l'école publique et à des supports d'apprentissage pour les enfants réfugiés irakiens. L'UNICEF a apporté un soutien au Ministère de l'éducation pour le fonctionnement de 72 écoles abritées dans des bâtiments loués, 20 écoles à double vacation et des salles polyvalentes dans 29 écoles. Vingt ONG et organisations de proximité ont proposé des services éducatifs et psychosociaux à 10 000 enfants irakiens et jordaniens.

Au Liban, l'UNICEF a apporté une aide psychosociale à 125 personnes, offert un appui à plusieurs classes, profitant à 300 enfants, dispensé une formation professionnelle à 25 jeunes déscolarisés, orienté 150 personnes vers des services sociaux de base et formé 100 enseignants et travailleurs sociaux dans 4 centres de développement social.

En Égypte, 15 professionnels de santé ont été formés au dépistage sanitaire global pour 3 000 enfants de moins de 5 ans, ainsi qu'à la sensibilisation, l'éducation et le soutien à la nutrition et à la prévention des maladies auprès de leurs mères. Le dispositif d'orientation médicale a été renforcé pour les cas critiques.



République du Soudan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2011, la République du Soudan a dû faire face à des conflits armés dans les zones frontalières, ainsi qu'à un manque d'accès humanitaire suite à la sécession de la République du Soudan du Sud en juillet. Selon les estimations, la violence et l'insécurité, en particulier à Abyei, dans les États du Nil bleu et du Sud Kordofan, ont gravement affecté plus de 440 000 personnes – principalement des femmes et des enfants – ou provoqué leur déplacement, pour ne citer qu'un exemple de la nécessité d'intervenir d'urgence. Dans les trois États du Darfour, où 1,9 million de personnes vivent encore dans des camps, l'accès humanitaire restreint dû à l'insécurité, la mauvaise qualité des infrastructures et la forte baisse des niveaux de financement constituent des problèmes majeurs.

La situation nutritionnelle au Soudan se caractérise par des taux chroniquement élevés de malnutrition aiguë, tendance confirmée par l'enquête auprès des ménages du Soudan 2010, qui a révélé des taux de 16,4 % pour la malnutrition aiguë globale et de 5,3 % pour la malnutrition aiguë sévère, taux nettement supérieurs aux seuils internationaux pour une situation d'urgence. Cela se traduit par plus de 300 000 enfants au Soudan présentant une émaciation sévère mettant en jeu le pronostic vital à tout moment. Pendant ce temps, l'amoindrissement des récoltes dû à la sécheresse et aux précipitations inférieures à la moyenne, ainsi qu'une augmentation continue des prix de l'alimentation au cours des cinq dernières années, une hausse de l'inflation et du coût de la vie ont aggravé le contexte socio-économique et peuvent avoir d'autres effets négatifs sur les enfants et les femmes, en particulier dans les zones de conflit.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

En 2012, l'UNICEF aura pour objectif de répondre aux besoins urgents de plus de 7 millions d'enfants et de femmes à risque dans des régions touchées par le conflit, en particulier le Darfour et les Trois zones de transition, ainsi que dans le Soudan oriental.

- Au moins 150 000 enfants souffrant de malnutrition sévère recevront des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi.
- Près de 7 millions d'enfants de moins de cinq ans et de femmes enceintes auront un accès durable aux services de santé essentiels pour des interventions préventives et curatives à fort impact, afin de réduire les maladies infantiles courantes, comme la diarrhée, le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les maladies évitables par la vaccination.
- Au moins 4 millions de personnes, dont 800 000 enfants, bénéficieront d'un accès durable aux services de WASH.
- Les services de protection, pour 3 millions de personnes, dont 500 000 femmes et 2,4 millions d'enfants, seront améliorés et proposeront une réintégration et une aide psychologique, le renforcement des capacités, la coordination, l'éducation sur les risques liés aux mines et la fourniture de matériel.
- L'accès à l'éducation de qualité sera renforcé pour plus de 400 000 enfants dans les communautés les plus défavorisées et difficiles à atteindre au Darfour, au Soudan oriental et dans les Trois zones de transition.
- Plus de 2 millions d'enfants, d'adolescents et de femmes auront accès à l'information sur la prévention, les soins et le traitement du VIH/SIDA.
- L'UNICEF se concentrera sur l'information et la sensibilisation afin de renforcer la mobilisation et la préparation des communautés face aux situations d'urgence.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

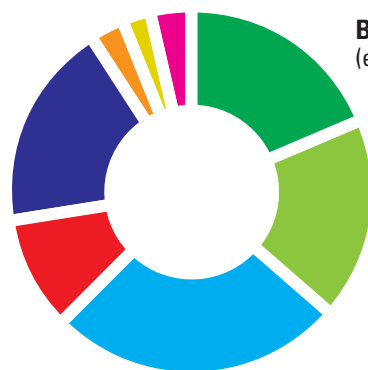
L'UNICEF demande 98 083 000 dollars É.-U pour poursuivre son action humanitaire au Soudan. L'UNICEF a aligné cette demande avec les conditions de la procédure d'appel global (CAP). Face à la mise en péril des moyens d'existence au Darfour, l'intensification des conflits localisés et les problèmes persistants du VIH, de la malnutrition, des flambées de maladies et de l'insécurité alimentaire, le financement et le soutien des donateurs et des partenaires permettront à l'UNICEF d'atteindre plus de 7 millions de femmes et d'enfants dans l'ensemble du Soudan et de leur apporter un soutien vital.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/sudan.

1. Nations Unies, 'Sudan Humanitarian Work Plan 2012', à paraître.
2. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, 'Sudan: 2011 Humanitarian Snapshot (as of 24 October 2011)', OCHA, New York.
3. Enquête auprès des ménages au Soudan 2010, analysée à l'aide des Normes de croissance de l'Organisation mondiale de la Santé.
4. Les Trois zones de transition, qui comprennent Abyei et les États du Nil bleu et du Kordofan méridional, ont reçu un statut spécial dans le cadre de l'Accord de paix global.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'UNICEF estimait que 131 068 300 dollars É.-U étaient nécessaires pour mener à bien son action humanitaire au Soudan. Fin octobre 2011, 40 067 906 avaient été reçus, soit 31 % de l'objectif. L'UNICEF a élargi la couverture pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère, traitant 25 000 enfants au premier semestre 2011. Au moins 6 millions de personnes, pour la plupart des enfants, ont bénéficié d'un accès accru aux services de soins de santé primaires. Plus de 4 millions de personnes ont bénéficié des services WASH (eau, assainissement et hygiène) d'urgence dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les communautés d'accueil, les écoles et les centres de santé au Darfour, au Soudan occidental et dans les Trois zones. Plus de 1 000 enfants associés aux forces armées ont été libérés et réintégrés et plus de 70 000 enfants touchés par le conflit ont bénéficié d'un soutien psychologique. L'accès et la qualité de l'éducation se sont améliorés pour 340 000 enfants (plus que les 300 000 prévus par le programme) dans la plupart des communautés défavorisées et difficiles à atteindre du Darfour, du Soudan oriental et des Trois zones. Des produits non alimentaires, comme des couvertures, des matelas, etc. ont été distribués à plus de 1,4 million de personnes déplacées. Plus de 250 000 personnes parmi les populations rapatriées et réinstallées dans le centre récemment urbanisé de Khartoum, ainsi que dans le centre de transit de Kosti, ont pu bénéficier de mesures d'information et de sensibilisation.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

18 300 000	Nutrition
17 500 000	Santé
25 630 000	WASH (eau, assainissement, hygiène)
9 750 000	Protection de l'enfance
18 157 000	Éducation
2 981 000	VIH et SIDA
2 435 000	Rapatriés et réintégration rapide
3 330 000	Coordination des groupes sectoriels
98 083 000	TOTAL



Territoire palestinien occupé

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Des années de conflit et l'occupation militaire israélienne continuent de peser lourdement sur les enfants et les femmes du Territoire palestinien occupé, où l'on déplore 15 enfants décédés et 351 autres blessés entre janvier et octobre 2011¹. Les démolitions de maisons, d'écoles et de centres de santé continuent de causer des interruptions de services essentiels sur le plan des droits de l'homme, comme l'éducation ou la santé. L'exacerbation des tensions dans la région pendant le Printemps arabe, associée à une réconciliation politique interne et au dépôt d'une candidature visant à faire reconnaître l'État palestinien, ont entraîné des tensions supplémentaires. Le blocus israélien sur Gaza est entré dans sa sixième année et continue de poser des problèmes humanitaires graves pour 1,6 million de personnes, dont plus de la moitié a moins de 18 ans². L'accès limité aux biens, aux services et aux ressources humaines représente un défi quotidien pour les citoyens comme pour la communauté humanitaire.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF dirige le groupe sectoriel pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), le groupe de travail sur la protection de l'enfance, le groupe de travail Israël/territoire palestinien occupé sur les violations graves dont sont victimes les enfants, et co-dirige le groupe sectoriel de l'éducation dans le Territoire palestinien occupé. L'UNICEF contribue aussi au travail des groupes sectoriels de la santé, la sécurité alimentaire et la nutrition. En collaboration avec le Gouvernement du Territoire palestinien occupé, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, l'UNICEF assurera une intervention d'urgence efficace auprès d'1,8 million d'enfants et de femmes (dont plus de 803 000 enfants, 240 000 femmes et 68 000 personnes s'occupant d'enfants) grâce à des interventions fondées sur des faits, collectives et coordonnées.

- Près de 280 000 enfants et 120 000 femmes bénéficieront de cliniques mobiles, de médicaments essentiels et de fournitures médicales. Environ 210 000 enfants et 110 000 femmes au minimum recevront un soutien nutritionnel par le biais de distributions de suppléments en micronutriments et de la promotion de l'allaitement exclusif dans le cadre des visites à domicile postnatales. Ils bénéficieront également de la mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés dans cinq hôpitaux (deux en Cisjordanie et trois à Gaza).
- Environ 20 000 enfants et 10 000 femmes pourront avoir accès à des installations d'eau et d'assainissement sûres grâce à la mise à disposition de citernes, la réhabilitation d'installations d'assainissement et la mise en place de canalisations d'eau et d'évacuation des eaux usées.
- Environ 4 800 enfants disposeront d'un accès sécurisé à l'éducation et 12 600 adolescents bénéficieront de dispositifs alternatifs d'apprentissage, tandis que 1 500 parents et personnels scolaires renforceront leurs capacités à prendre en charge les adolescents en situation d'urgence.
- Quelque 157 000 enfants bénéficieront d'une protection et d'un soutien psychosocial. Environ 61 000 personnes s'occupant d'enfants seront formées aux compétences relatives à la protection et à l'adaptation et quelque 4 000 professionnels et bénévoles seront mobilisés dans les réseaux de protection de l'enfance, les centres familiaux et les espaces protégés pour les enfants.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

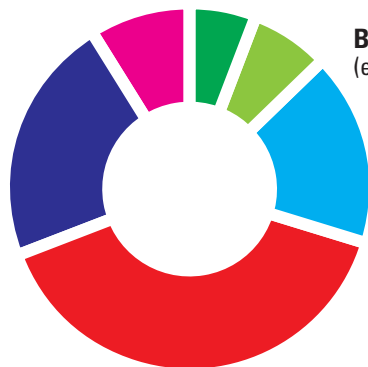
L'UNICEF demande 15 436 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses programmes humanitaires en 2012 et a aligné sa demande sur les besoins de la Procédure d'appel global de 2012 (CAP). Sans ce financement, les besoins des femmes et des enfants vivant en Territoire palestinien occupé ne pourront pas être couverts en matière d'eau propre, de qualité de l'éducation, de protection, de santé et de nutrition.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/oPt.

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Children Affected by Armed Conflict (CAAC) Bulletin: Israel & the Occupied Palestinian Territory », UNICEF, New York, septembre 2011, p. 2.
2. Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian Bulletin: Humanitarian situation in the Gaza Strip », OCHA, Jérusalem-Est, juillet 2011, p. 1.
3. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « L'initiative Hôpitaux amis des bébés », UNICEF, New York, http://www.unicef.org/french/nutrition/index_24806.html.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'UNICEF estimait que 18 295 000 dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action humanitaire dans le Territoire palestinien occupé. Au mois d'octobre 2011, un total de 11 274 979 dollars É.-U. (62 pour cent) avait été reçu. L'UNICEF a utilisé ces fonds pour offrir des services de conseil sur l'allaitement exclusif à environ 18 000 mères et pour fournir des suppléments en micronutriments à 210 000 enfants et 105 000 femmes enceintes ou allaitantes. L'UNICEF a également fourni un accès à l'eau potable à 51 000 personnes (sur les 207 000 prévues), amélioré l'assainissement grâce à des réparations d'urgence sur les réseaux d'eau et d'évacuation, et réhabilité les installations d'eau, d'hygiène et d'assainissement de 39 écoles, au profit de 23 000 enfants et de près de 800 enseignants. Près de 14 000 enfants ont bénéficié d'un meilleur accès à une éducation de base. L'accès à des dispositifs d'enseignement alternatif a été rendu possible pour près de 19 000 adolescents présentant un risque d'abandon scolaire, un chiffre supérieur à l'objectif initial de 13 500 jeunes. Quelque 16 000 garçons et filles et plus de 4 000 personnes s'occupant d'enfants ont bénéficié de services de protection et de services psychosociaux, notamment de consultations individuelles et de groupe. Quelque 660 enfants ont pu bénéficier d'une consultation d'urgence individuelle, et 400 professionnels et bénévoles ont pu améliorer leurs connaissances et leurs compétences afin de mieux soutenir la résilience et les mécanismes d'adaptation des enfants et des personnes qui en ont la charge.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012

(en dollars É.-U.)

907 000	Nutrition
1 068 000	Santé
2 630 000	WASH
6 076 000	Protection de l'enfance
3 425 000	Éducation
1 330 000	Coordination des groupes sectoriels
15 436 000	TOTAL



Yémen

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les troubles civils qui ont éclaté en février 2011 ont aggravé les tensions politiques et tribales existantes, intensifiant le niveau de violence dans les grandes villes du Yémen. Cela n'a fait que renforcer la fragilité d'un pays déjà instable et appauvri où les taux de malnutrition sont très élevés chez les enfants et de plus en plus chez les femmes enceintes. Le nombre total de personnes déplacées dans les gouvernorats du nord, du sud et du centre s'élève à 420 000, dont 80 000 enfants de moins de 5 ans et 80 000 femmes enceintes ou allaitantes rien que dans les sites en situation d'urgence¹. Le manque d'eau salubre a entraîné une hausse des flambées de maladies liées à l'eau comme le choléra et la diarrhée aqueuse aiguë.

Le conflit a perturbé l'enseignement et plus de 280 000 enfants ne peuvent pas retourner en classe, car les écoles sont inaccessibles, occupées par des armées ou hébergent des personnes déplacées internes². Le recrutement des enfants par des milices pro- et anti-gouvernement dans le nord et par des forces gouvernementales³ et d'autres groupes armés dans le pays est de plus en plus préoccupant. Le conflit a également un impact sur le bien-être psychologique des enfants et a entraîné une augmentation du travail des enfants, du trafic d'enfants et du risque de mariage forcé à un âge précoce pour les filles comme mécanisme d'adaptation économique⁴.

La sécurité, l'instabilité politique et le conflit constituent des obstacles importants à la mise en oeuvre des programmes, surmontés par une programmation à distance, le renforcement des capacités locales et l'élargissement des partenariats avec les ONG.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF dirigera et coordonnera les groupes sectoriels pour l'éducation, pour la nutrition, pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ainsi que le sous-groupe sectoriel pour la protection de l'enfance et participera activement au groupe sectoriel pour la santé afin d'obtenir les résultats suivants :

- L'UNICEF contribuera au niveau de la communauté et des établissements au dépistage, à la prise en charge et au traitement de quelque 105 000 cas de malnutrition aiguë sévère et fournira des suppléments en micronutriments à 1,1 million de femmes enceintes ou allaitantes et enfants de moins de 5 ans. Des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, des médicaments et des micronutriments, en plus du matériel anthropométrique, seront mis à disposition dans tous les gouvernorats, avec pour objectif deux établissements de santé par district.
- Des campagnes de vaccination préventives et des services de proximité complets seront mis en place pour 1,3 million d'enfants de moins de cinq ans et 325 000 femmes enceintes ou allaitantes.
- L'UNICEF fournira, par un enseignement de type scolaire et non scolaire, un environnement propice à l'apprentissage pour 700 000 enfants parmi le million d'enfants risquant d'interrompre leur scolarité.
- Plus de 240 000 personnes vulnérables et touchées par le conflit, la moitié étant des femmes et des enfants, au nord, au centre et au sud du Yémen bénéficieront des services de WASH, notamment un approvisionnement en eau par camion, le traitement/stockage de l'eau des ménages, la réparation des systèmes d'approvisionnement en eau et la promotion de l'assainissement par une évacuation des excréments et une gestion des déchets solides hygiéniques, tout en informant sur l'hygiène et en fournissant des produits d'hygiène.
- Environ 400 000 enfants vulnérables et touchés par le conflit bénéficieront d'une protection contre la violence, les mauvais traitements, l'exploitation et la négligence. L'UNICEF continuera également à rendre compte des graves violations des droits des enfants par le biais du mécanisme de surveillance et de communication de l'information.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

Conformément à la procédure d'appel global (CAP), l'UNICEF sollicite 49 807 000 dollars É-U pour fournir des biens essentiels et mettre en oeuvre les interventions proposées dans les gouvernorats du Yémen. Un financement insuffisant compromettra gravement la protection des enfants contre la violence, l'exploitation, les mauvais traitements, la négligence et le recrutement par des groupes armés. En outre, quelque 53 000 enfants seront en grave danger de malnutrition et le manque d'eau et d'assainissement augmentera le nombre de décès et de maladies.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/yemen.

1. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – IDP Executive Unit, 26 septembre 2011, et estimations de la population de l'UNICEF.
2. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 'Yemen Humanitarian Emergency Situation Report No. 9', OCHA, New York et Genève, 14 octobre 2011, p. 2.
3. Le rapport du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/18/21) publié le 13 septembre 2011 et présenté au Conseil (en anglais seulement) attire l'attention sur le recrutement d'enfants par les forces armées (y compris les forces de sécurité); tout comme le Rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé (A/65/820– S/2011/250), Nations Unies, New York, 25 avril 2011.
4. Internal Displacement Monitoring Centre, 'Yemen: New displacement due to unrest displacement due to Sa'ada conflict continues', IDMC, Genève, 3 octobre, 2011, p. 6.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

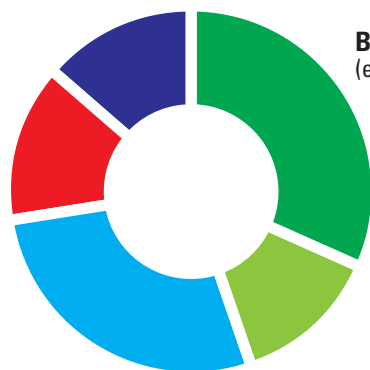
Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 23 352 808 dollars É.-U. Le financement intégral a permis à l'UNICEF d'obtenir les résultats suivants. L'UNICEF a fourni de la nourriture à 37 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère; la gestion communautaire du programme contre la malnutrition modérée a concerné 36 000 personnes.

Une campagne de vaccination a atteint 180 000 enfants de moins de 5 ans; quelque 54 000 enfants ont reçu le vaccin contre la rougeole. Plus de 102 000 enfants ont reçu une supplémentation en vitamine A. Sur les 13 000 enfants prévus dans le programme, 86 pour cent ont reçu le vaccin antipoliomyélique oral et 67 pour cent le vaccin contre la rougeole.

L'UNICEF a mis en place une enquête bihebdomadaire auprès des ménages pour surveiller les principaux domaines liés à la santé et au bien-être des enfants, constituant l'unique source de données actuelles sur les ménages au Yémen.

L'UNICEF a fourni une assistance en matière de WASH (eau, assainissement et hygiène) à 80 000 personnes (dont la moitié sont des enfants), y compris des personnes déplacées, des migrants et des membres de communautés d'accueil vulnérables. Sur les 14 000 enfants vulnérables identifiés, 79 pour cent ont été orientés vers des centres de protection et autres. Le bien-être psychosocial de quelque 102 000 enfants a été favorisé par des services en milieu scolaire et communautaire.

La sensibilisation aux graves violations des droits des enfants s'est poursuivie et a abouti pour la première fois à la mention de deux parties au Yémen en 2011 dans le Rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé. Des craintes concernant ces violations ont également été formulées au Conseil des Droits de l'homme en septembre 2011.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

15 785 000	Nutrition
6 527 000	Santé
13 880 000	WASH (eau, assainissement, hygiène)
6 950 000	Protection de l'enfance
6 665 000	Éducation
49 807 000	TOTAL

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Asie du Sud

AFGHANISTAN • PAKISTAN • SRI LANKA





Asie du Sud

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

L'Asie du Sud, où l'UNICEF dispose de bureaux en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde, aux Maldives, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka, est une des régions du monde les plus peuplées et les plus touchées par les situations d'urgence. Elle se caractérise par une absence de capacités d'adaptation aux risques naturels, tels que les tremblements de terre, les inondations saisonnières et les vagues de froid. Elle est également en proie à des conflits localisés et à des tensions internes, alimentés en partie par des disparités socio-économiques et des problématiques d'équité.

Trois des pays de la région figurent parmi les 20 pays les plus exposés aux risques naturels, selon le World Risk Report 2011¹. En 2011, le Bangladesh, l'Inde, le Népal et le Sri Lanka ont tous été sérieusement touchés par des inondations liées aux moussons. Une mousson exceptionnellement importante a notamment frappé la province de Sind, au sud du Pakistan, entre mi-août et mi-septembre. La moitié des 5,4 millions de personnes touchées étaient des enfants². L'UNICEF a lancé un appel à hauteur de 50,3 millions de dollars É.-U. pour financer des interventions humanitaires visant à assurer la santé, la nutrition, l'éducation et la protection des enfants et des femmes victimes de la catastrophe dans la région du Sind³. L'Afghanistan a été frappé par une grave sécheresse, qui a obligé la communauté internationale à lancer un appel global révisé le 1^{er} octobre⁴ afin de permettre aux organismes humanitaires d'éviter que la situation ne se dégrade encore davantage pour les 2,6 millions de personnes gravement touchées. Le 18 septembre, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter a frappé le Bhoutan, le nord-est de l'Inde et l'ouest du Népal. L'impact du tremblement de terre a été particulièrement important au Bhoutan, où il a provoqué des dégâts matériels dans plus de 8 000 maisons, 110 écoles et 36 centres de santé à travers le pays⁵.

Les conflits internes actuels dans les pays de la région ont également aggravé la situation humanitaire des femmes et des enfants. Le conflit en Afghanistan, qui est entré dans sa dixième année, ne montre aucun signe d'apaisement et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de civils blessés, ainsi que les difficultés d'accès aux services de santé essentiels, ont continué d'augmenter en 2011. D'après plusieurs rapports, l'espace humanitaire a été restreint alors que les communautés locales ont apparemment été obligées de choisir leur camp dans ce conflit⁶. Au Pakistan, la lutte contre les insurgés dans la ceinture tribale du pays est responsable, aujourd'hui encore, du déplacement de plus de 800 000 personnes⁷. Les besoins de financement humanitaires en 2012 pour l'Afghanistan, le Pakistan et le Sri Lanka sont décrits dans différents chapitres. Cependant, l'appui technique du bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud sera nécessaire en 2012 pour assurer la préparation et la réponse aux situations d'urgence dans les huit pays de cette région.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

- En 2012, l'UNICEF augmentera les capacités de ses bureaux de pays et de ses partenaires en matière de réduction des risques liés aux catastrophes et de préparation aux situations d'urgence, et renforcera le soutien régional aux bureaux de pays en matière de réponse aux situations d'urgence et dans les domaines couverts par les groupes sectoriels qu'il dirige (à savoir l'eau, l'assainissement et l'hygiène [WASH], la nutrition, l'éducation et la protection de l'enfance⁸).
- L'UNICEF renforcera également l'appui régional à la gestion des connaissances et aux partenariats en matière d'action humanitaire.
- Cet appui régional couvrira les huit pays de l'Asie du Sud. Le bureau régional de l'UNICEF transférera également des contributions spécifiques pour la préparation et de la réponse aux situations d'urgence aux pays (comme le Bhoutan, les Maldives ou le Népal) qui ne font pas l'objet d'un appel distinct dans ce document. Si dans le cas d'une situation d'urgence de faible à moyenne ampleur dans ces pays, les autorités nationales pourront choisir de ne pas donner la priorité aux appels inter-institutions comme outils de collecte de fonds, un soutien international dans certains domaines spécifiques serait le bienvenu. Cette composante de l'Action humanitaire pour les enfants fournira un instrument de financement et d'assistance technique de ce type.

1. Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies, « World Risk Report 2011 », Alliance Development Works, Berlin, 2011, p. 64. Les pays de l'Asie du Sud incluent : Afghanistan (15), Bangladesh (6), et Bhoutan (18).

2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « UNICEF Pakistan Update: 2011 Floods – Needs and Response, UNICEF Pakistan, Islamabad, 2 novembre 2011, p. 1.

3. Ibid., p. 3.

4. La « Révision d'urgence de l'Appel global 2011 pour l'Afghanistan, en réponse aux inondations » est une demande de financement supplémentaire de 142 millions de dollars É.-U. pour permettre aux institutions humanitaires d'intervenir face à ces inondations.

5. Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies, « Actualisation trimestrielle : 3^{ème} trimestre 2011 », Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, New York, 14 octobre 2011, p. 3.

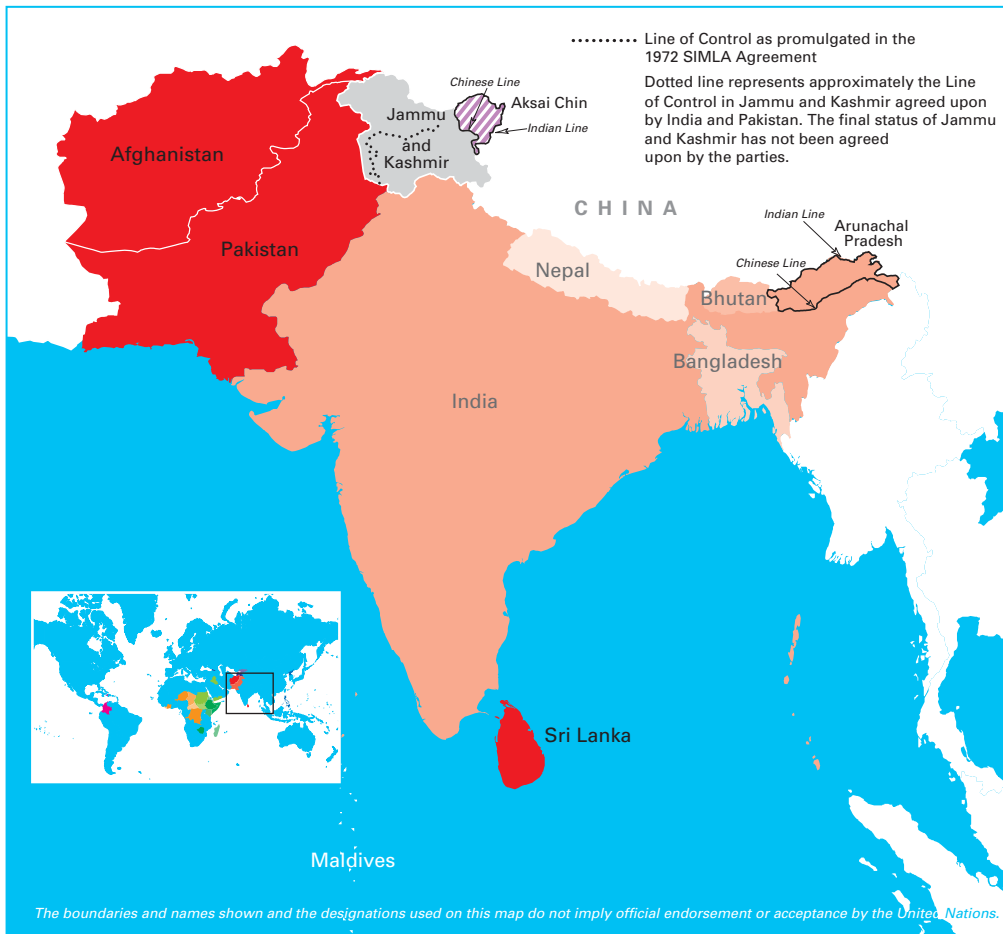
6. Internal Displacement Monitoring Centre, « Afghanistan: Armed conflict forces increasing numbers of Afghans to flee their homes – A profile of the internal displacement situation », Internal Displacement Monitoring Centre, Genève, 11 avril 2011, p. 80.

7. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Actualisation de l'Appel Global de l'UNHCR 2011 : Pakistan », UNHCR, Genève, 1^{er} décembre 2010, p. 186.

8. Par mesure d'économie, la capacité de soutien de ce groupe sectoriel sera basée au sein du bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, à Bangkok mais couvrira également les pays d'Asie du Sud.

**L'Asie du Sud ,
une des régions
du monde les plus
peuplées et les plus
touchées par les
situations d'urgence,
se caractérise par
une absence de capa-
cités d'adaptation
aux risques naturels,
tels que les tremble-
ments de terre, les
inondations saison-
nières et les vagues
de froid. Des conflits
localisés et des ten-
sions internes sont
en partie alimentés
par des disparités
socio-économiques
et des probléma-
tiques d'équité.**

ASIE DU SUD



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'équipe régionale de l'UNICEF pour les situations d'urgence a apporté un appui aux huit pays de la région en matière de renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgence grâce à des missions inter-institutions. L'équipe a également pu apporter un appui direct d'urgence pendant la phase aiguë de réponse d'urgence aux inondations dans la région du Sind au Pakistan, et un appui à la coordination des groupes sectoriels (ex. : soutien au groupe sectoriel de l'eau, l'assainissement et l'hygiène [WASH] pour la réponse de l'UNICEF et de ses partenaires à la sécheresse en Afghanistan). L'équipe a également apporté un soutien au groupe de travail de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), de la nutrition et de la protection de l'enfance lors des inondations au Pakistan et pour l'intégration de la prévention des risques de catastrophe dans les programmes de pays de l'UNICEF (ex. : Bangladesh, Inde, Maldives et Népal). Ce soutien régional a représenté 35 missions, soit au total 326 jours/hommes.

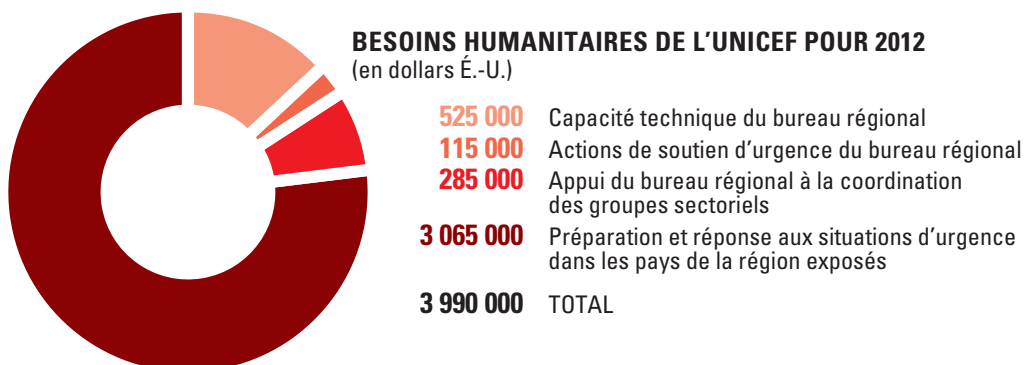
L'équipe régionale de l'UNICEF pour les situations d'urgence a également assuré la révision technique et la validation des plans et appels humanitaires de l'UNICEF présentés par les pays touchés par les situations d'urgence.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

Afin de mener à bien les actions prévues de soutien aux situations d'urgence au niveau régional en 2012, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud demande la somme de 3 990 000 dollars É.-U. aux donateurs. Cette somme comprend un montant de 3 millions de dollars É.-U. pour les actions de préparation et de réponse dans les pays de la région exposés aux situations d'urgence, qui ne font pas l'objet d'un chapitre distinct de l'Action humanitaire pour les enfants et qui ont peu de chances de bénéficier d'appels éclairs inter-institutions en cas d'urgences de faible à moyenne ampleur. Ce financement est indispensable pour continuer à apporter une assistance technique en matière de préparation aux situations d'urgence et de réduction des risques liés aux catastrophes et à prendre en charge les coûts liés à l'appui aux groupes sectoriels de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), de la nutrition, de l'éducation et de la protection de l'enfance.

Un financement suffisant permettra au bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud d'assumer l'ensemble de ses responsabilités au niveau régional dans le cadre des Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau régional www.unicef.org/rosa.





Afghanistan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En Afghanistan, la violence continue de provoquer de graves souffrances et de saper les efforts visant à fournir aux enfants un environnement sûr et protecteur. Entre janvier et août 2011, la population déplacée a atteint 147 661 personnes, ce qui porte le nombre cumulé de déplacements liés au conflit à 473 000 (soit 73 452 familles)¹. Le recrutement et l'utilisation des enfants dans les conflits armés deviennent un motif croissant d'inquiétude. Les enfants représentent au moins 81 pour cent des victimes de mines et de restes explosifs de guerre dans le pays.

Jusqu'à 3 millions d'Afghans sont gravement touchés par une sécheresse exceptionnelle, la huitième en 11 ans. L'eau potable fait cruellement défaut, le système d'assainissement s'est détérioré et les maladies transmises par l'eau et provoquées par la pénurie d'eau sont en augmentation. Environ 525 000 enfants de moins de 5 ans risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère; en outre, les tendances enregistrées au second semestre de l'année 2011 suggèrent qu'en 2012, environ 60 000 enfants auront besoin de soins thérapeutiques nutritionnels dans l'ensemble du pays². Les flambées de rougeole sont monnaie courante : en août 2011, 107 foyers à petite échelle étaient déclarés et 1 606 cas de rougeole étaient recensés par les systèmes de surveillance active dans 107 districts³. L'Afghanistan est l'un des quatre pays au monde où la polio est endémique. Les hivers rigoureux, souvent accompagnés d'inondations, interrompent la scolarité des enfants, notamment lorsque les écoles ne sont pas conçues pour faire face à ces conditions climatiques.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF, chef de file des groupes sectoriels pour la nutrition et pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), ainsi que du sous-groupe pour la protection de l'enfance en Afghanistan, est également co-chef du groupe sectoriel pour l'éducation. En collaboration avec le Gouvernement afghan, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG, l'UNICEF tentera de répondre aux besoins humanitaires essentiels des personnes vulnérables (d'après les estimations, 2,4 millions). Les efforts déployés permettront, entre autres, d'obtenir les résultats suivants :

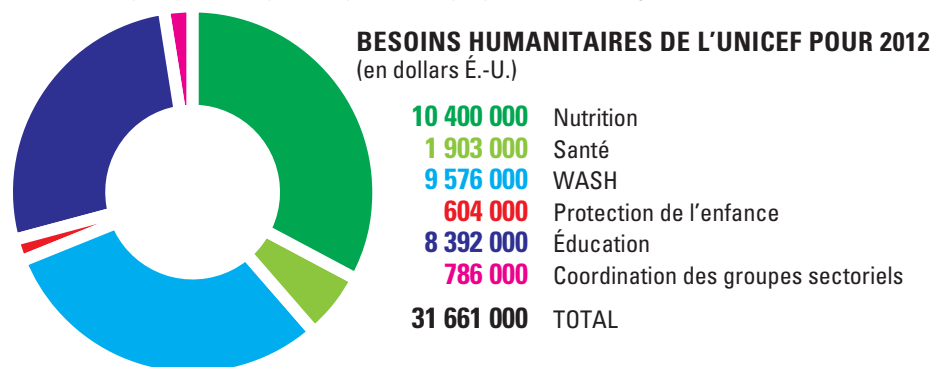
- Environ 48 000 enfants souffrant de malnutrition sévère et 91 000 femmes enceintes ou allaitantes vivant dans des zones touchées par des situations d'urgence, recevront des soins nutritionnels de proximité, ainsi que des conseils sur l'alimentation et les pratiques de l'alimentation complémentaire des nourrissons et des jeunes enfants. Afin de résoudre les carences en micronutriments de plus de 210 000 femmes enceintes ou allaitantes, l'UNICEF encouragera les compléments d'alimentation et mettra en garde contre l'utilisation abusive de préparations pour nourrissons et d'autres aliments inappropriés pour bébés.
- Plus de 345 000 enfants de moins de 5 ans et 69 000 femmes enceintes vivant dans des zones affectées par la sécheresse et le conflit bénéficieront de soins de santé maternelle, néonatale et infantile et seront vaccinés.
- Quelque 800 000 personnes déplacées dans leur propre pays (dont 480 000 sont des enfants) auront accès à des sources d'eau potable, des installations d'assainissement et des services d'hygiène durables. Cette population de déplacés comprend 100 000 réfugiés rapatriés, notamment d'Iran et du Pakistan, 200 000 personnes déplacées suite au conflit ou à d'autres calamités et 400 000 victimes de catastrophes naturelles. Quelque 2 000 points d'eau et systèmes d'eau non fonctionnels seront réparés et 600 systèmes d'eau communautaires seront construits. Les services fournis en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) dans 150 écoles bénéficieront à 100 000 étudiants (environ 50 pour cent de filles et d'enseignantes). L'UNICEF construira également 30 points d'eau stratégiques, distribuera des fournitures d'urgence en eau, assainissement et en hygiène et assurera la formation d'éducateurs en hygiène, de mécaniciens et d'agents d'entretien des pompes sur le fonctionnement, l'entretien et la gestion des systèmes WASH.
- Une éducation d'urgence sera fournie à 580 000 élèves, notamment des filles, et à 800 enseignants affectés par les catastrophes naturelles et le conflit, par la mise en place d'environnements d'apprentissage sûrs, sécurisés et adaptés aux enfants et la distribution de fournitures de secours en matériel pédagogique et didactique d'urgence. En outre, environ 450 000 élèves et enseignants seront en mesure de poursuivre leur scolarité pendant les rigueurs de l'hiver.
- Au moins 4 000 personnes, dont 3 000 enfants, exposés à la violence, aux abus et à la négligence, bénéficieront d'un soutien psychosocial, d'activités ludiques et de loisirs structurées, ainsi que d'une sensibilisation aux dangers des mines.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

Conformément aux conditions de la Procédure d'appel global (CAP), l'UNICEF sollicite 31 661 000 dollars É.-U. au titre de ses activités d'urgence en Afghanistan. Un sous-financement priverait des millions d'Afghans d'eau potable et des services de nutrition et de santé indispensables et empêcherait des milliers d'enfants d'aller à l'école et d'avoir accès à des services de protection. À l'inverse, un financement intégral permettra à l'UNICEF et à ses partenaires de renforcer la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours à l'échelle nationale et communautaire.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/afghanistan.

1. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, « Rapport mensuel humanitaire », OCHA Afghanistan, Kaboul, août 2011, p. 1.
2. Agence des États-Unis pour le développement international et iMMAP, « Afghanistan: Emergency Food Security Assessment », USAID et iMMAP, Washington, D.C., 27 juillet 2011.
3. Measles/Rubella Case Finding Indicators in Afghanistan between 1 January 2011–20 August 2011, 6 septembre 2011 et Ministère de la santé publique, « Weekly Morbidity and Mortality Report 44 (5th Yr) », Afghanistan, 6 novembre 2011.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 5 642 548 dollars É.-U sur les 22 698 000 sollicités au titre de ses activités humanitaires. Avec seulement un quart de ses besoins de financement couvert, l'UNICEF a réussi à atteindre des résultats dans les domaines suivants : environ 149 000 enfants de moins de 5 ans et 28 406 femmes enceintes ou allaitantes ont bénéficié de services de nutrition, de santé infantile et maternelle cruciaux. En outre, 245 000 enfants âgés de 6 à 59 mois et 246 000 femmes enceintes ou allaitantes ont reçu de multiples micronutriments et de l'acide folique. Plus de 12 000 enfants âgés de 9 à 59 mois (99 pour cent de l'objectif) ont été vaccinés contre la rougeole.

Au total, 20 000 trousseaux familiales ont été distribués aux familles déplacées dans leur propre pays. 10 000 chandails pour enfants de moins de 2 ans ont été distribués. Un stock d'environ 14 000 couvertures a été pré-positionné pour protéger la population du froid.

Au moins 200 000 personnes déplacées et affectées par la sécheresse ont pu accéder à l'eau potable et à des installations d'assainissement. Près de 4 000 classes communautaires accueillant 125 000 élèves ont été créées. Environ 400 écoles, fermées pour cause d'insécurité, ont été rouvertes suite à une initiative de protection communautaire. Au total, 1 050 cas de violations impliquant des enfants en conflit avec la loi, séparés de leur famille, victimes d'abus sexuels ou de la traite d'enfants ont été identifiés, ont fait l'objet d'un suivi et ont été confiés aux services de soutien.



Pakistan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2011, on estime à 5,4 millions de personnes le nombre de personnes touchées par les inondations qui ont dévasté le Pakistan suite à de fortes pluies de mousson¹. Quelque 1,8 million de personnes ont été déplacées du fait de la destruction de leur logement et de leurs moyens de subsistance². La catastrophe a rendu 2 millions d'enfants et 1,7 million de femmes vulnérables aux maladies, à la malnutrition, aux violences et à l'exploitation³. Le relèvement consécutif à de telles catastrophes naturelles est d'autant plus difficile que 40 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté⁴. Au nord-ouest du Pakistan, près de 950 000 personnes (soit 126 224 familles) sont toujours déplacées et vivent soit dans des camps pour personnes déplacées, soit dans des zones d'accueil⁵.

En raison d'inondations dévastatrices survenues deux années de suite, la mise en place d'actions de réduction des risques liés aux catastrophes dans les zones inondées est essentielle. L'ampleur des catastrophes qui ont frappé le Pakistan, les mouvements fréquents de population, le conflit en cours et le nombre insuffisant de partenaires de chargés de la mise en œuvre posent encore de sérieux défis pour la mise en œuvre des interventions humanitaires dans le pays.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF est chef de file des groupes sectoriels pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ainsi que pour la nutrition, co-dirige le groupe sectoriel pour l'éducation et il est chef du sous-groupe sectoriel⁶ pour la protection de l'enfance au Pakistan. En 2012, l'UNICEF travaillera avec le Gouvernement du Pakistan, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin de répondre aux besoins des millions d'enfants et de femmes touchés par les inondations de 2010 et 2011 et des 950 000 personnes déplacées en raison des conflits.

- Plus de 2,8 millions d'enfants de moins de 5 ans seront vaccinés contre les maladies infantiles évitables, notamment la rougeole et la polio. Plus de 260 000 femmes enceintes ou allaitantes et environ 83 000 nouveau-nés bénéficieront d'interventions nécessaires à leur survie et de services essentiels à leur santé.
- Plus d'1,2 million d'enfants âgés de 6 à 59 mois et 800 000 femmes enceintes ou allaitantes bénéficieront de prestations de nutrition, parmi lesquelles des suppléments de micronutriments, un dépistage, une prise en charge ambulatoire et clinique ou des activités éducatives sur l'alimentation des nourrissons et l'hygiène.
- L'UNICEF offrira à 1,5 million de personnes un accès à l'eau potable et à des installations d'assainissement sûres et fera la promotion des bonnes pratiques d'hygiène afin de diminuer leur vulnérabilité vis-à-vis des maladies évitables.
- Près de 319 000 enfants bénéficieront de dispositifs éducatifs au sein de lieux d'apprentissage protégés et de structures scolaires de transition. L'UNICEF soutiendra également une scolarisation adaptée aux enfants, la formation des enseignants et l'approvisionnement en fournitures scolaires essentielles.
- Plus de 399 000 enfants, adolescents et femmes bénéficieront de services protecteurs en matière d'éducation et de soins, notamment d'un soutien psychosocial, d'activités de loisirs, d'une éducation non formelle et de programmes de prévention des violences sexistes. L'UNICEF diffusera également des informations sur la prévention du VIH à 29 000 femmes à risques.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

En 2012, l'UNICEF demande 88 400 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire au Pakistan⁷. Ce financement permettra d'apporter un appui indispensable aux enfants et aux femmes des régions touchées par les inondations et le conflit. Un sous-financement augmenterait la vulnérabilité des femmes et des enfants déplacés aux maladies potentiellement mortelles, à la malnutrition et aux risques liés à l'absence de protection sociale.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/pakistan.

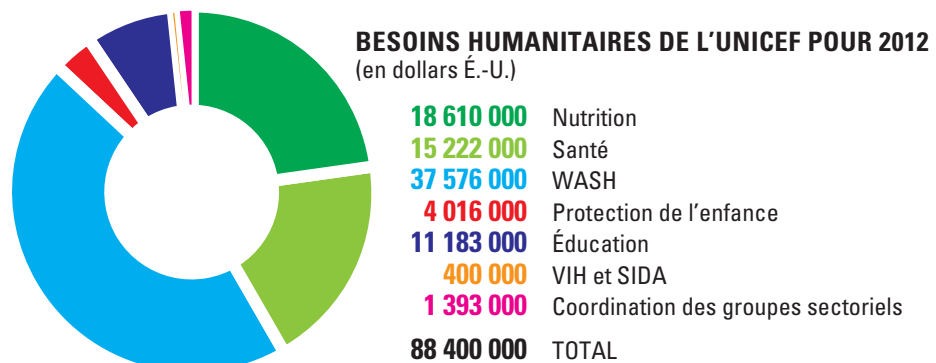
1. Nations Unies, "Evaluation multisectorielle des besoins 2011-Pakistan", présentation, ONU, 30 novembre 2011, p. 10, <http://pakresponse.info/LinkClick.aspx?fileticket=CraH1C3PyWQ%3d&tabid=41&mid=597>, consulté le 12 décembre 2011.
2. Ibid., p. 11.
3. Ibid., p. 11.
4. Ibid., p. 3.
5. Government of Pakistan FATA Disaster Management Authority, « FATA IDPs Statistics, FATA Disaster Management Authority, Peshawar, Pakistan, http://fdma.gov.pk/index.php?option=com_content&view=article&id=30&Itemid=27, dernier accès le 20 novembre 2011.
6. Les groupes sectoriels humanitaires chargés de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), de la nutrition, de l'éducation et de la protection sont opérationnels au KP et dans les FATA. Les groupes de travail thématiques sur le relèvement précoce sont opérationnels dans les zones touchées par les inondations de 2010 et le groupe sectoriel chargé de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) ainsi que les groupes de travail chargés de la nutrition, de l'éducation et de la protection de l'enfance sont opérationnels dans les zones touchées par les inondations de 2011.
7. Cette somme inclut les 50,3 millions de dollars É.-U. demandés par l'UNICEF dans le cadre du Plan d'intervention rapide inter-institutions pour les inondations au Pakistan lancé le 18 septembre 2011 pour la période septembre 2011—mars 2012.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'UNICEF avait estimé à 104 359 947 dollars É.-U. les sommes nécessaires au financement de son action humanitaire au Pakistan. En octobre 2011, un total de 16 247 179 dollars avait été reçu, soit 16 pour cent de l'objectif. Grâce à ce financement, l'UNICEF a pu apporter une réponse rapide aux inondations dévastatrices qui ont frappé le pays en 2010 et fin 2011. Dans les zones touchées par les inondations, les installations d'assainissement ont été améliorées pour près de 3 millions de personnes, et 2 millions de personnes ont pu bénéficier d'eau potable. Une campagne de promotion de l'hygiène a permis de toucher plus d'1,7 million de personnes.

L'UNICEF a amélioré la santé de millions d'enfants, en administrant plus de 183 000 vaccins et suppléments de vitamine A aux enfants à risques, 2,5 millions de doses de vaccins contre la rougeole et 2,5 millions de doses de vaccins contre la polio et en traitant près de 400 000 enfants atteints de malnutrition aiguë.

Dans les zones touchées par le conflit, l'UNICEF a vacciné 3,7 millions d'enfants contre la polio et a distribué des suppléments de vitamine A à 4,2 millions d'enfants. Plus de 200 000 personnes ont pu avoir accès à l'eau potable et près de 120 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë ont été traités. Environ 205 000 enfants ont bénéficié de services éducatifs, tandis que 56 000 autres enfants et 22 000 femmes à risques ont reçu un soutien de la part des services de protection.





Sri Lanka

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En mai 2009, la fin d'une guerre civile de près de 30 ans a marqué une période prometteuse pour le Sri Lanka, qui doit déboucher sur des perspectives concrètes pour les enfants et les jeunes les plus vulnérables et leurs familles dans les provinces du Nord et de l'Est. Fin 2011, près de 382 000 personnes étaient retournées dans leur district d'origine avec l'espoir de reprendre une vie normale. Toutefois, les années de guerre ont sérieusement éprouvé les services de santé, les installations d'eau et d'assainissement, les systèmes d'éducation et les dispositifs de protection sociale déjà limités. Les mines terrestres et munitions non explosées restent des menaces invisibles et mortelles dans tout le Nord et l'Est du Sri Lanka.

Des efforts de redressement, avec notamment l'amélioration de l'infrastructure locale et l'élargissement des possibilités d'éducation, sont indispensables pour l'avenir des populations récemment rapatriées, qui représentent près de 112 000 familles. En outre, 7 500 personnes déplacées, dont près de 2 300 familles, continuent à vivre dans des camps. Le nombre de personnes rapatriées et déplacées, y compris les populations déplacées à long terme, s'élève à plus de 500 000¹. L'objectif humanitaire est d'aider ces Sri Lankais à retourner chez eux et leur fournir un accès à de meilleurs services sociaux, en particulier pour les enfants les plus vulnérables afin de soutenir l'élan actuel vers la réconciliation.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF Sri Lanka dirige les groupes sectoriels pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et pour la nutrition ainsi que le sous-groupe pour la protection de l'enfance, et co-dirige le groupe sectoriel pour l'éducation avec Save the Children. En 2012, l'UNICEF collaborera avec le Gouvernement du Sri Lanka, les diverses institutions de l'ONU, des ONG locales et internationales et les communautés d'accueil pour répondre aux besoins des femmes et enfants vulnérables dans les provinces du Nord et de l'Est.

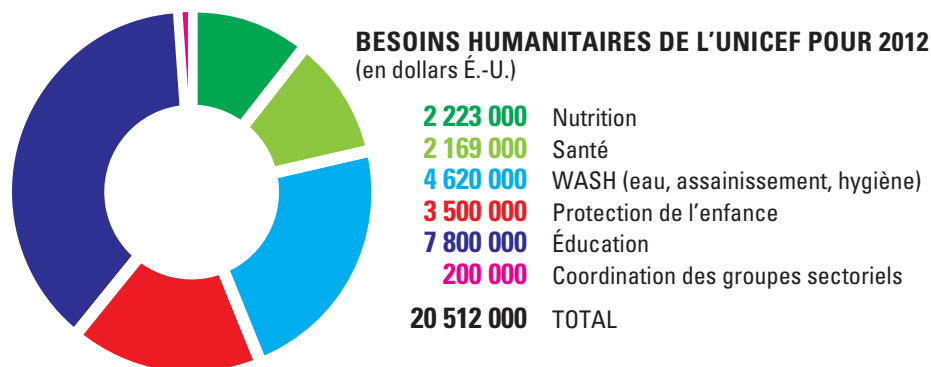
- Une aide nutritionnelle sera fournie à un nombre croissant de rapatriés vulnérables, dont 30 000 enfants de moins de 5 ans et 12 700 femmes enceintes ou allaitantes. L'accès à des services de qualité en matière de santé, de nutrition et de soins à la petite enfance sera renforcé pour 42 700 enfants et femmes enceintes ou allaitantes dans les zones de réinstallation.
- L'accès à des structures améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement sera fourni et des mesures seront prises pour promouvoir une meilleure hygiène auprès de 65 000 personnes dans les zones de réinstallation. L'UNICEF soutiendra les installations WASH amies des enfants qui sont également accessibles aux enfants handicapés dans 90 écoles et 20 centres de santé.
- Les environnements amis des enfants feront l'objet d'une promotion dans 750 écoles, profitant à 150 000 élèves. Un programme d'apprentissage accéléré (ALP) soutiendra la réintégration et le maintien au sein du système scolaire formel de plus de 150 000 enfants affectés par le conflit. Un soutien psychologique sera fourni à 300 000 enfants pour améliorer l'environnement éducatif et renforcer les niveaux d'ALP.
- Une orientation professionnelle, une formation aux aptitudes personnelles et des emplois seront proposés à 3 000 adolescents vulnérables pour lesquels un enseignement traditionnel n'est plus envisageable. L'engagement sera renforcé dans les programmes de soutien aux familles, avec notamment des transferts d'espèces à 8 000 familles monoparentales ainsi qu'un soutien psychologique, une médiation familiale et des services d'orientation pour 11 500 familles touchées par le conflit et 110 000 enfants afin d'accroître les capacités des familles à prendre soin des enfants et à les protéger. L'UNICEF contribuera au rétablissement des services de protection sociale par le biais de comités de suivi des droits des enfants dans les villages et par une augmentation des ressources humaines et un renforcement des capacités des agents de la protection de l'enfance. Environ 400 000 personnes réinstallées dans les provinces du Nord et de l'Est bénéficieront d'une formation pour se protéger contre les mines.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 20 512 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses activités prévues dans les provinces du Nord et de l'Est du Sri Lanka. Cette somme est supérieure à celle demandée en 2011 en raison de l'augmentation du nombre de personnes déplacées qui sont réinstallées dans des zones où les services et infrastructures sont limités ou inexistantes. L'aide financière des donateurs reste essentielle pour dispenser des services d'urgence aux femmes et enfants qui reconstruisent leur vie dans des zones anciennement touchées par les conflits.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/srilanka.

1. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, 'Joint Humanitarian and Early Recovery Update: Report #35', OCHA, New York, août 2011, p. 1. Il existe deux principaux cas de personnes déplacées au Sri Lanka. Les personnes récemment déplacées ou nouvellement déplacées à l'intérieur de leur propre pays font référence aux populations déplacées après avril 2008 et les personnes déplacées de longue date renvoient aux personnes déplacées avant cette date. À noter que le nombre total de personnes rapatriées dans la province du Nord inclut les retours des deux catégories de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, le financement des donateurs avait couvert 85 pour cent des 14 750 000 dollars É.-U. demandés. Ce financement a permis de distribuer des compléments nutritionnels et thérapeutiques à plus de 16 000 enfants souffrant de malnutrition sévère ou modérée. Plus de 10 000 enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes ou allaitantes ont eu accès aux services de santé dans le Mullaitivu General Hospital récemment rénové. L'état de santé général dans les zones de réinstallation s'est amélioré grâce à la construction et la rénovation de 13 centres de soins de santé primaires dans les districts de Kilinochchi, Mullaitivu et Mannar de la Province du Nord.

De l'eau salubre a été fournie à plus de 33 000 personnes réinstallées grâce au nettoyage et à l'amélioration de 874 puits et au forage de 27 puits tubulaires. La remise en état et la construction de 597 toilettes ont permis d'améliorer l'assainissement et l'hygiène, et 105 sessions éducatives ont été organisées afin de promouvoir de meilleures pratiques d'hygiène.

L'accès à une éducation de qualité a été amélioré pour environ 37 000 enfants grâce à la rénovation de 80 écoles et la formation de plus de 700 enseignants au programme d'apprentissage accéléré.

Des subventions pour une formation commerciale et l'exercice d'une activité indépendante ont été octroyées à 667 jeunes, et 644 familles vulnérables, dont 1 900 enfants, ont reçu des subventions en espèces. Environ 170 000 enfants et 152 000 adultes vivant dans des zones à risque ont bénéficié d'une formation sur les mines terrestres et les munitions non explosées.

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Asie de l'Est et Pacifique

PHILIPPINES • RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE



Asie de l'Est et Pacifique

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Chaque année, les multiples risques naturels – tremblements de terre, crues de mousson et cyclones – qui affectent les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique ont un impact accru en raison de la pauvreté extrême et de la dégradation des infrastructures qui caractérisent la région. Huit pays figurent parmi les 20 nations les plus exposées aux catastrophes naturelles, d'après le World Risk Report 2011¹. En 2011, d'importantes inondations consécutives à des typhons et des pluies saisonnières exceptionnelles ont affecté plus de 9,5 millions de personnes dans toute l'Asie du Sud, notamment au Cambodge, en République démocratique populaire lao, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam. On a recensé plus de 800 décès dans la région et plusieurs milliers de blessés². À la mi-octobre, 1,2 million de personnes ont été affectées au Cambodge, 430 000 en République démocratique populaire lao, 4 millions aux Philippines, 2,4 millions en Thaïlande et 3,3 millions au Viet Nam³. En moyenne, la moitié des personnes affectées sont des enfants. Si l'on observe des différences d'un pays à l'autre, ces inondations ont été suivies de conséquences humanitaires importantes et multiples, à savoir des déplacements provisoires de populations et la destruction d'écoles et de centres de santé, indispensables au bien-être des enfants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de l'Est et le Pacifique poursuivra ses efforts pour renforcer sa coordination d'une aide rapide et efficace et faire face aux nombreuses catastrophes naturelles qui frappent toute la région, en mettant l'accent sur la préparation aux catastrophes et l'atténuation des risques. Quelques exemples :

- L'équipe régionale renforcera la réduction des risques de catastrophe et la capacité de préparation aux situations d'urgence dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique.
- Les bureaux de pays de l'UNICEF bénéficieront d'un soutien régional renforcé dans les domaines sectoriels dirigés par l'UNICEF, notamment l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la nutrition, l'éducation et la protection de l'enfance. Ils bénéficieront en outre d'un soutien régional renforcé en matière de préparation aux situations d'urgence et de programmes sectoriels via une plateforme de soutien aux groupes sectoriels desservant deux régions, d'où des économies d'échelle.
- Un soutien régional renforcé sera fourni en matière de gestion des connaissances et de partenariat dans le domaine de l'action humanitaire.
- Les 14 pays de la région bénéficieront d'un soutien régional. Le bureau régional de l'UNICEF canaliserait les contributions spécifiques en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence reçues aux pays qui ne lancent pas d'appels autonomes dans le cadre des Principaux engagements de l'UNICEF pour les enfants dans l'action humanitaire. Dans l'éventualité d'une situation d'urgence de petite ou moyenne ampleur, il est possible que les autorités nationales de ces pays ne privilégient pas le processus d'appel interorganisations comme principal outil de collecte de fonds mais qu'elles acceptent de bon gré un soutien international dans certains secteurs spécifiques. Cette composante de l'Action humanitaire pour les enfants constituera un instrument pour apporter une assistance technique et lever des financements. Les pays potentiellement bénéficiaires sont Fidji, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la Mongolie, la Thaïlande et le Timor-Leste.

Chaque année, les multiples risques naturels – tremblements de terre, crues de mousson et cyclones – qui affectent les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique ont un impact accru en raison de la pauvreté extrême et de la dégradation des infrastructures qui caractérisent la région. En 2011, d'importantes inondations ont affecté plus de 9,5 millions de personnes dans toute l'Asie du Sud.

1. Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies. « Rapport mondial sur le risque 2011 », Alliance Development Works, Berlin, 2011. Ces huit pays sont le Cambodge (9), Fidji (19), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (12), les Philippines (3), les Iles Salomon (4), le Timor-Leste (7), Tonga (2) et Vanuatu (1).

2. Yale/Tulane ESF-8 Planning and Response Program Special Report: Threat of flooding – Bangkok', 30 octobre 2011, p. 2.

3. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, « Southeast Asia Flood Update », FAO GIEWS, Rome, 21 octobre 2011, p. 3-4.

4. Par mesure d'économie, la capacité de soutien de ce groupe sectoriel sera basée au sein du bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, à Bangkok mais couvrira également les pays d'Asie du Sud.

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

En 2011, l'équipe régionale de l'UNICEF pour les situations d'urgence a aidé 9 des 14 pays de la région à renforcer leur capacité de préparation aux situations d'urgence; des missions interorganisations ont ainsi été menées en République populaire démocratique de Corée, à Fidji et en Thaïlande. La coordination des groupes sectoriels a été assurée via la formation du personnel de l'UNICEF et des partenaires sur les groupes sectoriels pour la nutrition, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Un soutien a également été fourni pour intégrer la réduction des risques de catastrophe au sein des programmes nationaux de l'UNICEF en République démocratique populaire lao, au Myanmar et aux Philippines.

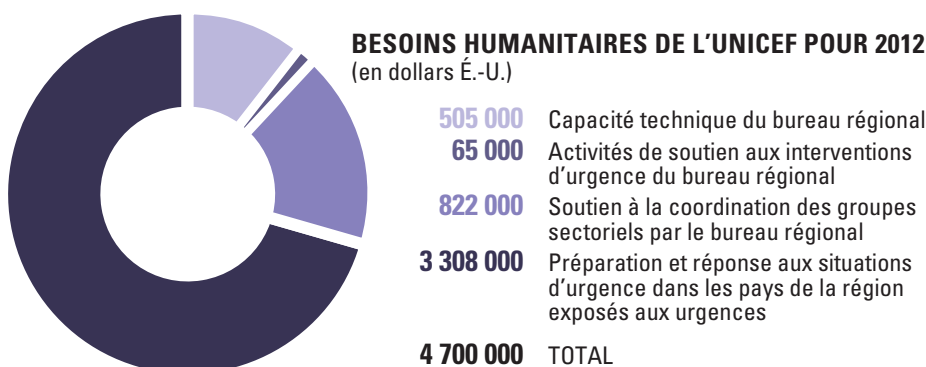
L'équipe régionale a mené 31 missions de soutien distinctes, soit un total de 256 jours/hommes. L'UNICEF a également lancé un Programme intégré de renforcement des capacités en matière d'éducation dans les situations d'urgence, comprenant une feuille de route au Timor-Leste. L'équipe régionale de l'UNICEF pour les situations d'urgence a en outre veillé au contrôle de qualité des plans humanitaires et des appels lancés par les pays en proie à des situations d'urgence.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

Le bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de l'Est et le Pacifique demande 4 700 000 dollars É.-U. pour mener en 2012 les activités de soutien aux situations d'urgence prévues dans la région. Ce montant comprend 3 308 000 dollars É.-U. destinés aux activités de préparation aux situations d'urgence dans les pays particulièrement exposés aux catastrophes, qui ne font pas l'objet d'un chapitre séparé.

Ce financement est crucial pour, d'une part, poursuivre le renforcement de la préparation aux situations d'urgence et de la réduction des risques de catastrophe et, d'autre part, fournir un soutien aux groupes sectoriels pour la nutrition, l'éducation et la protection de l'enfance dirigés par l'UNICEF. Un financement complet permettrait au bureau régional d'assurer l'ensemble de ses responsabilités à l'échelle régionale dans le cadre des Principaux engagements de l'UNICEF pour les enfants dans l'action humanitaire.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau régional www.unicef.org/eapro.





Philippines

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les Philippines sont touchées par les risques naturels et souffrent des conséquences d'un conflit armé. En 2011, des aléas météorologiques et des cyclones ont provoqué de très fortes inondations dans quasiment toutes les régions du pays, parmi lesquelles les Visayas orientales et la partie centrale de Mindanao et de Luzon. Des millions de femmes et d'enfants ont vu leurs maisons et leurs quartiers submergés lors des inondations causées par les tempêtes survenues tout au long de l'année. L'absence de préparation et l'incapacité des autorités locales à intervenir lors de ces catastrophes a exposé les membres les plus vulnérables de cette population déjà fragile à toute une série de conséquences négatives : sources d'eau contaminées et propagation des maladies transmises par l'eau, perte de leur sécurité alimentaire et de leurs moyens de subsistance, interruption prolongée de la scolarisation, etc. Malgré la reprise des pourparlers de paix officiels entre le Gouvernement philippin et les principaux groupes armés non étatiques, les luttes intestines ou « rido » (guerres de clan) au sein du Front Moro de libération islamique et les opérations militaires contre d'autres groupes rebelles continuent de faire rage. De ce fait, 375 000 personnes déplacées, réinstallées, de retour ou vivant à Mindanao ont été touchées par le conflit armé et les inondations et ont eu besoin d'une assistance humanitaire en 2011¹. L'absence de protection officielle est un vrai problème pour ces communautés touchées par les risques naturels et l'instabilité politique, avec pour conséquence des violations graves des droits de l'enfant et un accroissement des risques de violences et d'exploitation pour les femmes.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

En 2012, l'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement philippin, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, continuera à assurer la direction des groupes sectoriels d'urgence de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), de la nutrition, de l'éducation et de la protection de l'enfance, et œuvrera au renforcement des efforts de réduction des risques liés aux catastrophes axés sur les enfants². L'UNICEF ciblera en particulier les besoins d'environ 200 000 enfants et 50 000 femmes des zones dévastées par les catastrophes et touchées par les conflits.

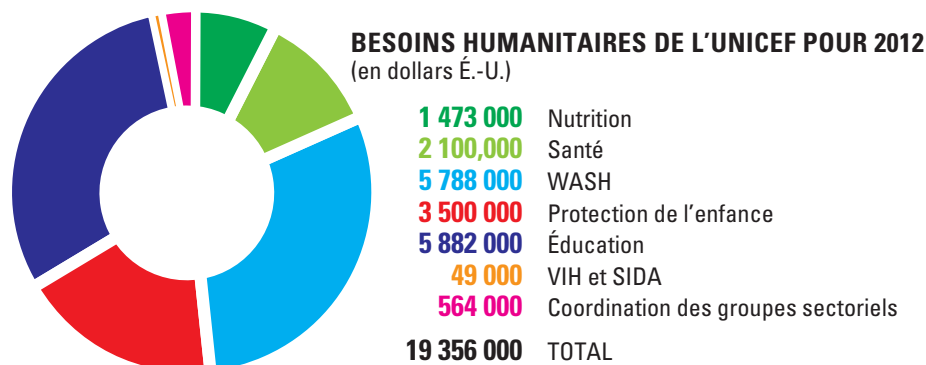
- La gestion de proximité de la malnutrition aiguë sera étendue afin de limiter la prévalence chronique de la malnutrition sévère aiguë dans les zones touchées à la fois par le conflit et par les risques naturels. Des suppléments de micronutriments seront fournis à quelque 20 000 femmes enceintes ou allaitantes et 100 000 enfants de moins de 5 ans bénéficieront d'un dépistage de la malnutrition aiguë.
- 38 000 familles bénéficieront de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les zones touchées par les typhons, les inondations et les conflits. Les interventions incluront un suivi de la qualité de l'eau dans les zones sujettes aux inondations et la mise en œuvre de services WASH au sein de communautés très vulnérables, en mettant l'accent sur les écoles et les établissements de santé. La construction/rénovation des systèmes d'approvisionnement en eau, des toilettes et des espaces réservés aux bains et l'amélioration des pratiques d'hygiène seront essentielles pour prévenir la morbidité et les décès et pour renforcer la résilience.
- L'UNICEF aura pour objectif la remise en état rapide des services de santé et le déploiement d'équipes sanitaires mobiles d'urgence dans les zones touchées par les catastrophes. Des kits sanitaires comprenant des médicaments et des équipements médicaux de base seront distribués aux unités sanitaires endommagées. Au total, 150 000 doses de vaccin contre la rougeole et des fournitures de vaccinations seront pré-positionnées afin d'assurer la vaccination intégrale des enfants vivant en zone vulnérable.
- Les jeunes enfants et les enfants d'âge scolaire vivant dans des zones touchées par le conflit ou par les catastrophes bénéficieront d'un soutien par le biais d'une éducation alternative ou traditionnelle dans des environnements sûrs et protégés. L'UNICEF plaidera en faveur d'initiatives de réduction des risques liés aux catastrophes et de renforcement des capacités, au bénéfice de 100 000 enfants vivant dans des zones touchées, en particulier les jeunes enfants et les adolescents les plus vulnérables.
- Quelque 135 000 enfants à risques bénéficieront de services de protection et de services psychosociaux dans des espaces amis des enfants, des clubs des jeunes, et grâce au renforcement des capacités des bureaux publics d'aide sociale.
- L'UNICEF réalisera des interventions de sensibilisation au VIH auprès de 8 000 enfants, jeunes et femmes enceintes, au moyen de jeux éducatifs et de supports pédagogiques, et assurera une orientation en cas d'urgence dans les zones métropolitaines plus touchées par le VIH.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 19 356 000 dollars É.-U. afin de poursuivre ses activités humanitaires en cours à Mindanao et dans les autres régions des Philippines touchées par les inondations et par les conflits, et d'assurer la préparation et la réponse aux situations d'urgence qui pourraient survenir à l'avenir dans le reste du pays.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/philippines.

1. Plan d'action humanitaire pour les Philippines (Mindanao), à paraître.
 2. La coordination des groupes sectoriels s'effectue à la fois au niveau national et infranational. Dans la plupart des cas, les groupes sectoriels sont également mis en place au niveau infranational, comme c'est le cas à Mindanao. Cela inclurait également la promotion d'initiatives de réduction des risques liés aux catastrophes plus axées sur l'enfant au sein des groupes sectoriels et des agences des gouvernements nationaux.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre 2011, l'UNICEF avait reçu 2 767 790 dollars É.-U. (18 pour cent) sur les 15 107 400 dollars É.-U. sollicités pour financer son action aux Philippines. Grâce au complément apporté par le report des contributions d'urgence, l'UNICEF a pu mobiliser des efforts de relèvement précoce pour reconstruire les services sociaux de base dans les communautés affectées par le conflit dans la partie centrale de Mindanao et mettre en place une intervention d'urgence rapide dans les régions touchées par les inondations. Au moins 54 000 familles – bien plus que les 14 000 prévues à l'origine – ont pu bénéficier de services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH), notamment d'un accès à une eau et à des installations sanitaires sûres, ainsi que d'activités de promotion de l'hygiène et de distributions de kits. Environ 64 000 enfants de moins de 5 ans – un chiffre supérieur à l'objectif de 37 500 prévus dans le programme – issus de plus de 20 municipalités cibles participant au programme de gestion de proximité de la malnutrition aiguë ont été dépistés et ont reçu des suppléments de micronutriments. Parmi les enfants dépistés, plus de 600 enfants souffrant de malnutrition sévère aiguë ont pu être traités et, pour 80 pour cent d'entre eux, guéris. Plus de 360 000 enfants (sur un objectif de programme de 136 000) et 14 000 familles, touchés par les conflits armés et les inondations, ont eu recours à des services psychosociaux. Plus de 22 000 enfants ont pu avoir accès à une éducation élémentaire précoce de qualité.



République populaire démocratique de Corée

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En République populaire démocratique de Corée, la vie quotidienne de nombre d'enfants et de femmes est marquée par la malnutrition. Une économie en faillite et des catastrophes naturelles récurrentes aggravent un contexte marqué par l'insécurité alimentaire. En 2010, le taux de mortalité infantile a atteint 26 décès pour 1 000 naissances vivantes (il était de 23 pour 1 000 en 1990)¹. La pneumonie et la diarrhée, dues au manque d'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement, notamment dans les zones rurales, sont responsables du décès de 28 pour cent des enfants de moins de 5 ans². En outre, la pénurie de ressources éducatives a ébranlé les infrastructures scolaires et la qualité de l'enseignement.

Si l'UNICEF continue de mettre en œuvre le Programme élargi de vaccination et de supplémentation en micronutriments, il est toujours ardu d'atteindre les personnes en difficulté. L'UNICEF et d'autres organismes de l'ONU obéissent au principe « pas d'accès, pas d'appui » et continuent de se mobiliser pour avoir accès à la population dans le besoin et pour la transparence de l'information

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, des ONG et d'autres organismes internationaux, privilégiera l'assistance aux personnes les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre dans les zones rurales. En tant que chef de file des groupes sectoriels pour l'éducation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'UNICEF compte atteindre environ 10,6 millions de personnes, notamment 5,9 millions de femmes en âge d'avoir des enfants et plus de 855 000 filles et de 892 000 garçons de moins de 5 ans.

- En 2012, un ensemble de mesures en matière de nutrition, de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) lutteront contre la malnutrition d'au moins 13 300 enfants de 0 à 59 mois dans quatre provinces (Kangwon, Hamgyong Nord et Sud et Ryanggang) et dans 14 crèches. Outre les journées bisannuelles de la santé de l'enfant, la lutte contre la malnutrition chronique au cours des 1 000 premiers jours de la vie prendra la forme d'actions préventives liées à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et à la supplémentation en micronutriments. Ces interventions viseront plus de 1,6 million d'enfants de 6 à 59 mois et plus de 5,9 millions de femmes en âge d'avoir des enfants.
- Quelque 350 000 nourrissons et 356 000 femmes enceintes seront vaccinés, l'objectif étant d'atteindre et de maintenir une couverture vaccinale totale de 95 pour cent. L'UNICEF fournira 10 500 trousseaux de médicaments essentiels aux hôpitaux et aux établissements de santé et 300 trousseaux destinés aux sages-femmes, aux soins des nouveau-nés et aux soins obstétricaux d'urgence.
- Plus de 209 000 personnes dans les villes et les zones rurales (ris) mal desservies et plus de 39 000 enfants dans des institutions de santé, d'éducation et de soins auront accès à l'eau potable grâce à des systèmes d'adduction d'eau par gravité et à la réparation des installations d'eau et d'assainissement et recevront des informations sur l'hygiène.
- L'UNICEF aidera le gouvernement à réhabiliter les infrastructures scolaires pour plus de 7 000 enfants et renforcera l'apprentissage préscolaire de 14 000 enfants en fournissant de nouveaux kits de développement de la petite enfance et en apprenant aux personnes s'occupant des enfants à les utiliser efficacement. L'UNICEF couvrira les besoins en matière d'éducation, de nutrition, de santé, d'eau et d'assainissement en constituant des stocks pré-positionnés de fournitures pour 100 000 personnes au sein des populations affectées.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 22 428 000 dollars É.-U. au titre de ses activités humanitaires en République populaire démocratique de Corée. L'augmentation reflète l'extension de la portée géographique de son programme, qui couvre désormais un plus grand nombre de personnes et d'enfants souffrant de sous-nutrition dans quatre des provinces les plus vulnérables. Sans financement de ses activités clés, les effets pervers de la malnutrition, le manque de vaccins (contre la tuberculose, la polio et le tétanos) et de médicaments essentiels, l'eau insalubre et l'assainissement défaillant continueront de menacer la vie et le bien-être des enfants et des femmes du pays.

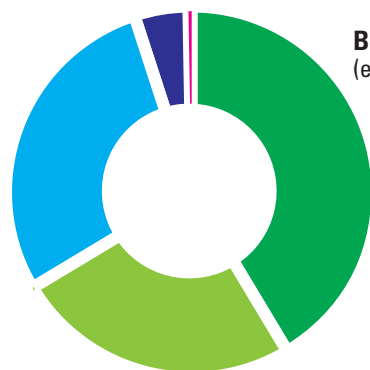
Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/dprk.

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la Santé, *Niveaux et tendances de la mortalité infantile : rapport 2011 – Estimations développées par le groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation relative à la mortalité infantile*, UNICEF, New York, 2011, p. 13.

2. Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « *Compte à rebours 2015 rapport de la décennie (2000-2010) : Bilan de santé maternelle et la survie de la mère, du nouveau-né et de l'enfant* », OMS et UNICEF, Genève et New York, 2010, p. 70.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre, l'UNICEF avait reçu 5 096 810 dollars É.-U. sur les 20 435 477 demandés pour prévenir la crise nutritionnelle généralisée, qui affecte notamment les enfants. Avec un quart seulement des fonds demandés, l'UNICEF a privilégié les interventions clés suivantes pour un impact accru : distributions multiples de micronutriments à tous les enfants de 6 à 24 mois dans 14 crèches, ainsi qu'à 182 000 femmes enceintes et à 42 000 femmes allaitantes dans tout le pays; extension de la gestion communautaire de la malnutrition sévère de 4 à 29 comtés en situation d'urgence, où 4 916 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère identifiés suite au dépistage de 180 311 enfants de 6 à 59 mois seront soignés d'ici la fin 2011; fourniture de vaccins de routine à plus de 335 000 nourrissons et 339 400 femmes enceintes; distribution d'environ 8 500 trousseaux de médicaments essentiels à 695 000 enfants de moins de 5 ans dans quatre provinces; distribution de comprimés vermifuges à plus d'1 million d'enfants de 24 à 59 mois et de suppléments de vitamine A à 1,5 million d'enfants de 6 à 59 mois pendant les journées bisannuelles de la santé de l'enfant; accès de près de 82 000 personnes, notamment 25 000 enfants de moins de 18 ans, à l'eau salubre grâce à des systèmes d'adduction d'eau par gravité dans 6 communautés rurales; fourniture de matériel pédagogique sur l'hygiène à au moins 75 000 familles; amélioration du raccordement à l'eau d'un hôpital régional, de trois cliniques rurales, de 12 institutions de soins des enfants et de 6 écoles au profit de 3 000 enfants et fourniture de trousseaux d'hygiène et de kits d'eau d'urgence à 74 institutions s'occupant d'environ 14 000 enfants, de kits d'eau d'urgence à plus de 1 000 familles affectées par les inondations dans les provinces du Hwanghae du Nord et du Sud et de kits de développement de la petite enfance à 16 institutions accueillant plus de 3 000 enfants.



BESOINS HUMANITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

9 288 000	Nutrition
5 618 000	Santé
6 420 000	WASH
1 070 000	Éducation
32 000	Coordination des groupes sectoriels
22 428 000	TOTAL

UNICEF 2012 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Amérique latine et Caraïbes

COLOMBIE • HAÏTI





Amérique latine et Caraïbes

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Ouragans, crues soudaines, glissements de terrain, séismes et éruptions volcaniques et autres catastrophes environnementales frappent régulièrement la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Au cours des dix dernières années, environ 64 millions de personnes ont été affectées et des dizaines de milliers de personnes s'efforcent de survivre au lendemain de ces crises : les populations autochtones qui vivent dans des régions isolées, les populations urbaines pauvres installées sur des pentes exposées aux glissements de terrain, et les populations pauvres de plus en plus nombreuses dans les bassins fluviaux. Dans une région qui connaît les plus fortes disparités du monde, ces crises ont provoqué des épidémies, une malnutrition chronique, des déplacements de population ainsi que des violences et la traite d'enfants.

En 2011, de fortes pluies se sont abattues sur El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua, provoquant des inondations à grande échelle. De graves sécheresses ont réduit l'accès à l'eau et fait augmenter le prix des denrées alimentaires, rapprochant dangereusement de crises nutritionnelles des pays comme la Bolivie, le Guatemala, le Honduras ou le Paraguay. Les inondations ont affecté environ 150 000 personnes dans sept pays d'Amérique latine. La région a subi des épidémies de choléra en Haïti et en République dominicaine et de dengue en Bolivie et au Paraguay. Dans les pays andins comme la Bolivie ou le Pérou, les basses températures associées aux mauvaises conditions de vie et au manque de services de santé continuent de provoquer des maladies respiratoires fatales chez les enfants chaque année.

Les conflits sociopolitiques compliquent la reprise des activités après les catastrophes. En Colombie, les violences provoquent le déplacement de milliers de personnes chaque année, notamment au sein des populations autochtones. La recrudescence de la violence en Amérique centrale et dans la sous-région des Caraïbes rend les enfants, les adolescents et les femmes particulièrement vulnérables aux violences sexuelles, au trafic et au recrutement par des gangs.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

En 2012, le bureau régional de l'UNICEF pour les Amériques et les Caraïbes, ainsi que des organismes gouvernementaux et des ONG internationales renforceront leur capacité à améliorer la réduction des risques de catastrophe, la préparation et l'intervention dans les régions frappées par des catastrophes naturelles, en portant une attention particulière à l'amélioration de la vie des enfants les plus vulnérables à la maladie, la sous-nutrition et l'exploitation lors de ces crises.

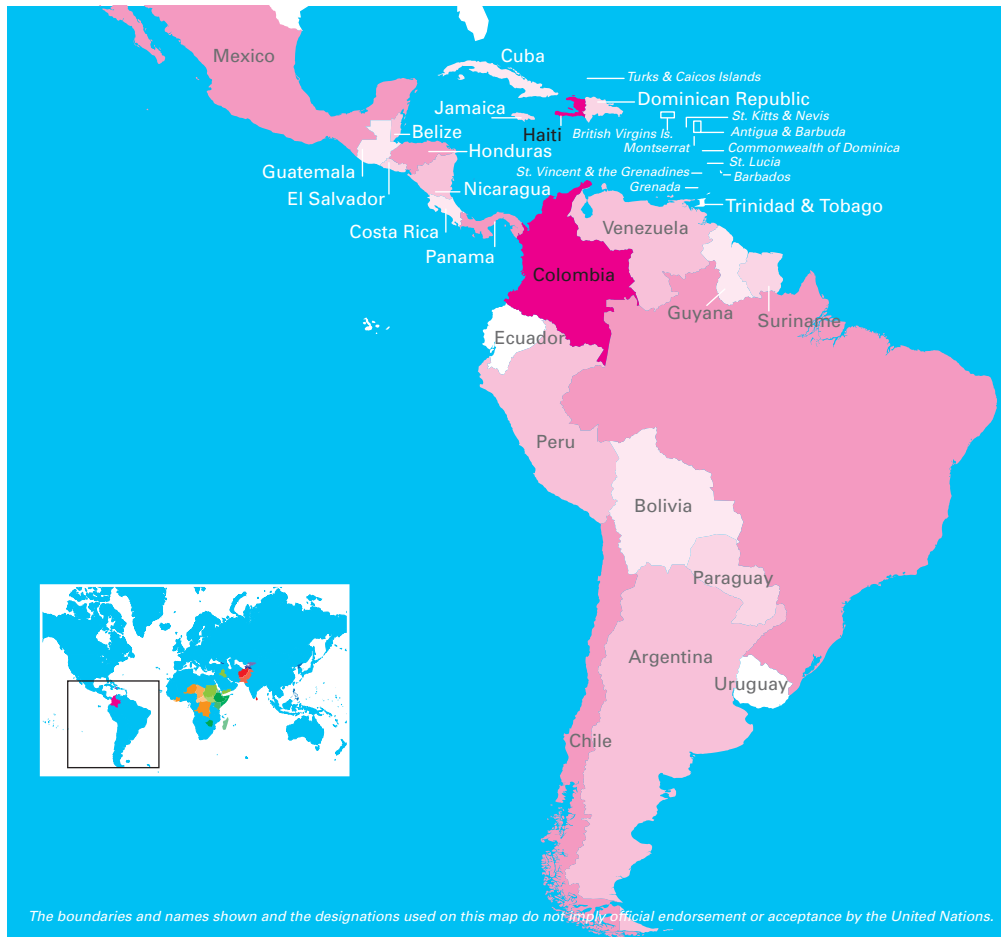
- L'équipe régionale renforcera sa capacité à fournir une assistance dans le cadre des catastrophes naturelles et des autres situations d'urgence, avec un appui technique et opérationnel direct de l'UNICEF pour les bureaux de pays de la région.
- La réduction des risques de catastrophes sera renforcée, et axée sur la sensibilisation aux risques de catastrophes : la résilience des infrastructures scolaires, pour l'eau et l'assainissement, afin de survivre aux dangers et la préparation des réseaux communautaires à la protection des enfants en situation d'urgence.
- L'accès à l'eau salubre et aux services d'assainissement sera élargi lors des situations d'urgence et des fournitures médicales seront fournies afin de limiter les flambées de maladies.
- Un plaidoyer sera mis en place avec les gouvernements au niveau de la région et appuiera le renforcement des capacités afin d'améliorer l'assistance aux enfants dans les crises.
- L'équipe régionale apportera un appui technique aux bureaux de pays de l'UNICEF dans la région ainsi qu'une assurance de qualité pour garantir une meilleure préparation dans des domaines comme l'approvisionnement et la préparation des mécanismes de coordination pour l'éducation, WASH, la protection et la nutrition.
- L'UNICEF travaillera sur la prévention de l'exploitation et la prestation de services éducatifs pour les enfants lors des situations d'urgence.
- L'équipe régionale travaillera sur la lutte contre la sous-nutrition des enfants, l'intervention immédiate en situation d'urgence et l'action préventive, notamment dans les pays d'Amérique centrale frappés par les inondations et la sécheresse.

Guatemala

Le Guatemala est affecté chaque année par des inondations à grande échelle ou des sécheresses extrêmes. En 2012, l'UNICEF continuera d'apporter une aide d'urgence aux populations touchées par les inondations de 2011 et par le séisme de Santa Rosa, ainsi qu'une aide au relèvement pour les communautés touchées par l'éruption volcanique du Pacaya en 2010 et par la tempête tropicale Agatha. L'UNICEF améliorera l'accès à l'eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène pour 35 000 enfants et permettra l'accès à l'enseignement de 26 500 enfants, un environnement protecteur pour 19 000 enfants et 2 800 adolescents dans 200 abris, ainsi que la prévention contre le VIH et le SIDA pour 12 500 personnes. L'UNICEF fournira des services médicaux et nutritionnels à 6 200 femmes et 25 000 enfants afin de prévenir la sous-nutrition des enfants alors que les pluies aléatoires, les températures élevées et l'augmentation des prix des denrées alimentaires aggravent l'insécurité alimentaire. L'UNICEF continuera d'appuyer les institutions du gouvernement afin d'améliorer la réduction des risques de catastrophe, en particulier pour les enfants.

Au cours des dix dernières années, environ 64 millions de personnes ont été affectées par des catastrophes environnementales. Des dizaines de milliers de personnes s'efforcent de survivre au lendemain de ces crises : les populations autochtones qui vivent dans des régions isolées, les populations urbaines pauvres installées sur des pentes exposées aux glissements de terrain, et les populations pauvres de plus en plus nombreuses dans les bassins fluviaux.

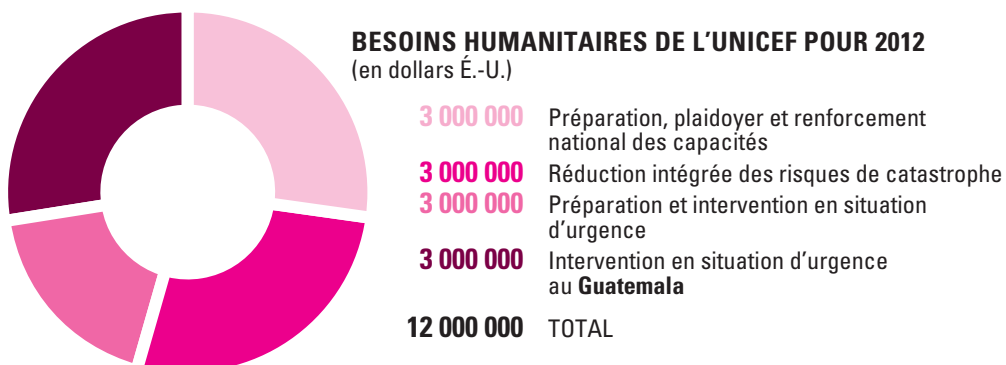
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 12 000 000 dollars É.U. pour mener à bien son travail humanitaire dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et améliorer la préparation, l'intervention et la réduction des risques de catastrophes face aux situations d'urgence nombreuses et complexes qui caractérisent cette partie du monde.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 ainsi que le site Internet du bureau régional www.unicef.org/lac (en espagnol) et www.unicef.org/lac/english.html (en anglais).



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

L'UNICEF avait reçu 966 987 (7 pour cent) des 13 000 000 dollars É.U. sollicités fin 2011. Le bureau régional a travaillé avec ses partenaires pour mobiliser une aide technique et les fournitures qui ont permis d'apporter un soutien crucial lors des graves inondations survenues dans sept pays. En Haïti, l'UNICEF a amélioré l'accès à l'eau potable pour plus de 325 000 personnes exposées au choléra, construit 160 écoles semi-permanentes pour environ 85 000 élèves, et appuyé l'enregistrement de 10 000 enfants séparés de leurs familles. Au Guatemala, l'UNICEF a fourni des suppléments en oligoéléments à 22 000 enfants et des traitements d'urgence à 650 enfants atteints de sous-nutrition, ainsi qu'une aide aux populations affectées par le séisme.

Le bureau régional a collaboré avec les gouvernements et partenaires locaux dans les efforts de réduction des risques de catastrophe. Au Brésil, l'UNICEF a appuyé l'adoption d'un protocole national pour les enfants dans les situations d'urgence. Une conférence régionale a donné naissance à la Déclaration de Panama sur la réduction des risques de catastrophes dans le secteur de l'Éducation, signée par 18 ministères de l'éducation. Les efforts de renforcement des capacités en matière d'intervention d'urgence et de réduction des risques de catastrophes ont abouti à une formation pour les 99 municipalités de Bolivie les plus exposées aux catastrophes, et au développement, au Guatemala, d'un kit de gestion des urgences pour que les médias communiquent sur la prévention, l'atténuation, la préparation et l'intervention dans le cadre des catastrophes, en donnant la priorité aux enfants.



Colombie

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En Colombie, le conflit armé, qui sévit depuis maintenant près de 50 ans, continue d'alimenter une crise humanitaire prolongée et entrave sérieusement la gouvernance, le respect des droits de l'homme et le développement économique durable du pays. Dans l'ensemble, cette situation affecte profondément la sécurité de la population et la situation humanitaire.

Les enfants colombiens vivent dans un environnement très vulnérable et sont continuellement exposés au recrutement par les groupes armés, aux attaques aveugles, à la violence sexuelle, au déplacement, au confinement, sans compter les dangers que représentent les mines anti-personnel et les munitions non explosées. Les attaques dirigées contre les écoles et les occupations de celles-ci se sont poursuivies. Les filles continuent de représenter l'un des groupes de la population les plus vulnérables. Le Secrétaire général des Nations Unies a signalé que les formes graves de violence sexuelle infligées aux filles recrutées par les groupes armés constituent un grand sujet de préoccupation¹.

De nombreuses communautés ne se sont pas encore totalement remises des dégâts causés par la saison des pluies de 2010, notamment la perte de logements, les déplacements et l'interruption de la scolarisation. Pas moins de 4 millions de personnes ont été affectées par les pluies en 2010-2011².

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

L'UNICEF est le chef de file des groupes sectoriels pour l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). En collaboration avec le Gouvernement colombien, d'autres institutions des Nations Unies, l'Église catholique et des ONG, l'UNICEF vise à répondre aux besoins de 190 000 personnes, dont 8 000 femmes, 83 000 garçons et 88 000 filles. L'UNICEF compte obtenir les résultats clés suivants :

- D'après les estimations, 50 000 enfants et 4 000 femmes enceintes ou allaitantes vivant dans des communautés affectées par le conflit armé ou les catastrophes naturelles auront accès à des services nutritionnels et à des fournitures médicales d'urgence, y compris des sels de réhydratation orale, des suppléments en micronutriments, des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et des moustiquaires imprégnées d'insecticide. L'UNICEF renforcera la capacité de 110 unités mobiles de l'Institut colombien du bien-être familial et des autorités et des partenaires locaux de 10 départements prioritaires afin de garantir la prise en charge totale des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes affectés par les catastrophes naturelles et le conflit armé.
- Dans les communautés rurales touchées par les catastrophes naturelles, quelque 15 000 enfants et femmes auront accès à des services en eau et en assainissement sûrs et suffisants grâce à l'installation ou à la réparation des systèmes communautaires et à des informations sur les meilleures pratiques en matière d'hygiène.
- Environ 20 000 enfants scolarisés dans des établissements affectés par le conflit armé pourront exercer leur droit à l'éducation. Les écoles afficheront des panneaux les distinguant comme étant des lieux protégés par le droit humanitaire international. L'UNICEF soutiendra le développement de programmes complets de prévention du recrutement des enfants et des accidents dus aux mines terrestres et aux munitions non explosées.
- D'après les estimations, 40 000 enfants seront familiarisés aux risques liés aux mines terrestres et 80 000 participeront à des programmes sur la prévention du recrutement par les groupes armés. Environ 250 enfants rescapés des groupes armés seront protégés dans le cadre d'un programme de prise en charge intégrale mené par l'Institut colombien du bien-être familial, garantissant leur retour au sein de leur famille. Le Mécanisme de surveillance et de communication sur les violations graves des droits des enfants (Résolution 1612 du Conseil de sécurité de l'ONU) a amélioré ses systèmes d'information et de surveillance. Quelque 5 000 enfants recevront le soutien psychosocial des unités mobiles de l'Institut colombien du bien-être familial formées par l'UNICEF.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF sollicite 6 200 000 dollars É.-U. pour poursuivre ses activités humanitaires en Colombie. Un financement complet est essentiel pour garantir l'aide directe fournie à des milliers d'enfants qui sont affectés par le conflit armé et les catastrophes naturelles récurrentes.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/colombia (en espagnol).

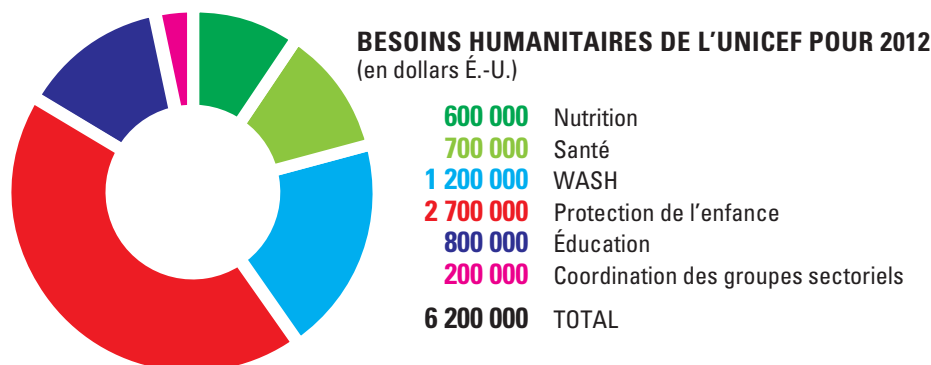
1. Le sort des enfants en temps de conflit armé : rapport du Secrétaire général, – A/65/820–S/2011/250, Nations Unies, New York, 23 avril 2011, p. 43.
2. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, « Humanitarian Situation No. 40 », OCHA, Genève et New York, p. 1.
3. Ayant recours à une approche basée sur la Convention relative aux droits de l'enfant, le programme du Retour au bonheur vise à réduire, par le biais de jeux, les séquelles des dommages affectifs que peuvent subir les enfants affectés par des situations d'urgence, tout en renforçant leur capacité de résilience et de rétablissement afin qu'ils puissent retrouver une vie normale.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

L'UNICEF a demandé 10 300 000 dollars É.-U. au titre de ses activités humanitaires en Colombie en 2011. Fin octobre, le Fonds avait reçu 1 396 114 dollars É.-U. (soit 14 pour cent). Ce financement, complété par d'autres sources régulières, a permis d'aider 75 000 personnes affectées par les catastrophes naturelles ou le conflit armé. Au nord et à l'ouest de la Colombie, plus de 37 000 enfants et 900 femmes enceintes ou allaitantes ont reçu une assistance intégrée en matière de santé, de nutrition, d'éducation et de protection. Quelque 17 000 enfants affectés par la saison des pluies dans ces régions ont reçu des trousseaux pédagogiques et récréatives et ont bénéficié de tentes-écoles.

Environ 20 000 personnes ont eu accès à l'eau potable grâce à l'installation ou à la réparation des systèmes communautaires.

Dans les communautés rurales de la région côtière du Pacifique, près de 17 000 enfants autochtones et leurs familles ont bénéficié d'une aide en matière d'alimentation, de nutrition et de protection. Le Fonds a en outre contribué aux activités d'éveil de plus de 3 000 enfants autochtones de moins de 5 ans.³





Haiti

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les femmes et les enfants en Haïti tentent de se relever d'une série de catastrophes qui a commencé en 2010 : un tremblement de terre dévastateur, une épidémie de choléra, puis des inondations consécutives à des tempêtes et des ouragans. Aujourd'hui, près de deux ans plus tard, les conséquences se font toujours sentir. Environ 600 000 personnes, dont plus de 250 000 enfants, vivent encore dans des camps surpeuplés¹ qui les rendent plus vulnérables aux problèmes de santé et de nutrition, ainsi qu'aux éventuelles violences et tentatives d'exploitation. Les cas d'expulsion ont augmenté de 400 pour cent au cours de l'année passée, avec environ 121 000 personnes² indiquant subir un harcèlement de la part de leurs propriétaires pour quitter leur abri. Depuis le début de l'épidémie en octobre 2010 jusqu'à la fin du mois de septembre 2011, plus de 450 000 personnes ont contracté le choléra, qui a provoqué le décès de 6 300 personnes³. Malgré le déclin des taux d'incidence, des épidémies localisées continuent de se propager, majoritairement dans les zones rurales. Cette situation instable est aggravée par des disparités considérables en matière d'accès aux services sociaux à travers le pays. La capacité de l'UNICEF à intervenir lors de ces crises profondes, et dans les tout premiers jours des catastrophes, est essentielle au bien-être des femmes et des enfants du pays.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Le défi de l'UNICEF en Haïti sera d'assurer la continuité de l'appui humanitaire aux femmes et aux enfants dans les camps, tout en soutenant et en favorisant les retours et les réinstallations grâce à des investissements multisectoriels dans les communautés. L'UNICEF assurera le transfert des groupes sectoriels de l'eau, assainissement et hygiène (WASH), de l'éducation et de la nutrition, ainsi que le sous-groupe pour la protection de l'enfance vers des organes nationaux et continuera à travailler avec le Gouvernement haïtien, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin de toucher des millions de femmes et d'enfants.

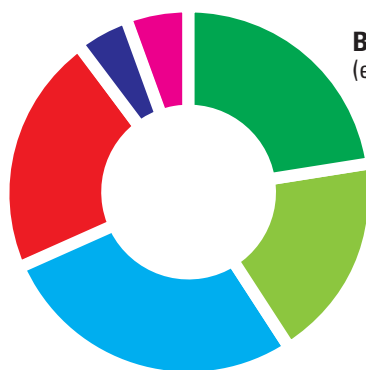
- Jusqu'à 100 000 femmes et enfants bénéficieront d'un meilleur accès à des services de santé primaires intégrés dans les zones de retour et de réinstallation et au moins 2,3 millions d'enfants de moins de 9 ans seront vaccinés contre la rougeole.
- Plus de 5 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère aiguë recevront un traitement de qualité en temps utile. Au moins 70 000 femmes, soit 22 pour cent de l'ensemble des femmes enceintes ou allaitantes, recevront des informations sur l'allaitement, l'alimentation complémentaire et la prévention du choléra.
- L'UNICEF offrira un accès à l'eau potable à au moins 150 000 femmes et enfants dans les camps et dans les zones de retour et de réinstallation. Quelque 250 000 autres enfants en âge scolaire dans les zones à risque élevé d'infection au choléra auront accès à des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène sûres à l'école. Plus d'1,6 million de personnes bénéficieront d'une campagne de promotion de la santé et de l'hygiène visant à éviter les maladies chez l'enfant, notamment la diarrhée.
- Du matériel d'apprentissage et d'enseignement sera distribué aux enseignants dans les écoles les plus vulnérables touchées par les catastrophes, profitant à au moins 120 000 enfants. Plus de 12 000 étudiants dans les zones touchées par le tremblement de terre seront accueillis dans un environnement d'apprentissage plus sûr grâce à la construction de 20 écoles semi-permanentes supplémentaires.
- Près de 50 000 enfants extrêmement vulnérables placés en institution bénéficieront d'un enregistrement, de documents sociaux et de normes minimales de santé et d'hygiène. Plus de 100 comités de protection de l'enfance et 500 espaces amis des enfants (accueillant 120 000 enfants) seront créés et/ou renforcés dans les communautés, afin de faciliter l'orientation (y compris en matière de violences sexistes) et d'encourager le retour/la réinstallation et le relèvement général.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

En 2012, l'UNICEF demande 24 105 000 dollars É.-U. pour mener à bien son action humanitaire en Haïti. Ce montant entre dans le cadre de la Procédure d'appel global (CAP). Un financement immédiat et adéquat est nécessaire pour renforcer la résilience dont ont déjà fait preuve les femmes et les enfants du pays.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/haiti.

1. Site web de la Coordination et de la gestion des camps (Haïti), consultable à l'adresse www.ccmhaiti.info et estimation du nombre d'enfants fournis par l'UNICEF.
2. Groupe sectoriel chargé de la coordination et de la gestion des camps, « *Eviction Situation in Camps Hosting Internally Displaced Persons (IDPs)* » [Situations d'expulsions dans les camps accueillant des personnes déplacées internes (PDI)], Haïti, juillet 2011, p. 1.
3. Ministère de la population et de la santé publique, « Rapport quotidien », 18 septembre 2011, p. 1.



BESOINS HUMAINITAIRES DE L'UNICEF POUR 2012 (en dollars É.-U.)

5 429 000	Nutrition
4 472 000	Santé
6 594 000	WASH
5 129 000	Protection de l'enfance
1 150 000	Éducation
1 331 000	Coordination des groupes sectoriels
24 105 000	TOTAL

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

L'UNICEF demande 86 581 014 dollars É.-U. pour mener à bien son action humanitaire en Haïti en 2011. En octobre 2011, un total de 40 873 722 dollars É.-U. avait été reçu, soit 47 pour cent de l'objectif. L'UNICEF et ses partenaires ont pu vacciner environ 50 000 enfants, améliorant ainsi la couverture dans 36 communautés difficilement accessibles. L'accès à l'eau potable a été amélioré pour plus de 325 000 personnes exposées à des risques élevés d'infection par le choléra. Plus de 2,2 millions de personnes ont reçu des messages sur la santé et l'hygiène conçus pour éviter la propagation du choléra. L'UNICEF a construit 160 écoles semi-permanentes, profitant à 86 000 enfants, et atteint son objectif en distribuant à 750 000 enfants et 15 000 enseignants du matériel d'apprentissage et d'enseignement. L'UNICEF a également ciblé la sous-nutrition en Haïti : environ 400 000 cas chez des enfants de moins de 5 ans ont été dépistés et près de 12 000 enfants souffrant de malnutrition sévère ont bénéficié d'un traitement. L'UNICEF a coordonné la campagne de 85 organisations nationales et a mené des activités permanentes de prévention du choléra, touchant 130 000 foyers. Quelque 120 000 enfants ont bénéficié quotidiennement des 445 espaces conçus pour les enfants à travers le pays. Près de 8 200 enfants séparés de leur famille ont été enregistrés dans le réseau de recherche et de réunification familiale et près de 2 500 enfants ont pu retrouver leur famille. Quelque 8 000 autres enfants placés en institution ont également été enregistrés.

Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants



Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

L'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants sont exposées à des risques naturels, qui se soldent par de lourdes pertes économiques et en vies humaines, détruisent les infrastructures sociales et rendent les femmes et les enfants très vulnérables aux déplacements, au manque de protection et à de graves problèmes de santé. L'instabilité politique continue de régner au sein de la région et des pays voisins. D'après les estimations, 2,5 millions de personnes étaient encore déplacées en Europe et en Asie centrale fin 2010, en raison des conflits liés aux revendications indépendantistes et aux contentieux territoriaux¹.

En juillet 2011, le tremblement de terre de magnitude 6,1 sur l'échelle de Richter, qui a secoué la vallée de Ferghana et a été ressenti le long de la frontière entre le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, a rappelé le risque encouru par les populations de la région et a mis en lumière la nécessité d'accélérer la planification de la gestion des catastrophes. La Turquie a enregistré l'afflux de plus de 11 000 personnes – dont la majorité sont des enfants – fuyant les troubles en Syrie², ainsi qu'un tremblement de terre de magnitude 7,2 en octobre. La réapparition en 2010 de la polio en Asie centrale, pour la première fois en dix ans, et la fréquence des flambées de rougeole depuis 2008 – notamment en Europe orientale et en Ouzbékistan – reflètent la fragilité de la région à l'égard des maladies à prévention vaccinale.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS EN 2012

Bureau régional

En 2012, le bureau régional privilégiera les activités suivantes :

- Aider les gouvernements à développer une capacité nationale en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence par le biais d'exercices de simulation.
- Renforcer l'analyse des risques d'urgence afin d'anticiper, de préparer et de répondre aux situations humanitaires.
- Poursuivre les activités de réduction des risques de catastrophe en Asie centrale et dans le Caucase du Sud et les étendre à d'autres pays exposés aux catastrophes en vue d'y établir des systèmes.
- Développer les capacités régionales en matière de coordination entre les organismes et entre les groupes sectoriels dans les secteurs de l'éducation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).
- Renforcer les capacités gouvernementales en matière de vaccination, de surveillance et de systèmes d'alerte précoce, ainsi que de communication sur les risques/crises, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé.
- Améliorer la coordination régionale entre les organismes en matière de cartographie des risques de catastrophe et renforcer la gestion nationale des catastrophes et les interventions qui s'ensuivent.

Géorgie

En 2012, l'UNICEF continuera de répondre aux besoins de 40 000 enfants et leur famille en Abkhazie (Géorgie), en collaboration avec les ONG locales et internationales et des institutions des Nations Unies. Les activités de soutien se concentreront sur les interventions de relèvement dans les situations d'après-conflit en vue de renforcer la fourniture de services sociaux et de santé de base. Les résultats escomptés sont les suivants :

- Environ 40 000 enfants seront immunisés contre les maladies à prévention vaccinale grâce au renforcement du système de vaccination de routine.
- Environ 10 000 élèves de 50 écoles en Abkhazie seront protégés contre les maladies liées à une mauvaise hygiène et au manque d'assainissement grâce à la réhabilitation des infrastructures en eau et assainissement des écoles.
- Quelque 12 000 enfants parmi les plus vulnérables du pays, notamment ceux qui sont atteints d'un handicap, bénéficieront d'un accès plus équitable aux services sociaux de base par le biais d'un réseau de 54 centres d'appui communautaires.

Kirghizistan

En 2012, l'UNICEF continuera de collaborer avec le Gouvernement du Kirghizistan, d'autres organismes de l'ONU et des ONG afin d'accroître la durabilité des interventions d'urgence dans les zones affectées et de renforcer les mécanismes de préparation aux situations d'urgence. En tant que chef de file des groupes sectoriels pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'éducation et la nutrition et des sous-groupes sectoriels pour la protection de l'enfant, l'UNICEF participe activement à la planification interorganisations des mesures d'urgence.

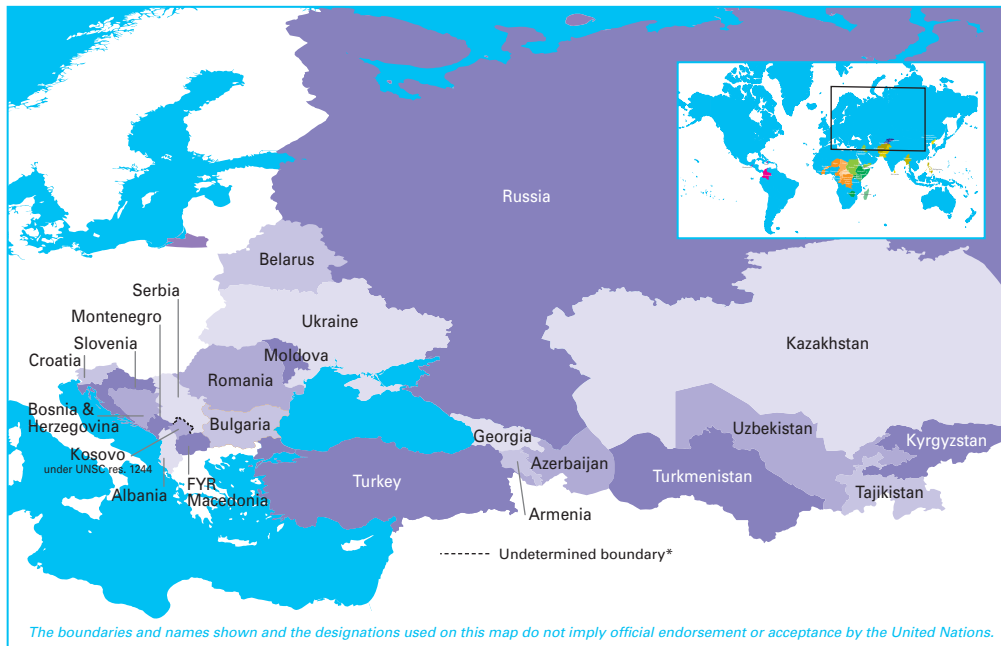
- La protection de l'enfance se concentrera sur le développement de services sociaux durables pour les enfants et leur famille.
- L'UNICEF distribuera auprès de 40 000 personnes des stocks de secours d'urgence, des réservoirs d'eau, des trousseaux d'hygiène, des comprimés de purification de l'eau et des savons. Le Fonds contribuera, en outre, à la construction physique et à la réhabilitation des latrines et des équipements en eau, hygiène et assainissement dans les écoles et les hôpitaux.
- Dans le secteur de l'éducation, les activités viseront la préparation aux catastrophes via la réduction des risques dans 20 écoles pilotes et 10 centres préscolaires, outre l'acquisition et la mise en place préalable de fournitures scolaires d'urgence destinées à 10 000 enfants.
- Les efforts en matière de nutrition et de santé viseront à développer des services de santé de qualité et durables, garantissant à 250 000 enfants et à 50 000 femmes un accès adéquat aux micronutriments, et à gérer la chaîne du froid pour l'entreposage des vaccins permettant de couvrir les besoins de vaccination.

1. Observatoire des situations de déplacement interne, « Internal Displacement in Europe », Observatoire des situations de déplacement interne, Genève, 2010, [www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpRegionPages\)/89DF093F3A3371D6C125786A00495575?OpenDocument](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpRegionPages)/89DF093F3A3371D6C125786A00495575?OpenDocument), consulté le 20 novembre 2011.

2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « UNICEF Situation Report: Turkey borders with Syria », UNICEF, New York, 28 juin 2011, p. 1.

L'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants sont exposées à des risques naturels, qui se soldent par de lourdes pertes économiques et en vies humaines, et rendent les femmes et les enfants très vulnérables aux déplacements, au manque de protection et à de graves problèmes de santé.

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS



Tadjikistan

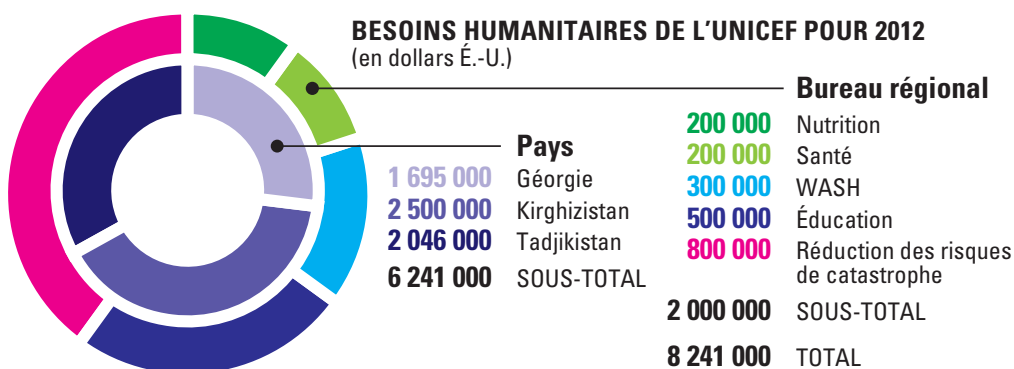
En 2012, l'UNICEF renforcera davantage les capacités et la coordination pour répondre aux catastrophes lorsqu'elles surviennent – dans le cadre de son rôle dans différents groupes sectoriels humanitaires – en veillant à ce que les enfants aient un accès continu aux services essentiels en matière de santé, de nutrition, de protection, d'éducation, ainsi que d'eau et d'assainissement. Les résultats escomptés dans le cadre des programmes actuels sont les suivants :

- Plus de 5 000 enfants souffrant de malnutrition sévère ou modérée seront soignés grâce à des éléments nutritifs vitaux et des suppléments alimentaires/en micronutriments.
- Un programme national ponctuel de vaccination supplémentaire contre la diphtérie pour les jeunes âgés de 3 à 21 ans préviendra une épidémie à grande échelle potentielle en raison des lacunes existantes en matière de vaccination et, par conséquent, la contagion aux pays voisins.
- Plus de 20 000 enfants bénéficieront d'équipements améliorés en eau et en assainissement et d'informations sur les pratiques d'hygiène; en outre, environ 400 enfants disposeront d'un nouvel établissement scolaire suite à une catastrophe.
- Suite à l'épidémie de polio, un programme de réadaptation de proximité réalisé dans 24 districts fournira à plus de 700 personnes, notamment des enfants affectés par l'épidémie et des enfants atteints d'un handicap physique et leur famille, des services sociaux durables.
- Un autre objectif sera la préparation aux interventions auprès des populations affectées par une situation d'urgence afin de leur fournir un meilleur accès à des soins de santé primaire vitaux et de qualité en leur distribuant des trousseaux sanitaires essentielles, en mettant à la disposition des enfants un soutien psychosocial, des espaces d'apprentissage, du matériel didactique essentiel et des activités de développement de la petite enfance et en distribuant aux familles des fournitures essentielles en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2012

L'UNICEF demande 8 241 000 dollars É.-U. pour poursuivre ses activités humanitaires dans la région et, en collaboration avec les gouvernements et ses partenaires et être en mesure de fournir une aide opportune et de qualité pendant les situations d'urgence. Ces activités comprennent des exercices de simulation et le développement des capacités du personnel de l'UNICEF, ainsi que des gouvernements et des partenaires. Le bureau régional continuera d'aider les bureaux à intégrer la réduction du risque de catastrophe dans leurs programmes courants afin de renforcer la résilience et d'atténuer l'impact des catastrophes naturelles sur les femmes et les enfants.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en 2012, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2012 et le site Internet du bureau régional www.unicef.org/ceecis.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2011

Fin octobre, l'UNICEF avait reçu 100 000 dollars É.-U. (soit 5 pour cent) des 2 200 000 dollars É.-U. sollicités. Pour combler le manque de financement de ses activités régionales, l'UNICEF a eu recours à d'autres sources. Le bureau régional a aidé les bureaux de pays, les autorités et les partenaires nationaux en Bosnie-Herzégovine, au Kazakhstan, en Turquie et en Ouzbékistan à planifier et gérer la préparation aux situations d'urgence et en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan à intégrer les activités liées à la réduction des risques de catastrophe au sein de l'éducation.

Plus de 28 000 enfants, éducateurs et employés ont acquis des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe. Le matériel pédagogique a été adapté et un programme pilote sur les méthodes d'évaluation de la sécurité des écoles a été lancé au Kirghizistan.

L'UNICEF a répondu aux besoins humanitaires et de protection de 40 000 enfants et leur famille en Abkhazie (Géorgie). Le Fonds a réalisé des formations et distribué des équipements et des fournitures de santé maternelle et infantile; un réseau de centres communautaires proposant des services sociaux de base a été établi.

En Turquie, l'UNICEF a aidé le gouvernement en fournissant une formation psychosociale aux enseignants et en scolarisant à nouveau les enfants après le séisme du mois d'octobre.

Au Kirghizistan, plusieurs projets « post-conflits » ont été réalisés dans les domaines de la santé, l'éducation, la protection de l'enfant et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

L'UNICEF a participé aux interventions liées à l'épidémie de polio de 2010 au Tadjikistan et dans les pays voisins; la région a ensuite été déclarée exempte de polio.

Légendes photo

COUVERTURE

SOMALIE

© UNICEF/NYHQ2011-1182/Holt

Des enfants et des femmes déplacés par la sécheresse et les conflits attendent de la nourriture à Mogadiscio, Somalie. La crise dans la Corne de l'Afrique a été la plus grave de toute une série qui a mis à mal les droits et le bien-être des enfants en 2011.

AVANT-PROPOS

KENYA

© UNICEF/NYHQ2011-1121/Holt

Le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake, rend visite aux habitants des villages touchés par la sécheresse dans le district de Turkana, au nord du Kenya, au début de juillet 2011.
Page iv.

INTRODUCTION

PAKISTAN

© UNICEF/NYHQ2011-1379/Page

Des femmes vont chercher de l'eau lors de la seconde année de fortes inondations au Pakistan. Les catastrophes climatiques, conjuguées aux chocs politiques et économiques, exposent les enfants, déjà vulnérables, à des crises à répétition.
Page viii.

APPUI GLOBAL DE L'UNICEF

HAÏTI

© UNICEF/NYHQ2010-1310/Ramoneda

À Port-au-Prince, Haïti, des filles affectées par le séisme fréquentent une école provisoire appuyée par l'UNICEF. La réponse de l'UNICEF à plus de 250 crises par an dépend entre autres d'une bonne coordination et du renfort des capacités d'intervention.
Page 11.

AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

© UNICEF/NYHQ2011-1019/Holt

Une tempête de sable souffle sur un camp de réfugiés somaliens près de Dadaab, Kenya. La sécheresse affecte plus de 13 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique. La pauvreté et les conflits pèsent lourdement sur les enfants de la région.
Page 15.

ÉRYTHRÉE

© UNICEF/NYHQ2008-1646/Pirozzi

Une fille reçoit une dose de vitamine A pendant un examen nutritionnel appuyé par l'UNICEF dans la région d'Anseba. Les Érythréens sont toujours affectés par la sécheresse, la pauvreté et l'impasse politique avec l'Éthiopie voisine.
Page 18.

ÉTHIOPIE

© UNICEF/NYHQ2011-1567/Lemma

Kurfa Wario puise de l'eau dans un réservoir souterrain dans un village du secteur de Borena, touché par la sécheresse. La diminution des ressources en eau et l'insécurité alimentaire font que 4,5 millions d'Éthiopiens ont besoin d'aide humanitaire.
Page 19.

KENYA

© UNICEF/NYHQ2011-1111/Holt

Des enfants et des femmes participent à une session sur la nutrition dans le district de Turkana, touché par la sécheresse. En 2012, l'UNICEF a pour but d'apporter une aide humanitaire à 1,4 million d'enfants kényans.
Page 20.

MADAGASCAR

© UNICEF/NYHQ2009-1229/Pirozzi

Une fille tient une poupée dans un quartier pauvre d'Antananarivo, la capitale. Madagascar, en proie à la pauvreté, à l'isolement géographique, à des catastrophes naturelles et à une crise politique continue, est un des pays les plus pauvres du monde.
Page 21.

RÉPUBLIQUE DU SOUDAN DU SUD

© UNICEF/NYHQ2011-0453/De Viguierie

Un nouveau-né dort à l'hôpital de Wau, dans l'État de Bahr el Ghazal, à l'ouest du Soudan du Sud. Le plus récent pays du monde est confronté à des défis humanitaires complexes dont une mortalité infantile élevée et l'activité continue de rebelles.
Page 22.

SOMALIE

© UNICEF/NYHQ2011-1194/Holt

Une fillette déplacée et son jeune frère près d'un soldat en armes à Mogadiscio, Somalie. Après deux décennies de conflit, aggravées par une terrible sécheresse, 30 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë.
Page 23.

ZIMBABWE

© UNICEF/NYHQ2009-0828/Li

Un bébé est vacciné contre la polio dans un dispensaire mobile du district de Masvingo, Zimbabwe. La crise politique continue aggrave les risques pour les enfants : eau insalubre, insécurité alimentaire, catastrophes naturelles, violence et VIH.
Page 24.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

© UNICEF/NYHQ2010-1532/Asselin

Une femme et son bébé attendent d'être soignés dans un dispensaire de la province de Bandundum, en République démocratique du Congo. Le changement climatique, les troubles politiques et les épidémies menacent la stabilité de la région.
Page 25.

CÔTE D'IVOIRE

© UNICEF/NYHQ2011-0580/Asselin

Une fille reçoit des vivres dans un camp de déplacés de la ville de Duékoué. Après les violences qui ont suivi l'élection présidentielle de 2010, la stabilité est revenue mais les services de santé et d'éducation restent gravement perturbés.
Page 29.

LIBÉRIA

© UNICEF/NYHQ2011-0025/Sautereau

Un enfant réfugié en classe dans le comté de Nimba, qui a accueilli la plupart des 176 000 réfugiés ayant fui le conflit en Côte d'Ivoire. Leur présence met à mal les ressources locales d'un pays qui se relève lui-même à peine d'une longue guerre civile.
Page 30.

NIGER

© UNICEF/NYHQ2010-1592/Holtz

Dans un village de la région de Maradi, au Niger, un enfant mange un repas de feuilles cuites dans une assiette commune. La moitié des enfants de moins de 5 ans est atteinte de malnutrition chronique alors que les pluies restent insuffisantes.
Page 31.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

© UNICEF/NYHQ2011-0801/Grarup

Une fillette est soignée contre le paludisme dans un hôpital de la préfecture de Haut Mbomou. Le conflit a affecté tous les aspects de la vie quotidienne du pays, ruinant les infrastructures et déplaçant 192 000 personnes.
Page 32.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

© UNICEF/NYHQ2009-1315/Asselin

Un garçon passe devant un poste de maintien de la paix des Nations Unies dans la province Orientale. Les conflits, le niveau extrême de violence sexuelle et l'effondrement des services sociaux en font une des pires crises humanitaires du monde.
Page 33.

TCHAD

© UNICEF/NYHQ2010-1172/Gangale

Eta Brahim lave les mains de son bébé sous-alimenté dans un centre nutritionnel de la région de Bar-El-Ghazel, Tchad. Plus de 100 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. L'insécurité alimentaire affecte aussi 460 000 personnes déplacées.
Page 34.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

© UNICEF/NYHQ2011-1422/Diffidenti

Une fille observe une manifestation pacifique à Tripoli. La région, longtemps marquée par l'inégalité sociale et les crises, connaît un « Printemps arabe » sans précédent qui aura de nombreux effets à court et long terme sur les enfants.
Page 35.

DJIBOUTI

© UNICEF/NYHQ2011-1353/Mekki

Dans un bidonville proche de la ville de Djibouti, des enfants et des femmes font la queue à un point de distribution d'eau de l'UNICEF. Le pays, gravement éprouvé par la sécheresse, est un des pays les plus pauvres en eau de la planète.
Page 38.

RÉFUGIÉS IRAQUIENS

© UNICEF/NYHQ2007-0750/Noorani

En Syrie, des volontaires aident au développement de la petite enfance dans un camp pour réfugiés iraqiens

palestiniens. Plus d'1,5 million d'Iraqiens restent réfugiés dans les pays voisins, fuyant la violence politique actuelle dans leur pays.

Page 39.

RÉPUBLIQUE DU SOUDAN

© UNICEF/NYHQ2004-0863/Noorani

Une fille assise sur un tas de bois dans le camp d'Abu Shouk, au nord du Darfour. Les conflits au Soudan et la restriction de l'accès humanitaire aux 1,9 million de déplacés au Darfour ont aggravé les niveaux de sous-nutrition, déjà critiques.
Page 40.

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

© UNICEF/NYHQ2007-2527/Brooks

Des enfants revenant de l'école passent par un poste de contrôle militaire israélien dans la ville de Ras Atiya, en Cisjordanie. Le blocus israélien de Gaza et les tensions militaires accrues dans le TPO continuent de perturber la vie des enfants.
Page 41.

YÉMEN

© UNICEF/NYHQ2010-2846/Stirton

Abbas, 8 ans, blessé dans l'explosion d'une mine qui a tué d'autres membres de sa famille, dans un camp pour déplacés du gouvernorat de Hajjah. Des taux élevés de sous-nutrition et de pauvreté caractérisent ce pays en proie à des troubles violents.
Page 42.

ASIE DU SUD

© UNICEF/NYHQ2011-1662/Page

Dans la province du Sindh, au Pakistan, une fille porte un bébé dans un camp pour personnes déplacées par les inondations. La région, une des plus peuplées du monde, subit des catastrophes naturelles, des conflits et de graves tensions internes.
Page 43.

AFGHANISTAN

© UNICEF/NYHQ2010-0790/Holt

Des enfants marchent dans une rue du bazar de Garmsir, province de Helmand. Une décennie de conflits continue de compromettre le développement des enfants; 525 000 enfants de moins de 5 ans sont confrontés au risque de malnutrition sévère aiguë.
Page 46.

PAKISTAN

© UNICEF/NYHQ2011-1393/Page

Une fille dort dans un champ inondé du district de Shaheed Benazirabad, dans le Sindh. Sur fond de luttes politiques, de fortes pluies de mousson ont dévasté le Pakistan pour la seconde année consécutive, faisant 5,4 millions de sinistrés.
Page 47.

SRI LANKA

© UNICEF/2009-2127/Pietrasik

Chandra et son neveu travaillent dans un potager à Palchenai, dans le district de Batticaloa. Ils ont perdu leur famille lors du conflit et du tsunami de 2004. Après 30 ans de guerre, près de 112 000 familles retournant chez elles ont besoin d'aide.
Page 48.

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

© UNICEF/NYHQ2011-1813/Perawongmetha

Un garçon rame sur un radeau de fortune près du temple de Laksi, à Bangkok, Thaïlande. Les catastrophes naturelles, une infrastructure affaiblie et une extrême pauvreté ont affecté plus de 9,5 millions de personnes dans la région.

Page 49.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

© REUTERS/Sagolj

Un enfant atteint de sous-nutrition dans un hôpital d'Haeju, dans la province de Hwanghae du Sud. Beaucoup d'enfants souffrent de malnutrition chronique à cause de l'insécurité alimentaire, des typhons et des inondations, et d'une économie déclinante.

Page 52.

PHILIPPINES

© UNICEF Philippines/2011/Santos

Dans le Luçon central, un garçon s'occupe de son petit frère dans un abri provisoire pour les familles déplacées par les inondations. Les cyclones et les conflits ont perturbé l'enseignement et placé les enfants face à un risque accru de maladies.

Page 53.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

© UNICEF/NYHQ2007-2757/Versiani

Une fille autochtone en classe au Guatemala, récemment victime de graves inondations. Les catastrophes écologiques dans cette région où la disparité des revenus est la plus élevée du monde frappent davantage les pauvres.

Page 55.

COLOMBIE

© UNICEF Colombia/2011/Amador

Miguel Campos fait partie des 4 millions de Colombiens affectés par les inondations saisonnières de 2010 et 2011. Les catastrophes naturelles aggravent la crise humanitaire provoquée par 50 ans de conflit armé et de violence.

Page 58.

HAÏTI

© UNICEF/NYHQ2011-1322/Dormino

Une fille marche dans un camp pour déplacés à Port-au-Prince. Malgré des progrès depuis le séisme de 2010 et l'épidémie de choléra qui a suivi, les camps provisoires surpeuplés et les fortes disparités nécessitent une poursuite de l'aide humanitaire.

Page 59.

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS

© UNICEF/NYHQ2011-1654/Bell

Une femme ramène ses enfants, de la maternelle à chez elle, Samarkandek, Kirghizistan. L'école expérimente un programme de réduction des risques en cas de catastrophe pour mieux préparer la population aux catastrophes, naturelles ou pas.

Page 61.



UNICEF

Bureau des programmes d'urgence
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

www.unicef.org/french/hac2012

Photo de couverture : © UNICEF/NYHQ2011-1182/Holt

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Janvier 2012

ISBN : 978-92-806-4623-8